

20 RAPPORT 22 ANNUEL

IsDB 
البنك الإسلامي للتنمية
Banque Islamique de Développement



LE PARTENARIAT : UN IMPÉRATIF FACE AUX CRISES

PROFIL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

CRÉATION

La Banque islamique de développement (BID) est une banque multilatérale de développement créée en vertu de l'accord signé le 21 radjab 1394 (12 août 1974) à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite. La réunion inaugurale du Conseil des Gouverneurs s'est tenue au mois de radjab 1395 (juillet 1975) et la BID a démarré officiellement ses opérations le 15 chaoual 1395 (20 octobre 1975).

VISION

La BID s'emploie à devenir une banque de développement d'envergure mondiale s'inspirant des principes islamiques, qui contribue largement à la transformation du paysage du développement humain dans le monde musulman et à la réaffirmation de sa dignité.

MISSION

Promouvoir le développement humain global, en concentrant ses efforts sur les volets prioritaires que sont la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, l'amélioration de la gouvernance et la prospérité des populations.

MEMBRES

La BID compte 57 pays membres répartis sur différentes régions. Tout pays aspirant à devenir membre doit être affilié à l'Organisation de Coopération islamique, verser la première tranche de sa participation au capital-actions de la BID, et accepter les termes et conditions fixés par le Conseil des Gouverneurs.

CAPITAL

Lors de sa 45e réunion annuelle, le Conseil des Gouverneurs a approuvé (par correspondance) la 6e augmentation générale du capital à hauteur de 5,5 milliards de dinars islamiques. À la clôture de l'exercice 2021, le capital souscrit était de 50,6 milliards de dinars islamiques.

GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Le Groupe de la BID se compose de cinq membres, à savoir la Banque islamique de développement (BID), l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC).

SIÈGE ET CENTRES RÉGIONAUX

La BID a son siège à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite, et compte 11 centres régionaux situés à Abuja (Nigéria), Almaty (Kazakhstan), Ankara (Turquie), Le Caire (Égypte), Dakar (Sénégal), Dhaka (Bangladesh), Jakarta (Indonésie), Kampala (Ouganda), Paramaribo (Suriname), Rabat (Maroc), Dubai (EAU), et un centre d'excellence à Kuala Lumpur (Malaisie).

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la BID correspondait à l'année lunaire hégirienne, mais à partir du 1er janvier 2016, il fut changé pour correspondre à l'année solaire de l'hégire commençant le 11 capricorne (1er janvier) et se terminant le 10 capricorne (31 décembre de chaque année).

UNITÉ DE COMPTE

L'unité de compte de la BID est le dinar islamique (DI) qui est équivalent à 1 droit de tirage spécial (DTS) du Fonds monétaire international.

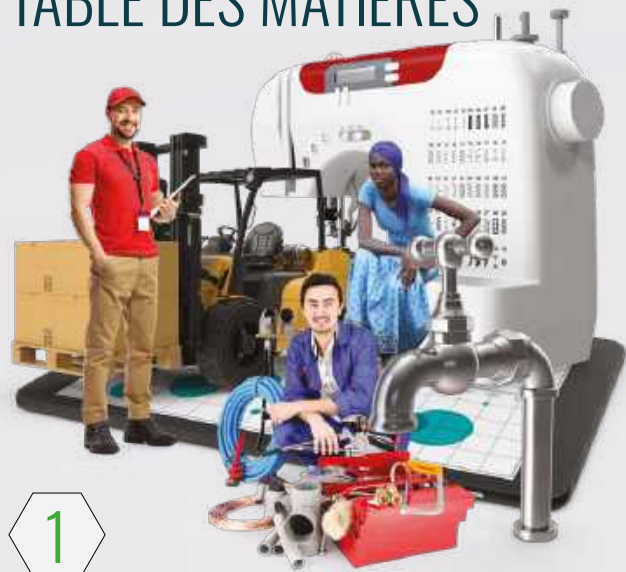
LANGUE

La langue officielle de la BID est l'arabe, mais l'anglais et le français sont également utilisés comme langues de travail.



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

TABLE DES MATIÈRES



1

ABRÉVIATIONS	02
REMERCIEMENTS	03
LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT	04
MESSAGE DU PRÉSIDENT	05
PHOTOS DES MEMBRES DU CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS	06
RÉSUMÉ : BILAN DE L'EXERCICE	07

CHAPTER 1 : ACTIVITÉS DU GROUPE DE LA BID 18

1.1	Analyse des résultats économiques récents	19
1.2	Principaux indicateurs opérationnels	20
1.3	Principales initiatives	23
1.3.1	Stratégie 2025	23
1.3.2	Lutte contre l'insécurité alimentaire	25
1.4	Réalisations à l'actif du Groupe de la BID	27
1.4.1	Principales opérations de développement	27
1.4.2	Renforcement du développement du secteur privé	28
1.4.3	Appui au financement du commerce	28
1.4.4	Assurance des risques de crédit et de pays	28
1.4.5	Leadership éclairé en économie et finance islamiques	28
1.4.6	Partenariat pour la réduction de la pauvreté	29
1.4.7	Optimisation des awqaf pour le développement	31
1.4.8	Partage des meilleures pratiques en matière de développement	32
1.4.9	Optimisation du potentiel de la science, la technologie et l'innovation pour le développement	34



2

CHAPTER 2 : RIPOSTE AUX CRISES 36

2.1	Programme stratégique de préparation et de riposte	37
2.2	Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire	38

CHAPTER 3 : FAVORISER LA CROISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT INCLUSIFS ET RÉSILIENTS 40

3.1	Contribution au développement inclusif	41
3.1.1	Développement humain	41
3.1.2	Développement des infrastructures	43
3.1.3	Intégration régionale	44
3.2	Atténuation de la fragilité et renforcement de la résilience	45
3.2.1	Fragilité et résilience	45
3.2.2	Autonomisation économique	45
3.3	Partenariat pour le développement durable	46
3.3.1	Mobilisation de ressources	46
3.3.2	Cadre de financement durable	46
3.4	Activités de développement spéciales	47
3.4.1	Autonomisation des femmes et des jeunes	47
3.4.2	Changements climatiques	49
3.4.3	Collaboration avec les ONG et la société civile	50
3.4.4	Programme d'aide communautaire	52
3.4.5	Programme de bourses d'études	54
3.4.6	Projet Adahi	55



3

CHAPTER 4: RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE

4.1	Conseil des Gouverneurs	57
4.2	Conseil des Directeurs exécutifs	58
4.3	Gouvernance conforme à la Charia	59
4.4	Gestion des risques	59
4.5	Audit	60
4.6	Conformité	60
4.7	Gouvernance d'entreprise	61
4.8	Note de crédit	61
4.9	Appui des pays membres	62
4.10	Stratégie de partenariat avec les pays membres	62
4.11	Évaluation des opérations	63
4.12	Efficacité du développement	63
4.13	Facilitation des affaires par les technologies de l'information	64
4.14	Gestion des ressources humaines	64
4.15	Autres activités administratives	65
4.15.1	Sûreté et sécurité	65
4.15.2	Services de gestion des installations	65
4.15.3	Services de santé du personnel	65



4

ANNEXES	66
ANNEXES 1- 6 : États financiers	68
ANNEXES 7- 10 : Financements	96
ANNEXE 11 : Organigramme de la BID	103
ANNEXE 12 : Présence de la BID	104



ABRÉVIATIONS

BID	Banque islamique de développement
FIBA	Fonds d'investissement des biens awqaf
FSID	Fonds de solidarité islamique pour le développement
GCA	Groupe de coordination arabe
IBID	Institut de la Banque islamique de développement
OCI	Organisation de Coopération islamique
ODD	objectif(s) de développement durable
PMMA	pays membres les moins avancés
SIACE	Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation
SID	Société islamique pour le développement du secteur privé
SIFC	Société internationale islamique de financement du commerce
SPPM	Stratégie de partenariat avec le(s) pays membre(s)
SPRP	Programme stratégique de préparation et de riposte à la pandémie
STI	Science, technologie et innovation
TIC	Technologies de l'information et de la communication



REMERCIEMENT

Le rapport annuel 2022 de la Banque islamique de développement (BID) a été préparé par le Département de la Recherche économique et des Statistiques de l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID) sur la base des orientations générales du Conseil des Directeurs exécutifs.

SUPERVISION

Directeur général de l'IBID et Économiste en chef
Directeur du Département de la Recherche économique et des Statistiques

COLLABORATION

Cabinet du Président et Secrétariat général du Groupe

CONTRIBUTIONS

Départements de la BID et membres affiliés au Groupe de la BID

COORDONNATEUR :

Bukhari M. S. SILLAH

GESTION DES DONNÉES STATISTIQUES

Abu CAMARA, Mohamed ELGOUSSI, Ali RASHID et Novia BUDI PARWANTO

TRADUCTION

Division des Services linguistiques

GESTION DES DONNÉES FINANCIÈRES

Fatih KAZAN, Abdulkadir FARAH, Aboubacar S. KANTÉ

SOUTIEN ADMINISTRATIF

Abdul Rashid Abdul Majid



Au Nom d'Allah, le Clément et le Miséricordieux

S.E. le président du Conseil des Gouverneurs de la BID

Excellence Monsieur le président,

Assalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh

Conformément aux articles 32(i), 32(iii) et 41(1) de l'Accord portant création de la BID et à la section 11 de son règlement intérieur, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil des Gouverneurs, au nom du Conseil des Directeurs exécutifs, le rapport annuel portant sur les opérations et activités de la BID au titre de l'exercice 2022.

Conformément à la section 13 du règlement intérieur de la BID, le rapport annuel comprend également les états financiers vérifiés de la BID et du Fonds waqf.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma parfaite considération.

Dr Muhammad AL JASSER

Président de la BID et du Conseil des Directeurs exécutifs



MESSAGE DU PRÉSIDENT

À l'instar de celui qui l'a précédé, l'exercice sous revue a été une année difficile marquée par les effets persistants de la pandémie à coronavirus et l'incertitude issues de la crise actuelle en Europe de l'Est. Dans ce contexte d'instabilité politique et économique, il ne serait pas étonnant de voir le risque d'insoutenabilité de la dette s'accroître dans de nombreux pays à faible revenu.

Parallèlement, les changements climatiques donnent lieu à une recrudescence des catastrophes naturelles et accélèrent l'affaiblissement de la biodiversité, et une coopération à l'échelle mondiale s'impose plus que jamais pour en atténuer les effets sur l'humanité. La BID a été à l'avant-garde des initiatives lancées aux niveaux national, régional et mondial et pour accompagner les pays membres dans leur quête d'une croissance et d'un développement durables.

À cet égard, de nouveaux partenariats ont été forgés et la coopération renforcée avec plusieurs institutions, notamment *Arab Petroleum Investment Corporation* (APICORP), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de Coopération islamique (OCI), le Fonds saoudien pour le développement (FSD), l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La collaboration avec le Groupe de coordination arabe (GCA) et le Royaume d'Arabie saoudite vise à mettre au point un large programme de riposte en matière de sécurité alimentaire d'au moins 10 milliards de dollars, auxquels le Groupe de la BID contribuera à hauteur de 10,5 milliards. De plus, la BID et les partenaires du GCA ont annoncé lors de la COP27 de la CCNUCC une enveloppe de 24 milliards de dollars aux initiatives de financement de l'action en faveur du climat.

L'accord-cadre stratégique historique signé avec l'OMS s'appuie sur les enseignements tirés de la pandémie et définit une feuille de route pour une action concertée en vue de la réalisation des objectifs de développement durable liés à la santé, notamment dans les pays à faible revenu et les pays fragiles.

En 2022, les opérations ont porté essentiellement sur trois principaux domaines, à savoir (i) l'accélération du redressement, (ii) la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la résilience, et (iii) la promotion d'une croissance économique verte. Aussi la BID a-t-elle joué un rôle important au sein du Groupe de réponse à la crise des Nations unies, en formulant des directives et des politiques, et en mobilisant des ressources.

Les opérations du Groupe de la BID ont surtout permis de financer la reprise post-pandémie pour un montant total de 10,5 milliards de dollars répartis entre la BID (3,0 milliards), la SIFC (6,8 milliards), la SID (0,6 milliard) et la SIACE (11,6 milliards en affaires assurées). En cette période de crise, la BID est disposée à répondre aux besoins de ses pays membres en bâtissant des économies résilientes et vertes.

Par ailleurs, je tiens à exprimer mes sincères remerciements à nos actionnaires pour la confiance qu'ils n'ont cessé de



C'est également le lieu de remercier les membres du personnel de la BID. Sans leur engagement inébranlable à soutenir les pays membres, nos réalisations n'auraient pas été possibles.

témoigner à la BID, ainsi qu'en atteste leur participation à la 6^e augmentation générale du capital qui nous aura permis de conserver notre note de crédit « AAA » pour la 20^e année consécutive, mais surtout de faire face aux défis de l'heure, renforcer la résilience, et tracer les contours d'une croissance à long terme pour nos pays membres afin de leur permettre d'atteindre les objectifs de développement durable. Nos pays ont investi notre institution de leur confiance totale et nous restons fermement déterminés à les aider à renforcer leur résilience et parvenir au développement socioéconomique durable. C'est également le lieu de remercier les membres du personnel de la BID. Sans leur engagement inébranlable à soutenir les pays membres, nos réalisations n'auraient pas été possibles.

En 2023 et au-delà, nous continuerons de faire fond sur une réflexion critique, innovante et diversifiée tout en restant proactifs dans l'orientation du développement économique en renforçant et en tirant parti de notre savoir-faire, nos réseaux et ressources.

Dr Muhammad AL JASSER

Président de la BID et du Conseil des Directeurs exécutifs

DIRECTEURS EXÉCUTIFS DE LA BID



DR MUHAMMAD SULAIMAN AL JASSER
PRÉSIDENT DE LA BID ET DU CONSEIL DES
DIRECTEURS EXÉCUTIFS



M. HAMED ARABI ELHOUDERI
PAYS : LIBYE
PAYS REPRÉSENTÉ : LIBYE



M. MURAT ZAMAN
PAYS : TÜRKIYE
PAYS REPRÉSENTÉ : TÜRKIYE



M. SEYED ABBAS HOSSEINI
PAYS : L'IRAN
PAYS REPRÉSENTÉ : L'IRAN



**M. ABDUL GHAFFAR
AL AWADHI**
PAYS : KOWEÏT
PAYS REPRÉSENTÉ : KOWEÏT



**DR HAMAD SULAIMAN
AL BAZAI**
PAYS : ARABIE SAOUDITE
PAYS REPRÉSENTÉ : ARABIE SAOUDITE



DR NADA MASSOUD
PAYS : ÉGYPTE
PAYS REPRÉSENTÉ : ÉGYPTE



**M. KHALAF SULTAN
AL DHAHERI**
PAYS : ÉMIRATS ARABES UNIS
PAYS REPRÉSENTÉ : ÉMIRATS ARABES
UNIS



M. HAMAD MADI AL-HAJRI
PAYS : QATAR
PAYS REPRÉSENTÉ : QATAR



DR MAHMOUD ISA-DUTSE
PAYS : NIGÉRIA
PAYS REPRÉSENTÉ : NIGÉRIA



M. ERIC MBAÏHASRA
PAYS : TCHAD
PAYS REPRÉSENTÉS : TCHAD,
COMORES, DJIBOUTI, GABON,
MOZAMBIQUE, SOMALIE, OUGANDA



M. KHALIFA SARR
PAYS : SÉNÉGAL
PAYS REPRÉSENTÉS : BURKINA FASO,
GAMBIE, MALI, NIGER, SÉNÉGAL, TOGO



M. ISSA JANDI
PAYS : GUINÉE BISSAU
PAYS REPRÉSENTÉS : BENIN,
CAMEROUN, CÔTE D'IVOIRE, GUINÉE,
GUINÉE BISSAU, SIERRA LEONE



M. LAAZIZ FAÏD
PAYS : ALGÉRIE
PAYS REPRÉSENTÉS : ALGÉRIE,
MAROC, MAURITANIE, TUNISIE



**DR AMMAR HAMAD
KHALAF IBRAHIM**
PAYS : IRAK
PAYS REPRÉSENTÉS : IRAK, JORDANIE,
LIBAN, PALESTINE, SYRIE



**M. HASSAN GAFFAR
ABDELRHMAN**
PAYS : SOUDAN
PAYS REPRÉSENTÉS : BAHRÉÏN, OMAN,
SOUDAN, YÉMEN



M. MIAN ASAD HAYAUD DIN
PAYS : PAKISTAN
PAYS REPRÉSENTÉS : AFGHANISTAN,
BANGLADESH, MALDIVES, PAKISTAN



MME. ANUSKA RAMDHANI
PAYS : SURINAME
PAYS REPRÉSENTÉS : BRUNEI
DARUSSALAM, GUYANA, INDONÉSIE,
MALAISIE, SURINAME



M. TAMERLAN TAGHIYEV
PAYS : AZERBAÏDJAN
PAYS REPRÉSENTÉS : ALBANIE,
AZERBAÏDJAN, KAZAKHSTAN,
OUZBÉKISTAN, KIRGHIZSTAN,
TADJIKISTAN, TURKMÉNISTAN

RÉSUMÉ : BILAN DE L'EXERCICE

La reprise après la pandémie à coronavirus a été lente, inégale et imprévisible, entravée par la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques, ainsi que l'instabilité économique mondiale induite par la crise en Europe de l'Est. À l'aube de 2023, les crises humanitaires se multiplient dans le monde entier : tremblements de terre en Türkiye et en Syrie, inondations au Pakistan, conflits et sécheresses dans d'autres pays membres, le tout aggravé par les effets omniprésents et destructeurs des changements climatiques.

Déjà handicapés par la lenteur de la relance post-pandémie, nombre de pays membres n'ont pas échappé au resserrement budgétaire, tandis que des millions d'hommes, femmes et enfants vivent dans la pauvreté, souffrent de la faim ou sont déplacés dans leur propre pays. Dans ce contexte de fragilité, la BID a réorienté sa stratégie pour tenir compte des différents besoins de ses pays membres – réduction de la pauvreté, renforcement de la résilience et croissance verte – et œuvre en collaboration avec d'autres partenaires au développement à la mise à disposition des ressources nécessaires.

Alors que son programme à court terme de riposte à la pandémie touche à sa fin, la BID a augmenté le volume de ses opérations pour barrer la route à la crise alimentaire, s'attaquer à la pauvreté chronique et renforcer la résilience au lendemain de la crise en Europe de l'Est. Les approbations annuelles nettes du Groupe de la BID ont augmenté de 18,6 % pour s'établir à 7,9 milliards de dinars islamiques (10,5 milliards de dollars) en 2022, contre 6,3 milliards de dinars islamiques (8,9 milliards de dollars) en 2021. Les parts de la BID, la SIFC et la SID dans ces approbations ont été de 3, 6,8 et 0,6 milliards de dollars respectivement. En 2022, les opérations étaient axées sur des partenariats judicieux, la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire, le renforcement de la résilience, et la promotion d'une croissance économique verte.

Ci-après, le point des activités menées dans ces domaines.

LA BID A ÉTÉ CHARGÉE PAR LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'OCI D'ÉTABLIR, DE METTRE EN ŒUVRE ET DE GÉRER LE FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE HUMANITAIRE POUR L'AFGHANISTAN. EN 2022, LE VOLUME GLOBAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE DU FONDS ÉTAIT DE

32,61 MILLIONS DE DOLLARS.

PARTENARIATS POUR LA MOBILISATION DE RESSOURCES

- Le Royaume d'Arabie saoudite, la BID et le Groupe de coordination arabe doivent mettre au point un large programme de sécurité alimentaire d'au moins 10 milliards de dollars, la BID contribuant à hauteur de 10,5 milliards à l'horizon 2025.
- La BID et les partenaires du GCA ont convenu d'apporter 24 milliards de dollars au titre du financement de l'action en faveur du climat, dont 13 milliards à fournir par la BID d'ici 2030.
- En 2022, les partenaires financiers ont contribué pour un montant total de 2,29 milliards de dollars à des projets financés par la BID d'un coût total de plus de 3,6 milliards de dollars dans 19 pays membres d'Afrique et d'Asie, notamment dans le secteur des infrastructures où la part de la BID a été de 1,14 milliard.
- La BID a été chargée par les ministres des Affaires étrangères de l'OCI d'établir, de mettre en œuvre et de gérer le Fonds d'affectation spéciale humanitaire pour l'Afghanistan. L'équipe de coordination de ce fonds a entrepris un travail approfondi et de larges consultations en interne avec toutes les services concernés du Groupe de la BID et en externe avec l'OCI, les pays membres, des pays non membres, des agences de l'ONU, des banques multilatérales de développement, des institutions financières internationales, des organisations régionales et internationales, ainsi que d'autres parties prenantes. Le volume global des engagements au titre du fonds est de 32,61 millions de dollars.
- Pour garantir la viabilité financière de la BID, le Conseil des Gouverneurs a approuvé en décembre 2020 la 6e augmentation générale du capital de 5,5 milliards de dinars islamiques exigibles en espèces. Au 31 décembre 2022, 90,5 % de ce montant avaient été souscrits par les pays membres malgré un environnement économique mondial très difficile, preuve s'il en est de l'esprit de solidarité et de coopération qui les caractérise.



PLUS DE 90 %
DES FINANCEMENTS SONT ALLÉS AUX PAYS MEMBRES
LES MOINS AVANCÉS (PMMA) OÙ LES NIVEAUX DE
PAUVRETÉ SONT PLUS ÉLEVÉS ET DISPROPORTIONNÉS.

LA BID A INTÉGRÉ LES PERSPECTIVES D'AUTONOMISATION
DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LES STRATÉGIES DE
PARTENARIAT AVEC LES PAYS MEMBRES AFIN DE GARANTIR
DES PROGRAMMES CIBLÉS DE
**RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES EN
FAVEUR DES FEMMES ET DES JEUNES.**

PAUVRETÉ ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- Dès l'apparition de la crise alimentaire consécutive à celle intervenue en Europe de l'Est, le Groupe de la BID a lancé un large programme de riposte d'un montant de 10,54 milliards de dollars, dont les principaux objectifs consistaient à acquérir et mettre à disposition 780 000 tonnes de blé et d'orge et construire des magasins de stockage pour une capacité de 700 000 tonnes permettant de conserver des récoltes pendant plus de 12 mois. Le programme devait couvrir 11 millions de personnes et favoriser la production agricole dans les pays membres.
- En 2022, un montant total de 1,4 milliard de dollars a été approuvé dans le cadre du programme, dont 578,5 millions par la BID, 4,2 millions par le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FISD), 630,2 millions par la SIFC et 40 millions par la SID. À cela s'ajoute 159 millions à titre d'affaires assurées par la SIACE. La plupart des projets approuvés jusqu'ici portent sur le court terme.
- À l'occasion de la saison du hadj 1443, le Projet Adahi du Royaume d'Arabie saoudite, supervisé par la BID et chargé de l'utilisation de la viande sacrificielle et des dons aux lieux saints, a distribué 448 000 carcasses de moutons en Arabie saoudite et dans 27 autres pays membres. La BID assure maintenant des services pour plus de 50 % des pèlerins.
- Face à la recrudescence de la pauvreté dans les pays membres, le Groupe de la BID a, par le biais du FSID, approuvé un montant de 88,3 millions de dollars sous la forme de subventions et de prêts assortis de conditions avantageuses. Ce montant comprend 50 millions de dollars affectés à la création du Fonds islamique mondial pour les réfugiés, en partenariat avec le HCR. La pauvreté étant multidimensionnelle, les financements couvrent des projets dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et du développement communautaire. Plus de 90 % des financements sont allés aux pays membres les moins avancés (PMMA) où les niveaux de pauvreté sont plus élevés et disproportionnés.

RÉSILIENCE DANS LES PAYS MEMBRES

- La BID poursuit la mise en œuvre de sa politique en matière de fragilité et de résilience axée sur l'investissement dans la prévention, la transition de l'aide au développement, ainsi que le redressement et la résilience des pays membres touchés par des catastrophes naturelles ou causées par l'homme.
- En 2022, la BID le programme de renforcement des compétences, de formation et d'éducation (STEP) visant à réduire la pauvreté en améliorant l'accès à l'éducation physique et intelligente, tout en développant l'esprit d'entreprise chez les jeunes réfugiés dans 15 pays membres qui accueillent 1 million de réfugiés et personnes déplacés dans leur propre pays. Plus de 600 000 jeunes personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et communautés hôtes bénéficient du programme.
- Le programme de renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables (SERVE) continue d'être déployé dans les PMMA, et à ce titre 7 projets ont été approuvés pour Djibouti, la Jordanie, l'Ouganda, l'Ouzbékistan, la Palestine et le Tchad.
- Un montant de 566 millions de dollars a été mobilisé auprès de partenaires publics et privés pour financer la préparation à l'accès aux marchés dans des secteurs économiques et commerciaux clés (MARKETS).
- La BID a intégré les perspectives d'autonomisation des femmes et des jeunes dans les stratégies de partenariat avec les pays membres afin de garantir des programmes ciblés de renforcement des compétences en faveur des femmes et des jeunes, ainsi que la création d'emplois décents, avec des systèmes de protection sociale renforcés.
- La BID a reçu 5,5 millions de dollars destinés à la mise en œuvre de la deuxième phase de du projet *BRAVE Women 2.0* qui vise à augmenter les revenus des PME détenues par des femmes au Yémen, en s'appuyant sur les acquis de la première phase.
- Une subvention de 6,1 millions de dollars a été reçue pour appuyer le projet *Women in Sanitation Enterprises*, qui finance les femmes entrepreneuses activement engagées dans des activités d'assainissement dans 15 municipalités du Bangladesh.
- Plus de 1,1 million de dollars ont été levés par le biais de la plateforme de financement participatif Tadamon pour venir en aide aux communautés les plus isolées dans les pays membres.

LA BID A APPROUVÉ UNE SUBVENTION DE
1,99 MILLION DE DOLLARS
 POUR DES PROJETS DE REVERSE LINKAGE AFIN
 D'AIDER SES PAYS MEMBRES À RELEVER DES DÉFIS
 DE DÉVELOPPEMENT COMMUNS DANS LES DOMAINES
 DE L'AGRICULTURE, LA SANTÉ ET L'ADMINISTRATION
 PUBLIQUE, ENTRE AUTRES.

- En 2022 la SIFC qui est l'organe de financement du commerce du Groupe de la BID a apporté 6,8 milliards de dollars pour stimuler le commerce dans les pays membres. Sur ce montant, plus de 4,8 milliards ont été consacrés au commerce entre les pays membres et plus de 2,5 milliards aux PMMA. La SID qui est chargée du développement du secteur privé, a approuvé 565,8 millions de dollars pour le financement d'opérations liées à l'accès à l'énergie et la sécurité alimentaire. Quant à la SIACE qui s'occupe de l'assurance, elle a fourni des couvertures pour un montant total de 11,6 milliards de dollars.
- Au titre de l'inclusion financière islamique, des subventions ont été approuvées pour plus de 1,6 million de dollars, dont un montant de 280 000 dollars pour la création d'un système d'information pour la supervision et la réglementation des banques participantes au Maroc. Une subvention de 270 000 dollars a également été approuvée pour la réalisation d'études de faisabilité relatives au marché de la microfinance islamique dans 5 pays membres.
- La BID a approuvé une subvention de 1,99 million de dollars pour des projets *reverse linkage* afin d'aider ses pays membres à relever des défis de développement communs dans les domaines de l'agriculture, la santé et l'administration publique, entre autres.
- Dans le cadre du renforcement des capacités en matière de préparation et de riposte aux futures pandémies, la BID a contribué à hauteur de près de 30 millions de dollars à l'érection d'une installation de production de vaccins contre le coronavirus et des maladies évitables au Sénégal.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE VERTE

- En 2022, la BID a poursuivi la mise en œuvre de son plan d'action pour le climat 2020-2025 qui définit les modalités et les actions en faveur de l'action climatique dans les pays membres, et s'est fixée l'objectif de financement de 35 % de l'action en faveur du climat à l'horizon 2025. En 2022, la part du financement de l'action en faveur du climat réalisé par la BID représente 33 % de ses approbations.
- À la COP27 tenue à Charm El-Cheikh, la BID et les membres du Groupe de coordination arabe se sont engagés à fournir 24 milliards de dollars d'ici 2030 pour faire face à la crise climatique mondiale. Dans ce cadre, la BID entend approuver au moins 13 milliards pour l'adaptation et l'atténuation au cours de la période 2023 à 2030.

EN PARTENARIAT AVEC L'OIT, LA BID A LANCÉ L'APPEL À
 CANDIDATURES DANS LE CADRE DE YOUTH GREEN SKILLS
 ACCELERATOR CHALLENGE, DONT L'OBJECTIF PRINCIPAL EST
 DE PROMOUVOIR LA PARTICIPATION ET LES COMPÉTENCES
 DES JEUNES POUR LES EMPLOIS VERTS EN VUE D'UNE
 TRANSITION JUSTE.

- La BID a collaboré activement avec les pays membres et les partenaires à l'occasion des 35 événements et autres activités qu'elle a organisés en marge de la COP27.
- La BID a révisé et rationalisé les aspects liés aux changements climatiques et à la croissance verte dans les stratégies de partenariat avec les pays membres mises au point en 2022, notamment pour l'Indonésie, le Bangladesh, le Niger, l'Ouzbékistan, le Sénégal et le Turkménistan. De plus, tous les projets et investissements comportant des actifs physiques approuvés en 2022 ont été examinés au regard des risques climatiques physiques dans toutes les régions et tous les secteurs, afin d'exploiter les possibilités et d'atténuer les effets des changements climatiques.
- Dans le contexte du Cadre de financement durable, la BID a été la première à émettre des soukous verts et durables grâce auxquels plus de 5 milliards de dollars ont pu être mobilisés jusqu'ici pour des projets de développement social et respectueux du climat. Le Cadre de financement durable a été évalué par une partie extérieure (CICERO de la Norvège), qui lui a attribué la note *medium-green shading*.
- En partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT), la BID a lancé l'appel à candidatures dans le cadre de *Youth Green Skills Accelerator Challenge*, dont l'objectif principal est de promouvoir la participation et les compétences des jeunes pour les emplois verts en vue d'une transition juste. Plus de 120 candidatures ont été reçues et les lauréats sont *Bangladesh Youth Environmental Initiative*, Association 3535 (Côte d'Ivoire) et *Musanadah Foundation for Development* (Yémen). Chacun a bénéficié d'un appui financier, d'une visibilité internationale à la COP27, d'un accès à un vaste réseau d'experts en renforcement des compétences, et d'une participation au laboratoire d'innovation de l'OIT.

Enfin, la BID a investi dans ses propres capacités et les a renforcées avec une reconfiguration complète de son organigramme, tout en conservant un personnel de plus en plus motivé et compétent pour répondre aux attentes de ses parties prenantes.

Les actionnaires ont maintenant souscrit 90,5 % de la part additionnelle de 5,5 milliards de dinars islamiques du capital dans le cadre de la 6e augmentation générale approuvée en 2020. La note de crédit AAA de la BID a été reconduite avec des perspectives stables en 2023. Elle a été reconduite pour la 20e année consécutive par Standard & Poor's, pour la 16e année consécutive par Moody's Investors Services, et pour la 15e année consécutive par Fitch Ratings.



2022 EN BREF

ACTION POUR LE CLIMAT

LA BID A LANCÉ SON PLAN D'ACTION (2022-2023) POUR L'OPÉRATIONNALISATION DE L'ALIGNEMENT SUR L'ACCORD DE PARIS DONT L'OBJECTIF EST D'APPUYER LES 57 PAYS MEMBRES DANS LEURS EFFORTS D'ATTÉNUATION ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LEUR PERMETTRE DE TIRER PARTI DES AVANTAGES QUE L'ACCORD OFFRE.

EN 2022, LE FINANCEMENT DE LA BID EN FAVEUR DU CLIMAT S'EST ÉLEVÉ À

1,05 MILLIARD DE DOLLARS,

SIOT **33%**

DU VOLUME GLOBAL DES INVESTISSEMENTS APPROUVÉS PAR LA BID.

LA BID A INCORPORÉ DES ÉLÉMENTS LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET À LA CROISSANCE VERTE DANS TOUTES LES STRATÉGIES DE PARTENARIAT AVEC LES PAYS MEMBRES ÉLABORÉES EN 2022.

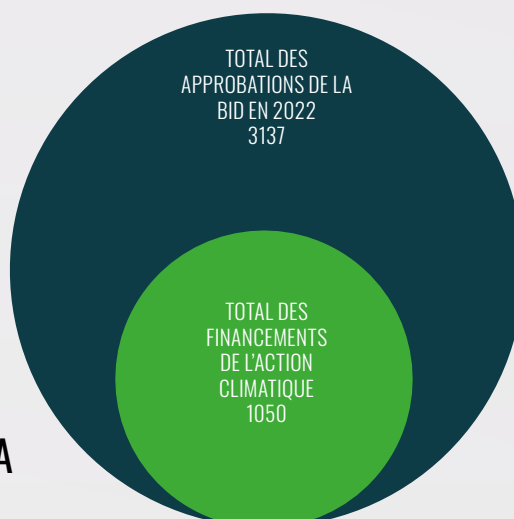
À LA COP27, LA BID ET LES MEMBRES DU GROUPE DE COORDINATION ARABE SE SONT ENGAGÉS À FOURNIR

24 MILLIARDS DE DOLLARS

D'ICI 2030 POUR FAIRE FACE À LA CRISE CLIMATIQUE MONDIALE.



PART DU FINANCEMENT DE L'ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT DANS LES APPROBATIONS DE LA BID EN 2022 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



PANDÉMIE À CORONAVIRUS

AU MOIS DE DÉCEMBRE 2022, LE MONTANT TOTAL DES ENGAGEMENTS DU GROUPE DE LA BID DANS LA RIPOSTE À LA MALADIE À CORONAVIRUS ÉTAIT DE

4,67 MILLIARDS DE DOLLARS

1 522 CENTRES DE VACCINATION

ONT ÉTÉ NOUVELLEMENT CRÉÉS.

31 876

AGENTS DE SANTÉ ONT BÉNÉFICIÉ D'UN RENFORCEMENT DE CAPACITÉS POUR GÉRER LEUR RIPOSTE À LA MALADIE À CORONAVIRUS.



63 MILLIONS DE PERSONNES

ONT BÉNÉFICIÉ D'UN VACCIN CONTRE LE CORONAVIRUS GRÂCE À LA RIPOSTE DE LA BID.



ÉDUCATION

EN AVRIL 2022, LA BID A APPROUVÉ LE PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES, DE FORMATION ET D'ÉDUCATION (STEP) EN FAVEUR DES JEUNES RÉFUGIÉS. STEP BÉNÉFICIERA À PLUS DE **600 000** JEUNES RÉFUGIÉS ET PERSONNES DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DE LEUR PROPRE PAYS.

AU COURS DES 39 DERNIÈRES ANNÉES, LA BID A ACCORDÉ DES BOURSES D'ÉTUDES À **18 493** ÉTUDIANTS DE **122** PAYS À TRAVERS LE MONDE.



LE PROGRAMME D'AIDE COMMUNAUTAIRE A APPROUVÉ 6 PROJETS D'UN MONTANT TOTAL DE

1,255 MILLION DE DOLLARS

VISANT À PROMOUVOIR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION DANS CINQ PAYS :



UNE SUBVENTION POUR LES INFRASTRUCTURES ET L'ÉQUIPEMENT D'IQRA GIRLS' ACADEMY À LUSAKA EN ZAMBIE POUR UN MONTANT DE **0,2 MILLION DE DOLLARS ;**



L'AGRANDISSEMENT D'UNE ÉCOLE SECONDAIRE PUBLIQUE À MOSTAR EN BOSNIE-HERZÉGOVINE POUR UN MONTANT DE **0,185 MILLION DE DOLLARS ;**



L'AGRANDISSEMENT DE L'ÉCOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE RAHMA À DODOMA CITY EN TANZANIE POUR UN MONTANT DE **US\$0.22 MILLION DE DOLLARS ;**

LA CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE PRIMAIRE AU SEIN DE L'INSTITUT D'ÉTUDES ISLAMiques ET LAÏQUES (IISS), VALLÉE DES PRÊTRES, À PORT-LOUIS EN ÎLE MAURICE POUR UN MONTANT DE **0,25 MILLION DE DOLLARS ;**



L'AGRANDISSEMENT D'UN CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN FAVEUR DE HAMIDIYA ISLAMIYA SCHOOL SOCIETY À PANWARI, EN INDE POUR UN MONTANT DE **0,2 MILLION DE DOLLARS.**



AGRANDISSEMENT DE L'ÉCOLE PRIMAIRE MARKAZ-E-ADAB-O-SCIENCE À RANCHI, EN INDE POUR UN MONTANT DE **0,2 MILLION DE DOLLARS.**



LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

EN 2022, LE GROUPE DE LA BID A LANCÉ UN PROGRAMME DE RIPOSTE À LA CRISE ALIMENTAIRE DÉCLENCHÉE PAR LE CONFLIT EN EUROPE DE L'EST, D'UN MONTANT DE

10,54
MILLIARDS
DE DOLLARS.



DEPUIS SA CRÉATION, LA BID A APPROUVÉ PLUS DE

600 PROJETS

DANS 57 PAYS MEMBRES. LES INVESTISSEMENTS DE LA BID SONT ADAPTÉS POUR CONCRÉTISER LES TROIS DIMENSIONS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : LA DISPONIBILITÉ, LE COÛT ABORDABLE ET L'ACCESSIBILITÉ

LES PROJETS APPROUVÉS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE 2022 DEVRAIENT PERMETTRE D'ATTÉNUER L'IMPACT DES PRIX ÉLEVÉS DES CÉRÉALES

ET DE GARANTIR UN APPROVISIONNEMENT RÉGULIER EN DENRÉES ALIMENTAIRES DE BASE.

ENSEMBLE, LES 57 PAYS MEMBRES DE LA BID DISPOSENT D'UNE MASSE DE RESSOURCES QUI LEUR PERMET DE METTRE AU POINT DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES.

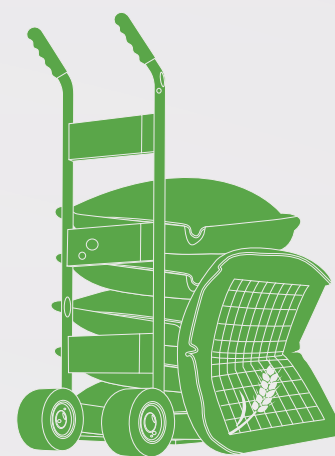
Les pays membres de la BID



DÉTIENNENT
29%
DE LA SURFACE AGRICOLE
MONDIALE ;



RENFERMENT
7 261 KM³ (14%)
DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES EN
EAU RENOUVELABLES DU GLOBE ;



APRÈS LE LANCEMENT D'UN PROGRAMME RÉGIONAL DE CHAÎNE DE VALEUR DU RIZ EN AFRIQUE DE L'OUEST ET EN AFRIQUE CENTRALE, LA BID EST EN TRAIN DE METTRE AU POINT UN AMBITIEUX PROGRAMME RÉGIONAL DE CHAÎNE DE VALEUR DU MANIOC DANS SEPT PAYS CHOISIS.



PRODUISENT
18
DES 20 PRINCIPAUX PRODUITS
DE BASE AGRICOLES COMMERCIALISÉS
DANS LE MONDE ;



COMPTENT POUR
14 à 15%
DE LA PRODUCTION MONDIALE DE
CÉRÉALES ET PRODUITS HORTICOLES.



INFRASTRUCTURE

RÉPARTITION PAR SECTEUR DES APPROBATIONS NETTES À PARTIR DES RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID EN 2022

TRANSPORT
39,4 %

AGRICULTURE
26,5 %



EAU,
ASSAINISSEMENT
ET SERVICES
URBAINS
1,8 %

AUTRES
1,3 %

ÉDUCATION
3,5 %

SANTÉ
15,2 %

ÉNERGIE
12,2 %



FEMMES ET JEUNES

IN 2022 WOMEN AND YOUTH EMPOWERMENT PERSPECTIVES WERE INTEGRATED INTO MEMBER COUNTRY PARTNERSHIP STRATEGIES (MCPSs). A KEY FOCUS WAS ON PROMOTING AND **PROMOTION ET AU SOUTIEN DE L'ENTREPRENARIAT ET DES ENTREPRISES DES FEMMES ET DES JEUNES.**

LA DIVISION DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES A PILOTÉ LA MISE AU POINT D'OPÉRATIONS DE SUBVENTION AU PROFIT DES FEMMES ET DES JEUNES, POUR UN MONTANT DE **629 000 DOLLARS.**



AU PAKISTAN, LE PROGRAMME DE LA BID POUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION A AIDÉ LES FEMMES MÉDECINS QUI N'EXERCENT PAS, À POURSUIVRE LEUR CARRIÈRE PAR LE PROJET DE TÉLÉMÉDECINE, EDUCAST. LE PROJET A CONTRIBUÉ À LA FORMATION ET À LA CERTIFICATION DE

450 MÉDECINS EN LIGN



L'OBJECTIF DE L'APPEL EST D'IDENTIFIER DES SOLUTIONS QUI CONTRIBUERONT À UN OU PLUS DES OBJECTIFS SUIVANT :

EN PARTENARIAT AVEC L'OIT, LA BID A LANCÉ EN 2022 **THE YOUTH GREEN SKILLS ACCELERATOR CHALLENGE CALL** DANS L'OBJECTIF DE PROMOUVOIR LA PARTICIPATION ET LES COMPÉTENCES DES JEUNES LEUR PERMETTANT D'AVOIR DES EMPLOIS VERTS ET FAVORISER AINSI UNE TRANSITION JUSTE.



MISE À NIVEAU OU RECYCLAGE DES COMPÉTENCES DES JEUNES



CRÉATION OU AMÉLIORATION DES PROGRAMMES DE FORMATION



ACCÈS AUX OPPORTUNITÉ D'ACQUISITION DE COMPÉTENCES VERTES



CRÉATION D'EMPLOIS ET ENTREPRENEURIAT



APPRENTISSAGE ENTRE PAIRS



APPUI AUX FORMATEURS SUR LES COMPÉTENCES VERTES



INCLUSION DE L'ACTION POUR LE CLIMAT DANS L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS

EN 2022, LA BID A APPROUVÉ DEUX FINANCEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EN FAVEUR DE L'INITIATIVE POUR LE FINANCEMENT DES FEMMES ENTREPRENEUSE (WE-FI) :

5,5 MILLIONS DE DOLLARS

POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DEUXIÈME PHASE DE BRAVE WOMEN 2.0 ;

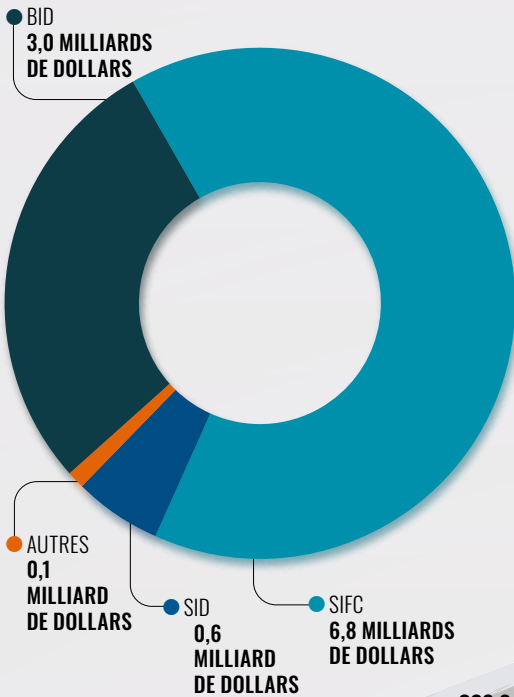
6,1 MILLIONS DE DOLLARS

EN APPUI AU PROJET WOMEN IN SANITATION ENTERPRISES AU BANGLADESH.

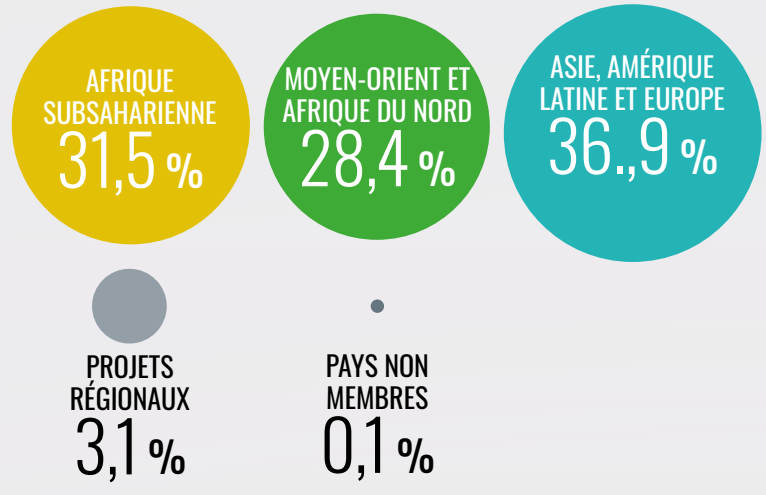


2022 EN CHIFFRES

EN 2022, LES APPROBATIONS ANNUELLES NETTES ONT AUGMENTÉ DE 18,6 % POUR PASSER À **7,9 MILLIARDS DI (10,5 MILLIARDS DE DOLLARS)** CONTRE 8,9 MILLIARDS DE DOLLARS (6,3 MILLIARDS DI) EN 2021. AUX APPROBATIONS NETTES, LA BID A CONTRIBUÉ À HAUTEUR DE 3,0 MILLIARDS DE DOLLARS LA SIFC 6,8 MILLIARDS LA SID 0,6 MILLIARD.

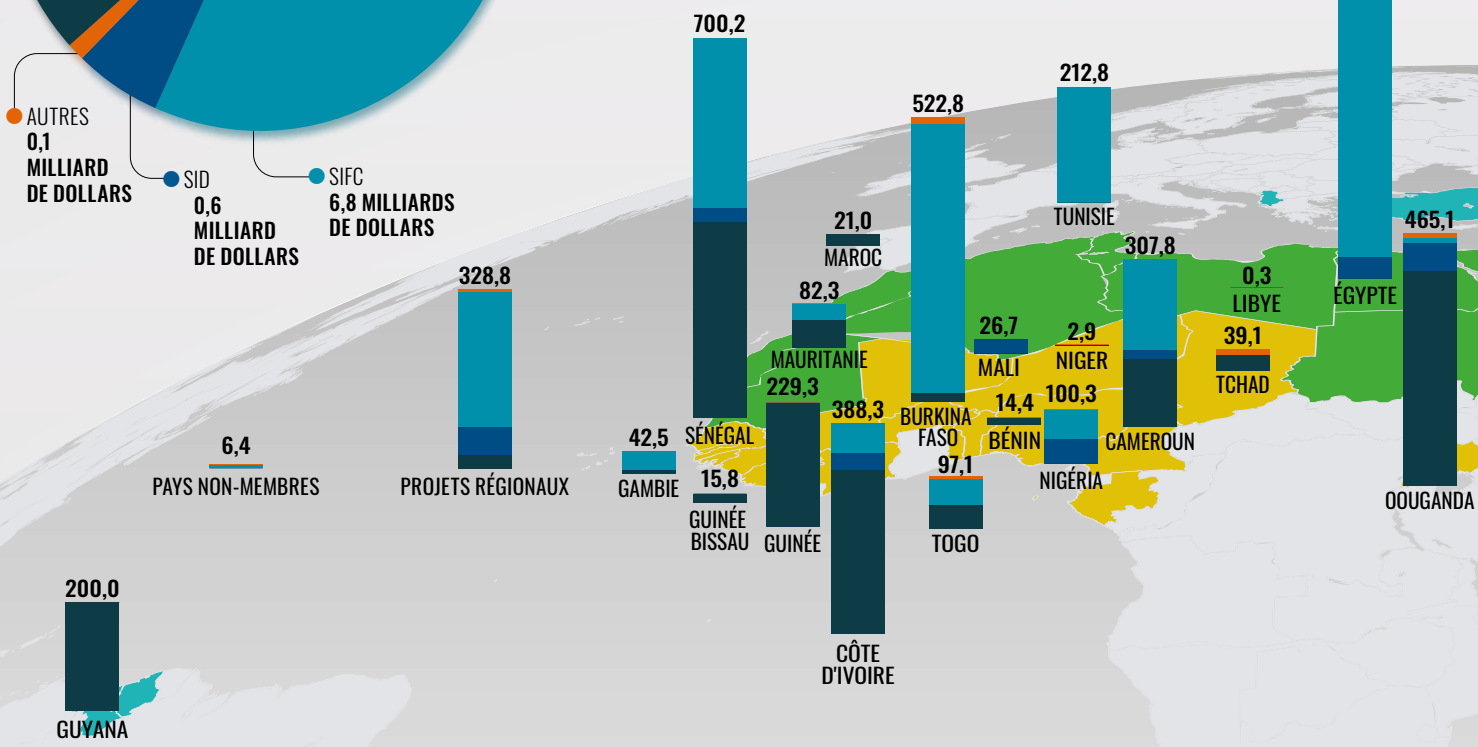


LA RÉPARTITION PAR RÉGION DES APPROBATIONS DU GROUPE DE LA BID EST RESTÉE TRÈS COHÉRENTE, AVEC UNE LÉGÈRE TENDANCE EN FAVEUR DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET DE LA RÉGION ASIE, AMÉRIQUE LATINE ET EUROPE EN 2022, EN RAISON DE LA CRISE ALIMENTAIRE EN PERSPECTIVE.



APPROVALS | APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID PAR PAYS ET SOURCE DE FINANCEMENT (EN MILLIONS USD)

KEY
 ● BID ● SIFC
 ● SID ● AUTRES





LA CROISSANCE MONDIALE DEVRAIT BAISSER À **3,4%** EN 2022, CONTRE 6,0 % EN 2021, AVANT DE PASSER ENCORE À 2,7 % EN 2023.

EN 2021 ET 2022, LA CROISSANCE DES PAYS MEMBRES DE LA BID EST RESTÉE FORTE. À **5,5%**



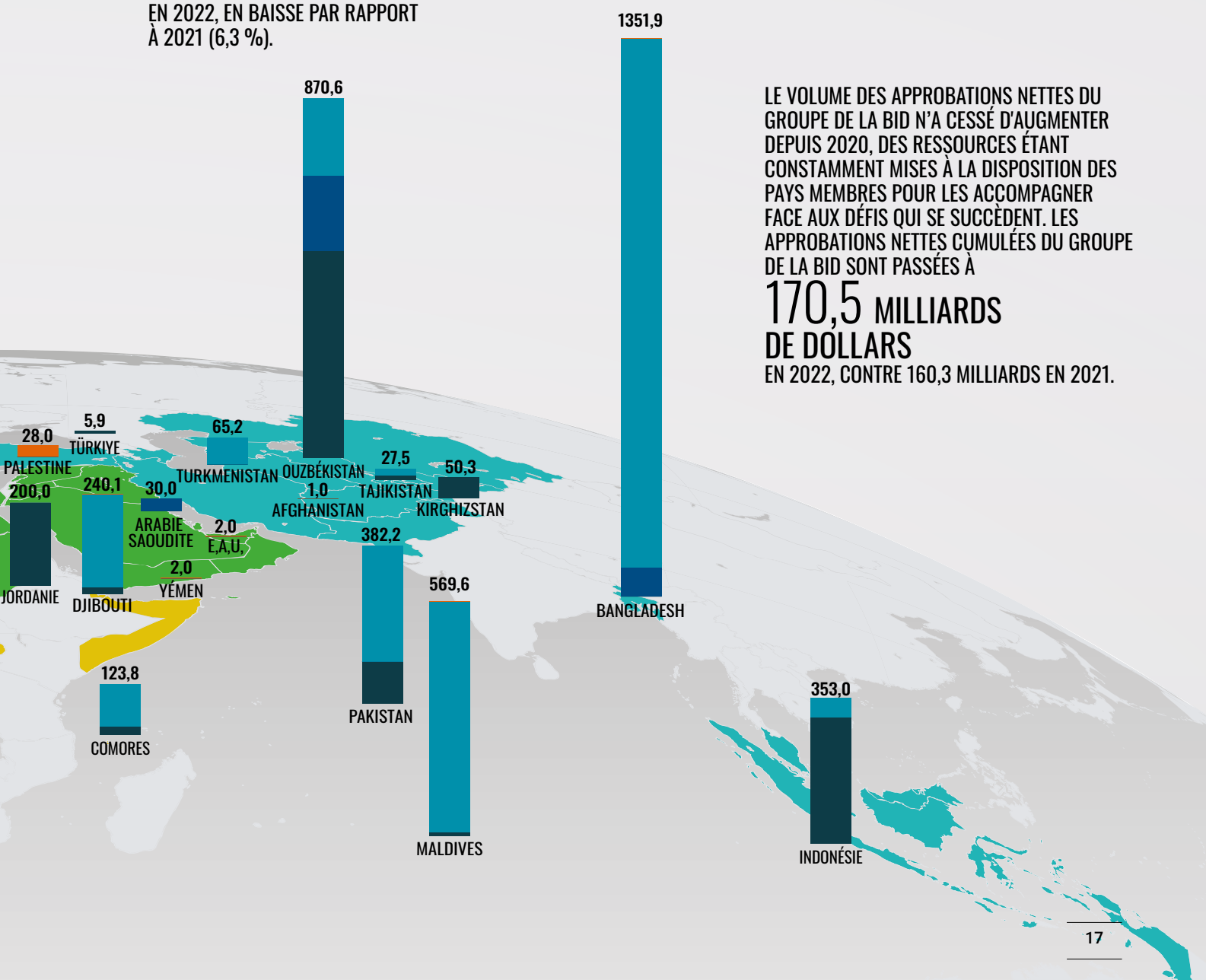
LES PAYS MEMBRES DE LA ZONE ASIE, AMÉRIQUE LATINE ET EUROPE ONT ENREGISTRÉ UN TAUX DE CROISSANCE DU PIB ESTIMÉ À **5.6%** EN 2022, EN BAISSÉ PAR RAPPORT À 2021 (6,3 %).



LA PAYS MEMBRES DE LA RÉGION MENA ONT ENREGISTRÉ UN TAUX DE CROISSANCE DU PIB ESTIMÉ À **5.9%** EN 2022, CONTRE 4,4 % EN 2021.



LES PAYS MEMBRES DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ONT ENREGISTRÉ UN TAUX DE CROISSANCE DU PIB ESTIMÉ À **3.9%** EN 2022, CONTRE 4,2 % EN 2021.



LE VOLUME DES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID N'A CESSÉ D'AUGMENTER DEPUIS 2020, DES RESSOURCES ÉTANT CONSTAMMENT MISES À LA DISPOSITION DES PAYS MEMBRES POUR LES ACCOMPAGNER FACE AUX DÉFIS QUI SE SUCCÈDENT. LES APPROBATIONS NETTES CUMULÉES DU GROUPE DE LA BID SONT PASSÉES À **170,5 MILLIARDS DE DOLLARS** EN 2022, CONTRE 160,3 MILLIARDS EN 2021.



CHAPITRE 1

ACTIVITÉS DU GROUPE DE LA BID

Ce chapitre met en lumière les principales réalisations du Groupe de la BID qui réunit la Banque islamique de développement (BID), l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC). La BID est la principale banque de développement et les autres organisations accompagnent ses activités par le biais d'un large éventail de projets et initiatives visant à promouvoir le développement socioéconomique durable dans les pays membres.



1.1 | ANALYSE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

CROISSANCE

L'économie mondiale traverse des crises multiples qui se manifestent par une forte inflation, des conditions monétaires restrictives et une déliquescence du contexte géopolitique due au conflit en Europe de l'Est qui est à l'origine de la flambée des cours des denrées alimentaires et des combustibles. Dans le même temps, de nombreuses régions du monde font face aux incidences des changements climatiques, à savoir les canicules, les sécheresses, les inondations, les feux de brousse et autres catastrophes environnementales et écologiques, qui s'ajoutent aux effets persistants de la pandémie à coronavirus. En conséquence, il est prévu une baisse du taux de croissance mondial qui devrait s'établir à 3,4 % en 2022 contre 6,3 % en 2021, et à 2,8 % en 2023. Ce tableau reflète la faiblesse de la plupart des économies dont les trois les plus puissantes du monde – États-Unis, Chine et zone euro – et laisse apparaître qu'un tiers des pays du monde pourrait entrer en récession en 2023.

Selon les estimations, les économies des pays membres de la BID vont enregistrer une croissance de 5,5 % en 2022, laquelle croissance demeure solide compte tenu du taux de croissance post-pandémie de 5,5 % en 2021, et ce malgré les conditions économiques extérieures difficiles et les effets induits de la crise en Europe de l'Est. Néanmoins, cette projection traduit une bonne posture grâce aux acquis réalisés par les pays membres exportateurs de produits énergétiques qui sont les grands gagnants de la hausse des prix de ces produits. Il est prévu un ralentissement de la croissance avec un taux de 3,6 % en 2023, avec la baisse des prix de l'énergie et le resserrement des conditions financières chez les principaux partenaires commerciaux. Toutefois, le taux de croissance varie considérablement d'un pays membre à l'autre. Dans la zone MENA, il devrait se situer à 5,9 % en 2022, contre 4,4 % en 2021, faisant de celle-ci la région de la BID qui connaît la croissance la plus rapide. En 2023, il passera à 3,3 %, l'essentiel de la croissance provenant des pays exportateurs de combustibles. La zone Asie, Amérique latine et Europe enregistrera le deuxième taux de croissance du PIB le plus élevé avec 5,6 % en 2022, en baisse par rapport à 2021 (6,3 %) ; vient en ensuite l'Afrique subsaharienne avec un taux estimé à 3,9 % contre 4,2 % en 2021, qui reflète les retombées négatives des crises économiques persistantes et du conflit en Europe de l'Est.

INVESTISSEMENTS

L'investissement est un moteur de la croissance économique. Sur la période 2023-2040, le déficit d'investissement à l'échelle mondiale est estimé à 12 000 milliards de dollars. Dans les pays membres de la BID, notamment en Türkiye, en Égypte, au Nigeria, au Bangladesh, au Pakistan et en Arabie saoudite, l'écart le plus important représente 8 % de ce chiffre (Rapport SESRIC-BID 2022 sur les perspectives d'investissement). Bien que les pays membres de la BID consacrent quelque 29 % de leur PIB à l'investissement, leur part au niveau mondial est



DANS LA ZONE MENA, IL DEVRAIT SE SITUER À 5.9 % EN 2022, CONTRE 4,4 % EN 2021, FAISANT DE CELLE-CI LA RÉGION DE LA BID QUI CONNAÎT LA CROISSANCE LA PLUS RAPIDE.

relativement faible avec 12,2 % pour l'investissement public et 12,3 % pour l'investissement privé en 2019. L'on observe une forte concentration dans quelques pays membres, dont cinq (Arabie saoudite, EAU, Indonésie, Türkiye et Malaisie) qui regroupent 58,3 % de l'investissement public, et trois (Indonésie, Türkiye et Arabie saoudite) 55,8 % de l'investissement privé. En outre, les flux d'investissements directs étrangers vers les pays membres de la BID ont baissé, passant de 129,8 milliards de dollars en 2013 à 114,4 milliards en 2019 et à 100 milliards en 2020, en raison des perturbations liées à la pandémie et des écosystèmes d'investissement des pays membres de la BID, entre autres (Rapport SESRIC-BID 2022 sur les perspectives d'investissement).

COMMERCE

En 2022, alors que le commerce mondial peinait déjà à se remettre des perturbations sans précédent de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie, la crise en Europe de l'Est a éclaté, assombrissant les perspectives de reprise. Les produits énergétiques et alimentaires de base en ont surtout fait les frais, étant donné le rôle incontournable que jouent la Russie et l'Ukraine dans l'approvisionnement mondial en ces ressources. Bien des pays dont plusieurs membres de la BID sont exposés directement ou indirectement à des risques de crise alimentaire et énergétique. Toutefois, à l'exception de ceux d'Afrique subsaharienne, la plupart de ces pays ont vu leur balance commerciale s'améliorer puisque qu'ils sont exportateurs de produits énergétiques ou qu'ils ont tiré parti du rétablissement post-pandémie. Les pays membres d'Afrique subsaharienne qui sont pour la plupart importateurs nets de ces produits, ont enregistré une détérioration de leur balance commerciale. Selon les estimations, la balance des opérations courantes des pays membres de la BID devrait passer d'un excédent de 1,5 % du PIB en 2021 à 3,4 % en 2022 et 2,8 % en 2023, avant de baisser à 1,3 en 2023. Le surplus croissant de 2022 a été obtenu grâce à l'amélioration des comptes extérieurs des pays membres exportateurs de combustibles avec 10,7 % du PIB en 2022 et 5,4 % en 2023. Les pays membres de la région MENA devraient enregistrer un excédent du compte courant de 9,7 % du PIB en 2022 et 5,0 % en 2023, contre 4,5 % en 2021, dont une part considérable provenant du nombre relativement élevé de pays exportateurs de combustible et comptant pour 13,8 % en 2022 et 7,4 % en 2023, contre 7,5 % en 2021. La balance des opérations courantes des pays membres de la zone Asie, Amérique latine et Europe devrait baisser légèrement en passant d'un surplus de 0,3 % du PIB en 2021 à un déficit de 0,2 % en 2022 et 0,5 % en 2023. Cependant, le déficit de la balance

des opérations courantes devrait se creuser légèrement dans les pays membres d'Afrique subsaharienne pour atteindre 3,9 % du PIB en 2022 et 3,3 % en 2023.

DETTE

Le relèvement des taux d'intérêt dans les grandes économies pour lutter contre l'inflation – une séquelle de l'expansion budgétaire et monétaire suscitée par la pandémie – peut aggraver la situation de la dette dans de nombreux pays, en particulier ceux à revenu faible. En moyenne, la dette publique brute s'est accrue dans les pays membres, en passant de 41,1 % du PIB en 2019 à 50,0 % en 2020 ; elle a ensuite baissé pour s'établir à 48,0 % en 2021 et devrait se situer à 42,8 % en 2022 selon les estimations, à la faveur de la reprise économique post-pandémie et des revenus d'exportation élevés tirés des produits énergétiques. Toutefois, ces chiffres varient considérablement selon les régions et les pays dans lesquels intervient le Groupe de la BID. Les pays membres à faible revenu supportent la charge la plus lourde avec 71,4 % du PIB en 2022 ; entre 2019 et 2020, elle avait déjà fortement augmenté en passant de 74,1 % à 90,7 %. En conséquence, plusieurs de ces pays font face à un risque grave par rapport à la viabilité de leur dette, le Mozambique, le Soudan et la Somalie étant déjà en situation de surendettement. La Tunisie et l'Égypte ont quant à elles entamé des négociations avec le FMI pour obtenir des prêts d'urgence. S'agissant des régions, les pays de la zone Asie, Amérique latine et Europe ont le niveau d'endettement le plus faible, soit 41,3 % du PIB en 2022 (contre 45,0 % en 2021) ; ils sont suivis par ceux de la région MENA (43,9 % contre 52,9 % en 2021) et d'Afrique subsaharienne (45,4 % contre 45,0 % en 2021). Le service de la dette s'est amélioré pour toutes les régions, à l'exception de l'Afrique subsaharienne, même s'il demeure élevé. Plus précisément, le ratio du service de la dette extérieure aux exportations de biens et services devrait passer de 14,2 % en 2021 à 12,6 % en 2022 selon les estimations. Pour la même période, il est prévu dans les pays membres de la région Asie, Amérique latine et Europe et la région MENA une amélioration de 19,0 à 16,5 % et de 10,4 à 8,6 % respectivement, tandis que dans les pays membres de la région Afrique subsaharienne, il est prévu une détérioration, passant de 13,6 à 23,2 %.

INFLATION

Avec les politiques d'expansion budgétaire et monétaire adoptées pour redynamiser les économies au sortir de la pandémie à coronavirus, l'inflation mondiale a connu une hausse fulgurante exacerbée par la flambée des prix des produits énergétiques et alimentaires occasionnée par le conflit en Europe de l'Est. Le taux d'inflation devrait presque doubler en passant de 4,7 % en 2021 à 8,7 % en 2022, avant de retomber à 7,0 % en 2023. Avec 17,7 % en 2022 contre 10,4 % en 2021 selon les estimations, il sera plus élevé dans les pays membres de la BID et le restera en 2023 avec 16,5 %. Pour ce qui est des régions, le taux d'inflation sera plus élevé en Asie, Amérique latine et Europe où il passera de 11,5 % en 2021 à 23,9 % en 2022 selon les prévisions, avant de baisser légèrement à 21,0 % en 2023 ; vient ensuite l'Afrique subsaharienne où il devrait passer de 13,5 % en 2021 à 13,7 % en 2022 avant d'être ramené à 13,5 % en 2023. Il restera

également élevé dans la zone MENA avec une légère baisse qui le fera passer de 8,1 % en 2021 à 7,9 % en 2022, avant de remonter pour s'établir à 9,2 % en 2023. La hausse de l'inflation a de graves conséquences sur l'accessibilité des produits alimentaires qui représentent un élément clé de la sécurité alimentaire. L'indice mondial des prix de ces produits n'a cessé d'augmenter en termes nominaux et réels depuis 2019 avec l'irruption de la pandémie ; à présent, il est alimenté par la crise en Europe de l'Est. De 2019 à 2021, l'indice nominal des cours des produits alimentaires de la FAO a augmenté de 32,2 % et devrait atteindre 56,3 % à la fin de l'année 2022.

CHÔMAGE

L'emploi et le travail décent sont des résultats essentiels attendus de la croissance économique et du développement pour préserver et promouvoir la dignité humaine. Avec une croissance chancelante et une récession qui se profile à l'horizon dans de nombreux pays, les pertes d'emplois pourraient encore s'accroître. Des millions d'emplois ont été perdus pendant la pandémie, ce qui a fait grimper le taux de chômage dans les pays membres à 7,1 % en 2020, contre 6,3 % en 2019. Ce taux s'est détérioré pour atteindre 7,2 % en 2021, en raison d'une reprise inégale dans les pays membres de la BID. La crise en Europe de l'Est et la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques qui s'en est suivie font que le taux de chômage devrait rester élevé avec 7,1 % en 2022, et qu'il l'est plus chez les femmes et les jeunes avec 8,4 % et 15,7 % respectivement. Parmi les régions, la MENA arrive en tête en 2022 avec un chiffre estimé à 11 %, suivie par l'Afrique subsaharienne (6,3 %) et la zone Asie, Amérique latine et Europe (6,2 %). Le taux de chômage des femmes était de 22,0, 6,9 et 6,1 % pour la région MENA, la zone Asie, Amérique latine et Europe, et l'Afrique subsaharienne respectivement, contre 27,1, 15,4 et 11,1 % chez les jeunes. Ces chiffres élevés pourraient s'expliquer par des facteurs propres à chaque pays, mais les crises mondiales, allant de la pandémie au conflit en Europe de l'Est y ont contribué considérablement. Aujourd'hui plus que jamais, les partenariats mondiaux sont incontournables pour lutter contre les crises internationales et bâtir des économies résilientes et inclusives.

1.2 | PRINCIPAUX INDICATEURS OPÉRATIONNELS

Malgré les perturbations intervenues ces dernières années et l'apparition de nouveaux défis en 2022, la BID est restée déterminée à apporter une assistance financière aux pays membres les plus touchés par les crises humanitaires, et qui s'efforcent de semer les graines d'un avenir plus radieux et plus durable.

Le volume des approbations nettes du Groupe de la BID n'a cessé d'augmenter depuis 2020, des ressources étant constamment mises à la disposition des pays membres pour les accompagner face aux défis qui se succèdent. Les approbations nettes cumulées du Groupe de la BID sont passées à 170,5 milliards de dollars en 2022, contre 160,3 milliards en 2021.



FIGURE 1.1 | Approbations nettes du Groupe de la BID

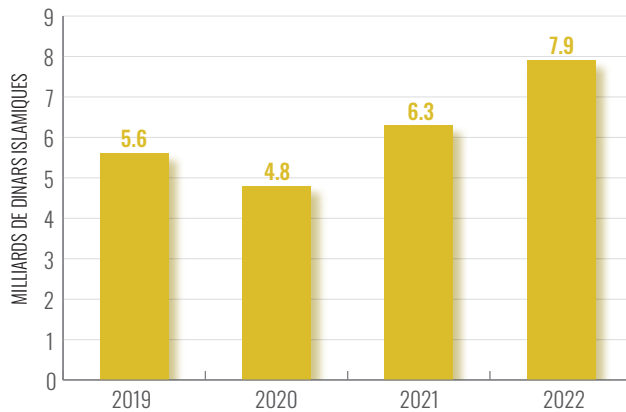


FIGURE 1.2 | TENDANCES DES PARTS DES MEMBRES AFFILIÉS DANS LES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID

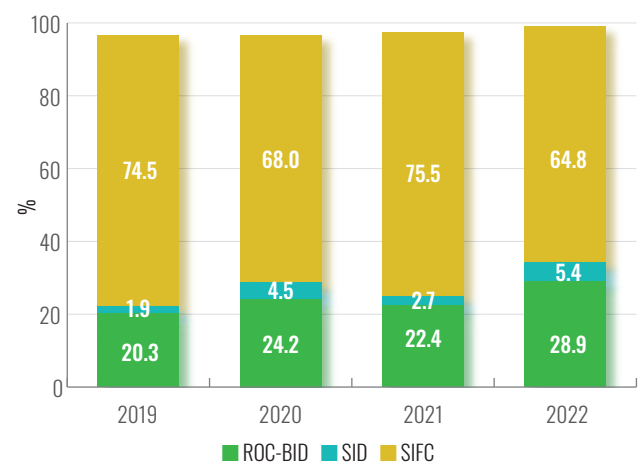


FIGURE 1.3 | APPROBATIONS NETTES PAR MEMBRE AFFILIÉ ET FONDS

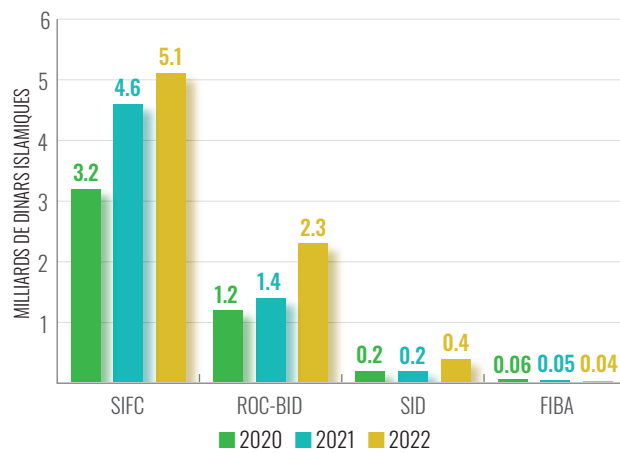
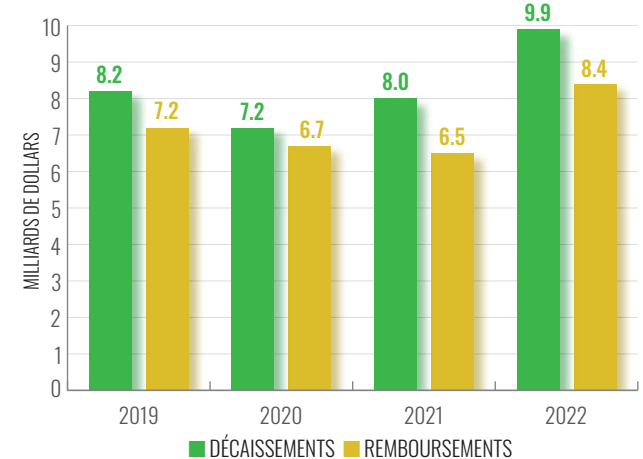


FIGURE 1.4 | TENDANCES DES DÉCAISSEMENTS ET DES REMBOURSEMENTS DU GROUPE DE LA BID



Alors que son programme à court terme de riposte contre la pandémie a touché à sa fin, la BID a recentré et intensifié ses opérations pour faire face aux crises alimentaires persistantes dans ses pays membres, lutter contre la pauvreté endémique, et renforcer la résilience face au conflit en Europe de l'Est et à d'autres conflits en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient.

En 2022, les approbations annuelles nettes du Groupe de la BID ont augmenté de 18,6 % pour passer à 10,5 milliards de dollars (7,9 milliards DI), contre 8,9 milliards de dollars (6,3 milliards DI) en 2021 (Figure 1.1).

Les parts de la BID et de la SID dans les approbations nettes du Groupe de la BID sont passées de 22,4 % et 2,7 % en 2021 à 28,9 % et 5,4 % respectivement en 2022, tandis que celles de la SIFC se sont établies en 2022 à 64,8 % (Figure 1.3).

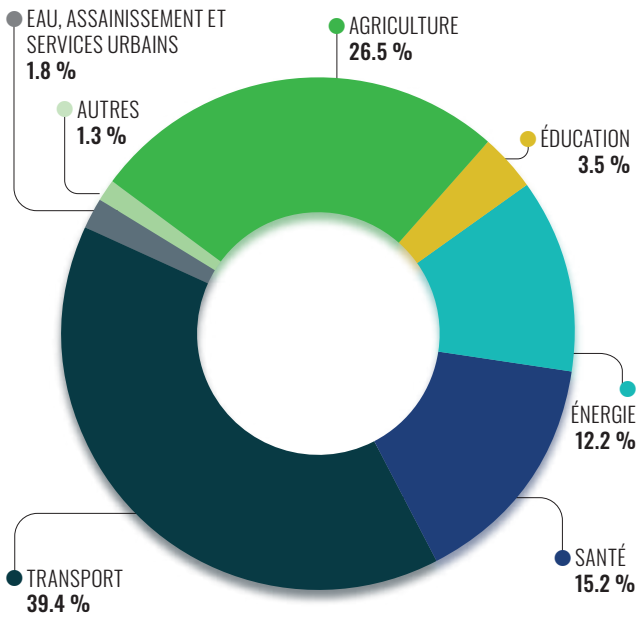
Dans tous les membres affiliés au Groupe de la BID, le volume des approbations s'est considérablement accru.

Face à une demande de plus en plus forte des pays membres, les membres affiliés au Groupe de la BID ont continué d'augmenter les approbations. Avec le retour progressif à la normale des chaînes d'approvisionnement en 2022, la SIFC a augmenté de 6,8 milliards de dollars (5,1 milliards DI) le volume des financements destinés au commerce, pour appuyer le commerce agricole et renforcer la sécurité alimentaire. Les

approbations nettes de la BID ont été portées à 3 milliards de dollars (2,3 milliards DI), soit une augmentation de plus de 53 %, pour consolider la reprise, la réduction de la pauvreté, le renforcement de la résilience et la protection contre les crises alimentaires. Dans la même veine, la SID a plus que doublé ses approbations nettes en les faisant passer à 0,57 milliard de dollars (0,4 milliard DI), contre 0,24 milliard de dollars (0,2 milliard DI) l'année précédente. (Figure 1.3).

Le transfert positif net de ressources vers les pays membres a été maintenu dans la mesure où le montant des financements consacrés au développement est plus élevé que celui des remboursements. Les décaissements sont passés à 9,9 milliards de dollars en 2022, contre 8,0 milliards en 2021, soit 94,3 % des approbations nettes du Groupe de la BID. Bien que le redressement post-pandémie ait été opéré de manière inégale et incomplète dans certains pays, les pays membres ont apporté un immense appui au Groupe de la BID. Avec 8,4 milliards de dollars contre 6,5 milliards en 2021 et 6,7 milliards en 2020, les remboursements ont dépassé leur niveau d'avant la pandémie (Figure 1.4).

FIGURE 1.5 | RÉPARTITION PAR SECTEUR DES APPROBATIONS NETTES DES RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID EN 2022



AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES, LA SANTÉ ET L'AGRICULTURE ONT FIGURÉ EN BONNE PLACE DANS LES OPÉRATIONS. AVEC DES MILLIONS DE PERSONNES RISQUANT DE SOUFFRIR DE LA FAIM EN 2022, LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE A ÉTÉ ACCÉLÉRÉ. CETTE MESURE PERMETTRA NON SEULEMENT DE RÉPONDRE AUX BESOINS IMMÉDIATS, MAIS AUSSI DE GARANTIR UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DURABLE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES.

LA PART DU FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE DANS LES APPROBATIONS ANNUELLES NETTES DE LA BID A SENSIBLEMENT AUGMENTÉ EN PASSANT DE 14,7 % EN 2021 À **26,5 % EN 2022**

IL EN EST DE MÊME DU FINANCEMENT DE LA SANTÉ AVEC **15,2 %** CONTRE 8,6 %.



FIGURE 1.6 | TENDANCES DANS LES APPROBATIONS ET LES DÉCAISSEMENTS NETS DE LA SID

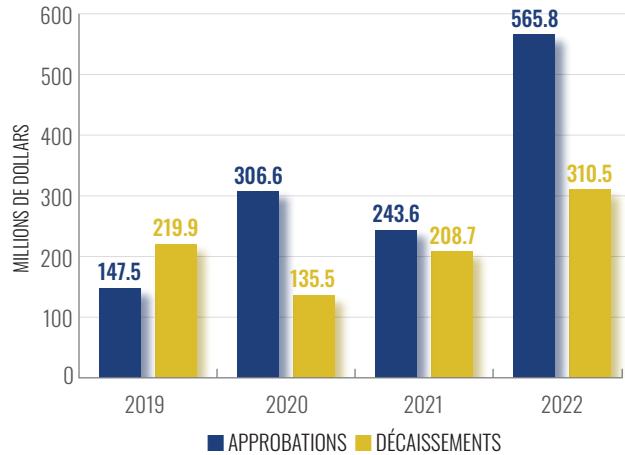
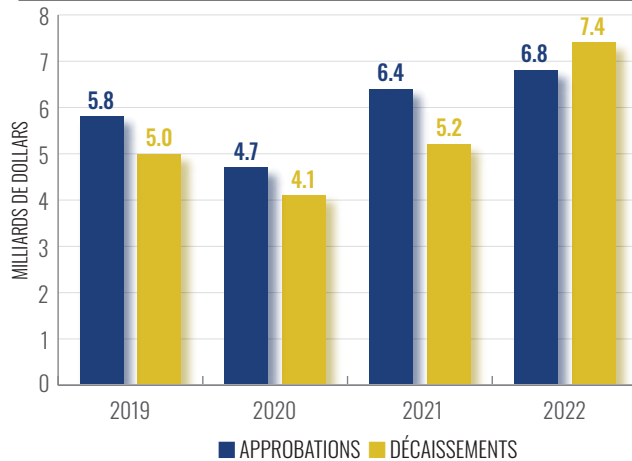


FIGURE 1.7 | TENDANCES DANS LES APPROBATIONS ET LES DÉCAISSEMENTS NETS DE LA SIFC



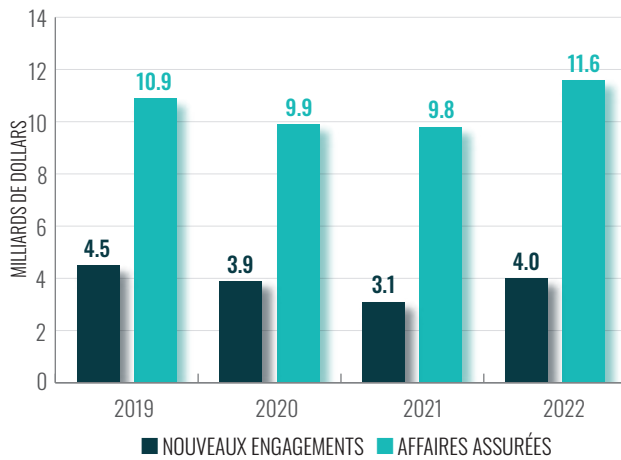
Les pays membres à peine sortis de la pandémie pour se retrouver confrontés à une crise alimentaire, la BID est restée vigilante et leur a apporté son soutien face à cette nouvelle donne. Au cours des deux dernières années, la santé et l'agriculture ont figuré en bonne place dans les opérations. Avec des millions de personnes risquant de souffrir de la faim en 2022, le financement de l'agriculture a été accéléré. Cette mesure permettra non seulement de répondre aux besoins immédiats, mais aussi de garantir une sécurité alimentaire durable pour les générations futures.

C'est pourquoi, la part du financement de l'agriculture dans les approbations annuelles nettes de la BID a sensiblement augmenté en passant de 14,7 % en 2021 à 26,5 % en 2022 (Figure 1.5). Il en est de même du financement de la santé avec 15,2 % contre 8,7 %. Le développement des infrastructures de transport pour assurer la connectivité et l'intégration au sein des pays membres et entre eux s'est taillé la part du lion avec 39,4 % des approbations, contre 34,4 % l'année précédente.

Avec 565,8 millions de dollars en 2022 contre 243,6 millions en 2021 (Figure 1.6), les approbations nettes de la SID traduisent une hausse de 132,3 % qui reflète un changement d'approche visant à axer le modèle d'entreprise sur le financement



FIGURE 1.8 | TENDANCES DES AFFAIRES ASSURÉES ET DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE LA SIACE



SIACE APPROBATIONS DÉPASSENT DE 700 MILLIONS DE DOLLARS LES NIVEAUX D'AVANT LA PANDÉMIE

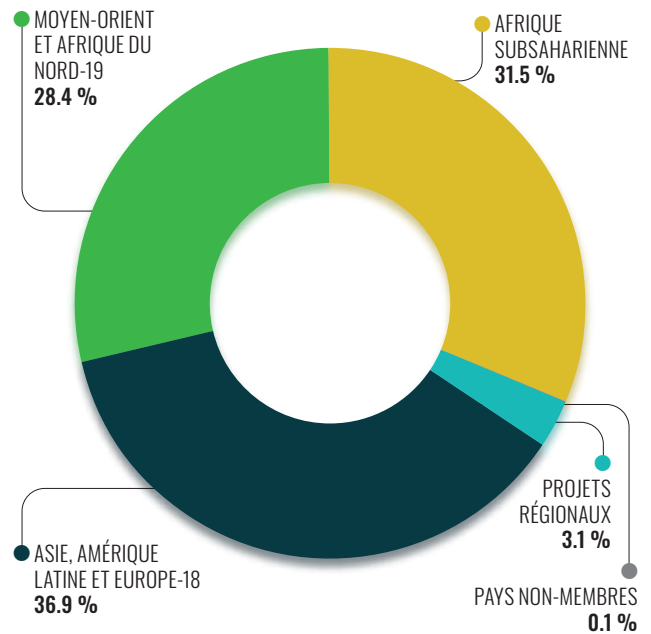
des crédits pour le développement du secteur privé. Le développement du secteur financier compte pour 66,8 % des financements de la SID, suivi par l'énergie (24,4 %) et l'industrie et les mines (8,8 %).

Avec le début d'un retour à la normale des chaînes d'approvisionnement, la SIFC a augmenté le volume des approbations pour le financement du commerce en le portant à 6,8 milliards de dollars en 2022, contre 6,4 milliards en 2021 (Figure 1.7). Ce financement porte sur 121 opérations, avec un taux de réalisation de 102 % par rapport à l'objectif fixé pour l'exercice. Les approbations visent les secteurs clés de l'énergie et de l'agriculture, ainsi que le secteur privé. Les décaissements ont augmenté de 42,4 % pour atteindre 7,4 milliards de dollars en 2022, soit 108,8 % des approbations nettes et un taux de réalisation de 139 % par rapport à l'objectif fixé pour l'exercice.

En 2022, la SIACE a fourni des couvertures d'assurance à hauteur de 11,6 milliards de dollars, notamment pour des affaires commerciales à court terme portant sur des biens et services dans presque tous ses pays membres ainsi que dans de nombreux pays non membres. Ses services d'assurance ont un impact positif sur la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et les initiatives sur le climat, et à l'heure actuelle ses approbations dépassent de 700 millions de dollars les niveaux d'avant la pandémie (Figure 1.8).

La répartition par région des approbations du Groupe de la BID est restée très cohérente, avec une légère tendance en faveur de l'Afrique subsaharienne et de la région Asie, Amérique latine et Europe en 2022, en raison de la crise alimentaire en perspective. Avec 31,5 % contre 26,7 % en 2021 (Figure 1.9), la part dévolue à l'Afrique subsaharienne est en augmentation, tout comme celle allouée à l'Asie, l'Amérique latine et l'Europe qui est passée de 30,7 % en 2021 à 36,9 %.

FIGURE 1.9 | RÉPARTITION PAR RÉGION DES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID EN 2022



1.3 | PRINCIPALES INITIATIVES

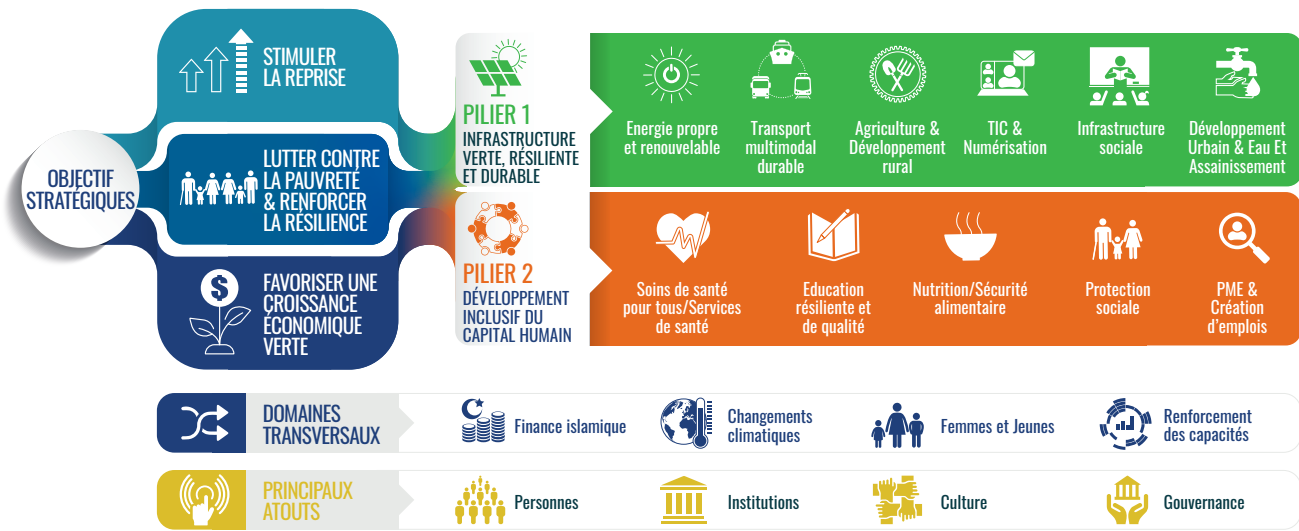
1.3.1 | STRATÉGIE 2025

Conformément aux directives données par le Conseil des Gouverneurs en septembre 2021, la BID a procédé à une refonte considérable de son cadre stratégique. En février 2022, le Conseil des Directeurs exécutifs de la BID a adopté un document de repositionnement stratégique entériné par le Conseil des Gouverneurs à la 47e réunion annuelle du Groupe de la BID tenue le 2 juin 2022. Intitulé « Repositionnement stratégique de la BID 2023-2025 : Promouvoir le développement humain global et les infrastructures durables », le document met en lumière les principaux axes d'intervention indiqués par le Conseil des Gouverneurs, à savoir (i) la relance ; (ii) la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la résilience, et (iii) la croissance économique verte. En conséquence, les interventions de la BID tourneront autour de deux piliers essentiels au cours des trois prochaines années.

Le premier pilier vise à promouvoir les infrastructures vertes, résilientes et durables, en intervenant dans six secteurs fondamentaux : (i) les installations énergétiques propres et renouvelables ; (ii) le transport multimodal durable ; (iii) l'agriculture et le développement rural ; (iv) les technologies de l'information et de la communication et la numérisation ; (v) les infrastructures sociales ; et (vi) le développement urbain, l'eau et l'assainissement.

Le second repose sur le développement inclusif du capital humain, avec cinq domaines thématiques en ligne de mire : (i) les soins de santé universels ; (ii) l'éducation résiliente et de qualité ; (iii) la nutrition et la sécurité alimentaire ; (iv) la protection sociale ; et (v) les MPME et la création d'emplois.

FIGURE 1.10 | REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE 2023-2025



Quatre facilitateurs convergents ont été recensés pour mener à bien ces initiatives : la finance islamique, les changements climatiques, les femmes et les jeunes, et le renforcement des capacités. En outre, la mise en œuvre de la stratégie s'appuiera sur quatre principes directeurs, à savoir (i) la réactivité vis-à-vis des pays membres ; (ii) la volonté d'obtenir des résultats ; (iii) la forte présence régionale ; et (iv) le renforcement de la synergie au sein du Groupe de la BID, dans l'esprit du slogan « un groupe, un objectif ». Cette approche permet aux membres affiliés au Groupe de la BID de travailler en collaboration et d'offrir une gamme élargie de services aux pays membres. La figure ci-dessous présente le cadre du repositionnement stratégique 2023-2025.

QUATRE PRINCIPES DIRECTEURS



CETTE APPROCHE PERMET AUX MEMBRES AFFILIÉS AU GROUPE DE LA BID DE TRAVAILLER EN COLLABORATION ET D'OFFRIR UNE GAMME ÉLARGIE DE SERVICES AUX PAYS MEMBRES.

ENCADRÉ 1 | DÉPLOIEMENT DE LA STRATÉGIE REVUE 2023-2025

Le déploiement de la stratégie revue 2023-2025 interviendra en 2023. Dans ce cadre, la division compétente du Département de la Stratégie, du Budget et des Résultats a relevé trois grands axes de travail.

Le premier axe de travail consiste à intégrer le repositionnement stratégique dans les cycles de programmation et des projets de la BID. Pour ce faire, il faudra (i) actualiser le processus révisé des stratégies de partenariat avec les pays membres (SPPM) afin d'en assurer l'alignement stratégique ; (ii) améliorer davantage le modèle d'exécution des opérations de la BID ; et (iii) mettre en œuvre le cadre de gestion axé sur les résultats nouvellement adopté.

Le deuxième axe de travail visant à appuyer le déploiement de la stratégie repose sur l'ancrage de la stratégie dans le modèle culturel de la BID. Cela nécessitera une communication efficace et l'appropriation de la stratégie révisée par le personnel du siège et des centres régionaux, ainsi que la réévaluation et l'adoption entière du modèle culturel actuel de la BID.

Le troisième axe de travail porte sur l'optimisation de la proposition de valeur du Groupe de la BID en mettant au point de nouveaux instruments de financement afin d'améliorer la mobilisation des ressources tout en favorisant la synergie entre les membres affiliés au Groupe de la BID.

Dans le cadre de ses efforts déployés au titre de ces axes de travail, l'équipe chargée de la mise en œuvre de la stratégie lancera des initiatives innovantes déterminées par des coalitions de base avec les services compétents afin d'orienter le travail de manière efficace et dans les délais.



LA BID A PROCÉDÉ À UN REPOSITIONNEMENT OPÉRATIONNEL MAJEUR POUR GARANTIR L'ADOPTION DE LA STRATÉGIE. DES PROGRÈS REMARQUABLES ONT ÉTÉ RÉALISÉS DANS L'AMÉLIORATION DU MODÈLE D'EXÉCUTION DES OPÉRATIONS, EN RESPONSABILISANT LE PERSONNEL ET EN PARTICULIER CELUI DES CENTRES RÉGIONAUX ET LES ÉQUIPES TECHNIQUES DES PROJETS, À LA FAVEUR DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS.

Dans le cadre de la mise en œuvre harmonieuse de la stratégie révisée, la BID a lancé au début de l'année 2022 la deuxième phase de l'opération visant à garantir une bonne préparation aux changements liés à l'organigramme, aux ressources humaines, à la culture, aux systèmes et aux processus de la BID. Les différents services ont travaillé collectivement à la réalisation de certaines initiatives clés.

Par exemple, la BID a opéré un repositionnement institutionnel majeur en adoptant un organigramme affinée le 1^{er} septembre 2022, et en pourvoyant les postes de cadre de direction et de directeur le 24 novembre 2022. Parallèlement, une révision complète du manuel d'organisation de la BID, du règlement intérieur des comités de gestion et des processus d'affaires a été effectuée le 31 août 2022, suivie de la révision nécessaire des matrices de délégation de pouvoirs.

La BID a procédé à un repositionnement opérationnel majeur pour garantir l'adoption de la stratégie. Des progrès remarquables ont été réalisés dans l'amélioration du modèle d'exécution des opérations, en responsabilisant le personnel et en particulier celui des centres régionaux et les équipes techniques des projets, à la faveur de la délégation de pouvoirs. La BID a également lancé le processus de formulation de SPPM révisées pour la collaboration stratégique avec ces pays. En 2022, sept SPPM (Guinée, Indonésie, Maldives, Niger, Ouzbékistan, Sénégal et Turkménistan) ont été lancés, tandis que six autres (Bangladesh, Irak, Kirghizstan, Malaisie, Maroc et Nigeria) sont en cours de préparation pour 2023.

La BID a également jeté des bases solides pour l'efficacité opérationnelle en adoptant un programme de travail interne 2023-2025 et en élaborant un cadre de gestion axé sur les résultats, tous deux approuvés le 10 décembre 2022.

Dorénavant, la BID s'appuiera sur des partenariats en expansion et mobilisera des financements additionnels pour renforcer ses propres ressources afin de garantir la mise en œuvre réussie de la stratégie révisée.

1.3.2 | LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La pandémie à coronavirus et le conflit en Europe de l'Est ont exacerbé l'insécurité alimentaire en perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales et en faisant grimper les prix des produits alimentaires et des intrants agricoles, en particulier les engrais. Aujourd'hui, environ 828 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, y compris les pays membres de la BID.

Collectivement, les 57 pays membres de la BID disposent d'une masse de ressources qui leur permet de mettre au point des systèmes alimentaires durables. Ils détiennent 29 % de la surface agricole mondiale et 7 261 km³ (14 %) de l'ensemble des ressources en eau renouvelables du globe, produisent 18 des 20 principaux produits de base agricoles commercialisés dans le monde, et comptent pour 14 à 15 % de la production mondiale de céréales et produits horticoles.

Malgré cela, les pays membres de la BID font partie des pays les plus touchés par la crise alimentaire actuelle, parce que 27 d'entre eux se trouvent sur le continent africain qui compte 249 millions d'habitants, soit un tiers des personnes les plus affamées du monde.

En concentrant ses efforts sur la lutte contre l'insécurité alimentaire, la BID a pris les premières mesures pour mettre son portefeuille agricole en cohérence avec la stratégie révisée 2023-2025 récemment adoptée, qui met l'accent sur les infrastructures vertes, résilientes et durables.

Auparavant, sa politique sectorielle en matière d'agriculture et de développement rural, approuvée en 2020, avait fait du renforcement de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté dans les pays membres à vocation agricole l'un de ses principaux objectifs. Dans ces pays, l'agriculture et le développement rural sont reconnus non seulement comme un mode de vie et une composante essentielle du développement socioéconomique national, mais aussi comme un moteur de la croissance économique.

Depuis sa création, la BID a approuvé plus de 600 projets dans 57 pays membres. L'examen de ces projets a montré qu'ils sont adaptés pour concrétiser les trois dimensions de la sécurité alimentaire : la disponibilité, le coût abordable et l'accessibilité.

Ces projets ont permis de financer des activités liées à l'amélioration des infrastructures de production, d'approvisionnement et de sécurité alimentaires, telles que la construction de silos à grains et d'installations d'entreposage et de stockage. Ainsi, les conditions nécessaires à l'accès au marché (routes rurales, marchés ruraux et urbains) et au renforcement des systèmes de semences ont été créées dans les pays membres. Toutefois, il convient d'adopter pour la nouvelle génération de projets une approche fondée sur la chaîne de valeur et de prendre en considération les effets des changements climatiques, qui est un thème transversal dans le repositionnement stratégique de la BID.

LE MANIOC
EST PRÉSENTÉ COMME UNE
SOLUTION D'ADAPTATION ET DE
RÉSILIENCE POUR
LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE
EN AFRIQUE FACE AUX
SÉCHERESSES RÉCURRENTES
ET AUTRES PHÉNOMÈNES
MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES.



À cet égard et après le lancement d'un programme régional de chaîne de valeur du riz en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, la BID est en train de mettre au point un ambitieux programme régional de chaîne de valeur du manioc dans sept pays choisis (Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mozambique, Niger et Ouganda). Ce programme vise non seulement à améliorer la résistance au climat de la chaîne de valeur de cette importante culture de base, mais aussi à promouvoir le manioc en tant que solution d'adaptation et de résistance pour la sécurité alimentaire en Afrique face aux sécheresses récurrentes et à d'autres événements climatiques extrêmes.

Ce programme régional innovant sera stratégiquement orienté vers :

- la faible productivité des petits exploitants agricoles ;
- la faible connectivité avec les marchés pour renforcer les chaînes de valeur défaillantes ou interrompues ;
- les changements et la variabilité climatiques liés à la plus forte incidence des sécheresses et des inondations ; et
- des politiques incitatives favorisant une collaboration efficace du secteur privé et permettant aux agriculteurs de faire des investissements considérables dans leurs exploitations.

ENCADRÉ 2 | LA BID ET LES PARTENAIRES DU GCA DÉGAGENT 34 MILLIARDS DE DOLLAR POUR FAIRE FACE AUX CRISES ALIMENTAIRE ET CLIMATIQUE

À la demande du Royaume d'Arabie saoudite, la BID et le Groupe de coordination arabe (GCA) ont annoncé en juin 2022 à Vienne un programme de riposte en matière de sécurité alimentaire d'au moins 10 milliards de dollars. Le programme vise à fournir une assistance immédiate, à moyen et long terme aux pays bénéficiaires afin d'apporter une réponse globale à la crise alimentaire et d'aider à renforcer la résilience à plus long terme. La BID devrait contribuer à hauteur de 10,5 milliards de dollars à ce programme qui couvre à la fois les opérations souveraines et non souveraines et porte sur des opérations nouvelles et ou faisant l'objet d'une reconversion.

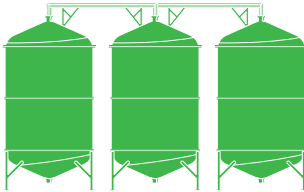
En outre, la BID et les partenaires du GCA ont affecté 24 milliards de dollars au financement de l'action climatique jusqu'en 2030, comme annoncé lors de la COP27 de la CCNUCC tenue en novembre 2022 à Charm El-Cheikh, en Égypte. Cet engagement historique du GCA permettra d'accélérer la transition énergétique, la résilience renforcée des systèmes alimentaires, de transport, hydriques et urbains, et la promotion de la sécurité énergétique dans les pays partenaires. Il s'inscrit dans le cadre d'un appel conjoint du GCA en faveur d'une action climatique pour un développement équitable. La BID doit contribuer à hauteur de 13 milliards de dollars à l'engagement financier du GCA en faveur du climat qui permettra de renforcer les partenariats mondiaux et notamment la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, en vue d'apporter des solutions en termes d'adaptation et d'atténuation. En plus de leurs propres ressources, la BID et les partenaires mobiliseront des financements additionnels pour réduire les risques et stimuler l'investissement privé par le biais de financements mixtes et de garanties.



1.4 | Réalisations à l'actif du Groupe de la BID

1.4.1 | PRINCIPALES OPÉRATIONS DE DÉVELOPPEMENT

Avec 3,04 milliards de dollars contre 2 milliards 2021, le volume des approbations à partir des ressources ordinaires en capital de la BID au titre de l'exercice 2022 a considérablement augmenté. Ce montant porte sur 61 opérations dans 26 pays membres et vise en particulier les secteurs des transports et de l'agriculture (Figure 1.5), ce qui traduit une ferme volonté d'atténuer la crise alimentaire en cours dans ces pays. Les nouvelles approbations devraient aboutir à des résultats de développement prometteurs des pays membres et des communautés musulmanes partout dans le monde. Ci-après, un aperçu des résultats prévus à la fin des opérations approuvées.

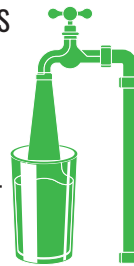


PLUS DE
11 MILLIONS
D'AGRICULTEURS
BÉNÉFICIERONT DE PROJETS AVEC
LA CONSTRUCTION DE MAGASINS DE
STOCKAGE DE PRODUITS ALIMENTAIRES
POUR UNE CAPACITÉ DE PLUS DE
700 000 TONNES
ET L'IRRIGATION D'UNE SUPERFICIE
TOTALE DE
18 000 HECTARES.

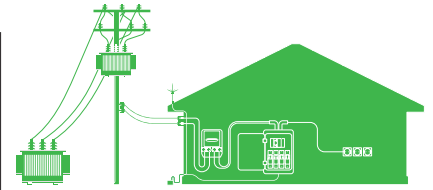
DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ,
QUELQUE 800 NOUVEAUX
ÉTABLISSEMENTS ET HÔPITAUX
PERMETTRONT DE PRENDRE
EN CHARGE PLUS DE
8 MILLIONS
DE PATIENTS CHAQUE ANNÉE. LES
PROGRAMMES DE VACCINATION CONTRE
LES MALADIES ÉVITABLES (COMME
LA POLIOMYÉLITE ET LA MALADIE À
CORONAVIRUS) FINANCÉS EN 2022
BÉNÉFICIERONT À PLUS DE
200 MILLIONS DE
PERSONNES.



AVEC LES PROJETS RELATIFS
AU SECTEUR DE L'EAU ET
L'ASSAINISSEMENT,
163 222
MÉNAGES DEVRAIENT
AVOIR ACCÈS À L'EAU
POTABLE, TANDIS QUE
60 000 AUTRES
BÉNÉFICIERONT DE MEILLEURS
SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT ET DE
TRAITEMENT DES EAUX USÉES.

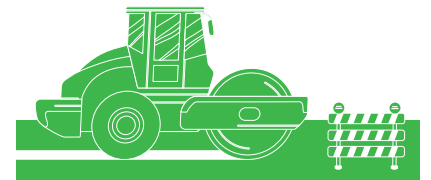


PRÈS DE
200 000 ÉTUDIANTS
BÉNÉFICIERONT DES PROJETS
APPROUVÉS DANS LE SECTEUR DE
L'ÉDUCATION QUI PRÉVOIENT LA
CONSTRUCTION OU LA RÉNOVATION DE
466 ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT.

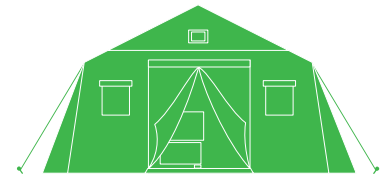


LES PROJETS DE PRODUCTION
D'ÉNERGIE TOUCHERONT PLUS DE
5 MILLIONS DE MÉNAGES
QUI SERONT CONNECTÉS AU RÉSEAU
ÉLECTRIQUE.

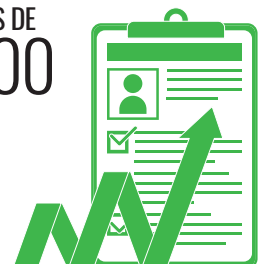
2 MILLIONS DE
PERSONNES
SERONT BÉNÉFICIERONT DU PROJET DE
TRANSPORT AVEC PRÈS DE 940 KM DE
NOUVELLES ROUTES BITUMÉES.



LES POPULATIONS FRAPPÉES PAR
DES CATASTROPHES ET DES CONFLITS
BÉNÉFICIERONT DES INTERVENTIONS
DE LA BID, AVEC LA MISE À
DISPOSITION D'ABRIS ET D'HABITATIONS
AMÉLIORÉS POUR PLUS DE
63 000 PERSONNES.



LES NOUVELLES OPÉRATIONS
DE LA BID BÉNÉFICIERONT À PLUS DE
21 000 PME
ET OFFRIRONT DES SERVICES DE
MICROFINANCE À
20 000 PERSONNES.
ELLES PERMETTRONT ÉGALEMENT
DE CRÉER PRÈS DE
130 000
EMPLOIS.



1.4.2 | RENFORCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

Avec l'octroi de lignes de financement à des institutions financières partenaires et des investissements dans divers projets visant à relever des défis mondiaux majeurs tels que l'accès à l'énergie et la sécurité alimentaire, les approbations de la SID au titre des projets se sont chiffrées à plus de 565,83 millions de dollars pour l'exercice sous revue, soit plus du double du montant approuvé l'exercice précédent (243,60 millions). Les approbations ont été réparties entre les lignes de financement (61,49 %) et les financements à terme (38,51 %), sur la base d'une nouvelle approche axée sur le modèle d'entreprise de la SID en matière de financement des crédits. Cela porte à 7,4 milliards de dollars le montant cumulé des approbations au titre des projets approuvés depuis la création de la société.

1.4.3 | APPUI AU FINANCEMENT DU COMMERCE

La SIFC a en 2022 approuvé le chiffre record de 6,8 milliards de dollars répartis sur 105 opérations de financement du commerce. Les approbations ont porté sur les secteurs clés de l'énergie et de l'agriculture, ainsi que le secteur privé. Pour la même période, les décaissements ont atteint un niveau record de 7,38 milliards de dollars.

En termes de diversification, les approbations en dehors des marchés du pétrole et du gaz se sont élevées à 2,8 milliards de dollars, soit 42 % du portefeuille de financement du commerce. Pour le commerce intra-OCI, elles se sont chiffrées à 4,85 milliards (71,3 % du montant global), tandis que les financements aux pays membres les moins avancés (PMMA) se sont élevés à 2,53 milliards de dollars (37 % du montant global).

Le volume global des approbations en faveur du secteur privé est de 757 millions de dollars répartis entre 23 banques et institutions financières partenaires, ainsi que 2 clients institutionnels. Par ailleurs, la SIFC a poursuivi l'expérience réussie en 2021, à savoir l'émission de lettres de crédit-confirmations visant à faciliter les échanges entre les pays membres de l'OCI et d'autres pays.

En 2022, 18 programmes de développement du commerce ont été mis au point par la SIFC et sont actuellement mis en œuvre. Il s'agit notamment de solutions intégrées, d'interventions ciblées et de programmes phares (AATB et AfTIAS 2.0).

In 2022, ITFC continued with its COVID-19 response initiative:

- Riposte : 604,7 millions de dollars approuvés et 528 millions décaissés.
- Relance : 945 millions de dollars approuvés et 585,3 millions décaissés.
- Gestion de l'aspect commercial du programme : SIFC
- Revue des contrats de passation de marchés d'un montant de 335 millions de dollars, dont 324,5 millions décaissés dans 14 pays membres : SIFC

1.4.4 | ASSURANCE DES RISQUES DE CRÉDIT ET DE PAYS

À la clôture de l'exercice 2022, les affaires assurées se chiffraient à 11,64 milliards de dollars, et portaient pour l'essentiel sur le commerce à court terme dans presque tous les pays membres et un certain nombre de pays non-membres. Les services d'assurance ont un impact positif sur la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et les initiatives liées au climat.

L'initiative SIACE-FSID de riposte d'urgence à la pandémie (ICERI), lancée en juillet 2020 et achevée un an plus tard, a permis de réaliser 13 transactions et approbations pour un montant total de 271 millions de dollars. Ces opérations ont permis de financer des transactions commerciales au profit de PMMA, notamment le Bangladesh, le Bénin, le Cameroun, l'Égypte, la Mauritanie, le Sénégal et la Tunisie. Avec l'appui de l'ICERI, ces pays ont pu importer des biens essentiels à des prix réduits et renforcer leurs secteurs de la santé et de l'alimentation pendant la pandémie.

S'agissant de la sécurité alimentaire, la SIACE s'est jointe à ses organisations sœurs du Groupe de la BID pour la mise en œuvre du programme de riposte en matière de la sécurité alimentaire. Elle s'est engagée à verser 500 millions de dollars jusqu'à la fin de 2025, ce qui s'ajoute à l'enveloppe totale de 10,5 milliards de dollars du Groupe de la BID. Le programme a été exécuté à hauteur de 159 millions de dollars pour le financement de projets de modernisation de l'agriculture, l'importation d'équipements agricoles et l'exportation et l'importation d'engrais, de sucre et de blé à destination et en provenance de plusieurs pays membres. Les pays membres bénéficiaires de ce programme sont le Bangladesh, l'Ouganda, l'Ouzbékistan et le Sénégal.

1.4.5 | LEADERSHIP ÉCLAIRÉ EN ÉCONOMIE ET FINANCE ISLAMIQUES

En 2022, l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID) a produit des ouvrages, des rapports fondés sur des données probantes et des solutions en matière de connaissances, et fourni des données sur lesquelles la BID a axé ses décisions. L'institut a publié trois ouvrages, deux numéros de la Revues d'études économiques islamiques, sept études diagnostiques de pays, huit questions d'actualité et des rapports sur la crise alimentaire et l'impact de la crise de l'Europe de l'Est sur les pays membres. Il joue le rôle de dépositaire des données du Groupe de la BID, en collectant et en systématisant les données et informations essentielles, et en y donnant facilement accès. Ces informations sont diffusées sous la forme de publications statistiques, qui fournissent des données actualisées et précises sur les pays membres et non membres de la BID.

L'institut traduit également ses réflexions et ses connaissances en actes, en proposant des formations, des subventions et des solutions FinTech pour renforcer les capacités des institutions financières islamiques. Outre les formations en ligne ouvertes à tous, d'autres formations portant sur les soukouk, les awqaf, la mise au point de produits et les normes de la charia ont été



organisées en 2022. La BID a financé plusieurs institutions dans les pays membres sous la forme de subventions pour plus de 1,6 million de dollars, dont 280 000 dollars pour établir un système d'information pour la supervision et la réglementation des banques participantes au Maroc, et 270 000 dollars pour des études de faisabilité sur les marchés de la microfinance islamique dans cinq pays membres.

Des solutions innovantes ont été mises au point, notamment le Fonds de renforcement des soukook, un produit visant à fournir un mécanisme de protection pour les soukook et sans coûts supplémentaires pour les émetteurs. La BID a signé un protocole d'accord avec Beyond Limits, une société spécialisée dans l'intelligence artificielle, pour la transformation des brevets FinTech de la BID en solutions prêtes à l'emploi.

L'institut encourage également la création de connaissances à l'échelle mondiale en décernant un prix annuel pour les réalisations marquantes dans le domaine de l'économie islamique, et c'est ainsi qu'en 2022, des prix ont été décernés à Habib AHMED (premier prix), Mansur MASIH (deuxième prix) et Tariqullah KHAN (troisième prix). En partenariat avec *Saudi-Spanish Center for Islamic Economics and Finance*, l'institut a lancé le concours *Islamic Finance Changemakers* pour accompagner les entrepreneurs sociaux, les innovateurs et les chefs d'entreprise ayant un meilleur projet de société. À la dernière édition du concours, 90 projets provenant de 25 pays ont été reçus.



1.4.6 | PARTENARIAT POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Après l'interruption de la pandémie, la lutte contre la pauvreté est devenue de plus en plus difficile, avec des millions de personnes plongées dans la misère. Les avancées ont également été freinées par la hausse de l'inflation, la crise alimentaire et les effets des changements climatiques.

Le Rapport 2022 sur l'indice mondial de pauvreté multidimensionnelle publié par le PNUD et *Oxford Poverty and Human Development Initiative* (OPHI), indique que dans 111 pays, 1,2 milliard de personnes (19,1 %) vivent dans une pauvreté multidimensionnelle aiguë, dont 498,1 millions (40,8 %) dans les pays membres de la BID. Parmi celles-là, 406,6 millions (83,1 %) vivent dans des zones rurales, 82,5 millions dans des zones urbaines et 55 % sont des enfants. Plus de la moitié des pauvres dans le monde (289,5 millions) vivent dans 17 pays membres de la BID où la vulnérabilité alimentaire est élevée, avec 281,2 millions souffrant de malnutrition. Les pays membres où la proportion de personnes en situation de privation est la plus élevée figurent également parmi les pays du monde où la sécurité alimentaire est la plus faible. Même dans les pays où la sécurité alimentaire est relativement bonne, bon nombre de personnes sont confrontées à la malnutrition. C'est pourquoi la BID et les autres membres affiliés au Groupe de la BID ont ciblé de manière globale la réduction de la pauvreté, une approche adoptée par le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID).

Le FSID joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté dans les pays membres et en particulier les moins avancés, en créant des programmes innovants en collaboration avec la BID, les donateurs et les principales parties prenantes. Il privilégie le développement humain global, notamment l'éducation et la santé, et l'autonomisation économique au profit des femmes, des jeunes et des MPME. Depuis sa création, le FSID a apporté quelque 1,2 milliard de dollars sous forme de prêts assortis de conditions avantageuse et de subventions, pour le financement de projets et programmes dans des secteurs tels que l'éducation, la santé, l'agriculture et la microfinance.

DEPUIS SA CRÉATION,
LE FSID A APPORTÉ QUELQUE

**1.2 MILLIARD DE
DOLLARS**

SOUS FORME DE PRÊTS ASSORTIS
DE CONDITIONS AVANTAGEUSE ET DE
SUBVENTIONS, POUR LE FINANCEMENT
DE PROJETS ET PROGRAMMES DANS
DES SECTEURS TELS QUE L'ÉDUCATION,
LA SANTÉ, L'AGRICULTURE ET LA
MICROFINANCE.

LE PARTENARIAT : UN IMPÉRATIF FACE AUX CRISES

Il a lancé plus de 20 programmes phares tels que des programmes d'éducation bilingue, d'alphabétisation professionnelle, de prévention et de lutte contre l'épidémie à virus Ebola, d'aide à la microfinance et des terres arides. Les programmes les plus récents sont alignés sur la nouvelle stratégie 2030 qui met l'accent sur l'éducation (programme de scolarisation et de rétention des enfants non scolarisés), la création d'emplois et l'autonomisation économique (programme de renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables), la santé (Alliance pour lutter contre la cécité évitable), ou le développement communautaire (programme Tadamon d'autonomisation des ONG pour la réduction de la pauvreté).

En 2022, 88,3 millions de dollars ont été approuvés pour les projets et les programmes, dont 34,3 millions sous la forme de prêts assortis de conditions avantageuses aux pays et 4 millions à titre de subvention. À cela s'ajoute 50 millions de

dollars affectés à la création du Fonds mondial islamique pour les réfugiés, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Les financements couvrent des projets dans les domaines de la santé, l'éducation, l'agriculture et le développement communautaire. Les secteurs du développement communautaire (49 %), de la microfinance (19 %) et de l'éducation (13 %) ont été les principaux bénéficiaires des approbations du FSID. Viennent ensuite d'autres secteurs comme l'agriculture et la santé. Plus de 90 % des fonds sont allés à des pays présentant des niveaux de pauvreté disproportionnés, conformément à la politique de réduction de la pauvreté du FSID qui prévoit que 80 % du financement cumulé doivent être destinés aux PMMA et 20 % aux poches de pauvreté dans les autres pays.

ENCADRÉ 3 | PRÉSERVATION DU POTENTIEL ACADÉMIQUE ET ÉCONOMIQUE L'HISTOIRE DE NOOR

Face à la pandémie, la BID a lancé un programme stratégique de préparation et de riposte afin d'aider les pays membres à prévenir, contenir et se remettre des incidences de la pandémie.

Dans le cadre du programme, le FSID a, en collaboration avec le Département de la Résilience et de l'Action climatique de la BID, élaboré un nouveau programme Tadamon d'accélération de la riposte à la pandémie en faveur des organisations de la société civile. Le FSID accompagne les pays membres dans leurs actions de réduction de la pauvreté en se focalisant sur le développement du capital humain, l'autonomisation économique, et la création d'emplois pour les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés, y compris les réfugiés.

Le programme visait notamment à appuyer l'enseignement supérieur et mettait en exergue le rôle important que doivent jouer les organisations de la société civile en complément de l'action gouvernementale dans les pays membres pour faire face à l'impact de la pandémie. Grâce au programme, le FSID a non seulement apporté un soutien financier, mais aussi redonné espoir à de brillants étudiants qui n'avaient pas les moyens de poursuivre leurs études.

Noor Jomaa faisait partie de ceux-là. Étudiante syrienne très douée, elle a été récompensée pour son assiduité et ses résultats scolaires. Noor a été admise à l'université de Damas en 2012, mais lorsqu'éclata la guerre civile, elle et sa famille étaient parmi les 600 000 personnes contraintes de se réfugier en Jordanie.

Après une longue période de peur et d'incertitude, Noor reçut d'une organisation de la société civile jordanienne des informations sur le programme Tadamon. En quelques semaines, Noor reçut une bourse dans le cadre de ce programme pour étudier la comptabilité, une de ses disciplines de rêve. Elle prit un départ fulgurant, obtenant la meilleure note de toute la Jordanie à l'examen général et décrocha une place au *Luminus Technical University College*. À présent, elle espère obtenir une licence et une maîtrise pour devenir une enseignante qualifiée en comptabilité.

NOOR REÇUT D'UNE ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE JORDANIENNE DES INFORMATIONS SUR LE PROGRAMME TADAMON. EN QUELQUES SEMAINES, NOOR REÇUT UNE BOURSE DANS LE CADRE DE CE PROGRAMME POUR ÉTUDIER LA COMPTABILITÉ, UNE DE SES DISCIPLINES DE RÊVE.





ENCADRÉ 4 | AVENIR FINANCIER SÛR POUR LA FONDATION ZAMZAM

La Zamzam Foundation for Voluntary Health Services a approché le FIBA dans le but de créer un modèle de financement plus durable qui limiterait sa dépendance à l'égard des dons caritatifs. L'objectif de la fondation est de financer à long terme ses différents programmes, qui comprennent une clinique mobile, une clinique pour le hadj et une pharmacie de bienfaisance. Plus de 34 000 personnes ont bénéficié de ces programmes et d'autres programmes au cours des trois dernières années.

Le FIBA a approuvé le financement de la construction d'un complexe commercial de deux tours à La Mecque pour promouvoir les activités de la fondation dans le domaine de la santé en Arabie saoudite. Érigées sur un terrain de 2 000 m², les deux tours ont coûté environ 18 millions de dollars, dont 12 millions financés par la BID et 6 millions par le FIBA et la ligne de financement FIBA.

Composé d'une tour nord de 15 étages, d'une tour sud de 9 étages et d'un sous-sol de 3 niveaux, le complexe comprend deux étages dédiés aux commerces et 48 bureaux meublés ou pouvant être personnalisés de différentes tailles. Avec une surface bâtie de 19 250 m² carrés et des ponts intelligemment conçus pour relier chaque étage des deux tours, le complexe offre diverses opportunités et un accès facile à tous les locataires. Situé à La Mecque, il reflète le patrimoine de la ville sainte dans son architecture et sa décoration intérieure. Puisque les tours se trouvent dans un endroit privilégié de la ville, il était important de veiller à l'esthétique pour la commercialisation du projet.

La fondation propose diverses formules de location, à savoir des bureaux individuels, des étages et/ou une tour entière. Le projet est entré en vigueur en décembre 2020 et les



L'OBJECTIF DE LA FONDATION EST DE FINANCER À LONG TERME SES DIFFÉRENTS PROGRAMMES, QUI COMPRENNENT UNE CLINIQUE MOBILE, UNE CLINIQUE POUR LE HADJ ET UNE PHARMACIE DE BIENFAISANCE.

PLUS DE 34 000 PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DE CES PROGRAMMES ET D'AUTRES PROGRAMMES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES.

décaissements ont commencé fin janvier 2021, pour une durée de 20 mois. Malgré les obstacles et autres difficultés rencontrées en raison de la pandémie, la construction du complexe s'est déroulée sans encombre ; aujourd'hui elle est presque terminée grâce à un travail d'équipe réunissant la fondation, le FIBA, le consultant et l'entrepreneur. Les immeubles seront bientôt ouverts et la fondation aura fait son premier pas vers le développement durable.

1.4.7 | OPTIMISATION DES AWQAF POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le développement économique est le processus par lequel le bien-être économique et la qualité de vie d'une nation, d'une région ou d'une communauté sont améliorés en fonction de buts et d'objectifs ciblés. De nombreux facteurs interviennent, notamment le revenu par habitant, l'enseignement public et les infrastructures sociales. Actifs donnés, légués ou acquis pour être détenus à perpétuité pour des causes spécifiques qui sont socialement bénéfiques, les awqaf ont un rôle fondamental à jouer dans l'amélioration du développement économique d'un pays en le dotant des installations et des compétences dont il a besoin.

La BID a donc créé le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA) en 2001. Le fonds génère des revenus permettant de financer la mission sociale de l'organisation, d'aider ses bénéficiaires à réaliser une viabilité financière à long terme, et de contribuer dans un cadre plus large au développement social et économique. La double mission du FIBA qui consiste à générer des revenus durables et à réaliser un impact social,

est dans le droit fil de la Stratégie décennale de la BID et du Programme mondial de développement durable à l'horizon 2030.

Caractérisé par son coût raisonnable et son fort impact, le FIBA a financé 56 projets immobiliers dans 28 pays pour un coût total de 1 milliard de dollars, ainsi que des bénéficiaires à but non lucratif allant des gouvernements aux centres de recherche et organisations caritatives. Cela a permis d'aider des personnes issues de milieux différents et de réaliser un grand nombre de projets, contribuant ainsi à l'amélioration des normes de service public dans chaque localité.

L'autonomisation de groupes marginalisés en Somalie par le FIBA est un exemple du potentiel de développement des awqaf. Par exemple, il a permis de financer l'acquisition de l'immeuble SOMAK de Towfiq Trust à Nairobi, au Kenya, et de financer Towfiq Welfare Society (TWS) en Somalie. TWS a contribué à l'éducation, aux soins de santé, à la nutrition et à l'assainissement en faveur de près de 400 000 personnes. Pour plus d'informations, consulter la page du FIBA sur le site web de la BID à : <https://www.isdb.org/apif/>



ENCADRÉ 5 | RENFORCER L'INCLUSION FINANCIÈRE EN MAURITANIE ET EN TUNISIE GRÂCE À REVERSE LINKAGE

L'accès aux infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TIC) s'est amélioré en Mauritanie au cours des dernières années. La couverture des réseaux mobiles a atteint 94 % du pays et le nombre total d'abonnés à ces réseaux dépasse la population du pays.

L'infrastructure TIC n'est pas encore pleinement exploitée pour déployer des applications qui permettent aux Mauritaniens de gagner du temps et d'économiser de l'énergie et qui facilitent les transactions commerciales, en particulier entre les villes et les villages dispersés. Par conséquent, la majorité de la population n'a pas accès aux services financiers tels que les applications de paiement et de transfert de fonds liquides. Cela aggrave l'exclusion financière.

La Société mauritanienne des postes (MauriPost) jouit de la confiance des Mauritaniens et a l'habitude de fournir des services financiers traditionnels par l'intermédiaire de ses bureaux. De son côté, la Poste tunisienne a acquis une expérience réussie dans la fourniture de services financiers numériques par le biais des réseaux mobiles.

Par conséquent, la BID a engagé la formulation et la mise en œuvre d'un projet reverse linkage entre la Mauritanie en tant que bénéficiaire et la Tunisie en tant que pourvoyeur pour la création d'une plateforme de services financiers axés sur la téléphonie mobile.

Le projet a pour but d'améliorer l'accès, la sécurité et la rapidité des services financiers en Mauritanie, pour accompagner le gouvernement dans ses efforts de renforcement de l'inclusion financière. Pour ce faire, il conviendra de créer une plateforme de services financiers mobiles axée sur une architecture en nuage.

La nouvelle plateforme permettra d'automatiser un certain nombre de services financiers, notamment les transferts d'argent, le paiement des factures des services publics tels que l'eau et l'électricité, le règlement des factures des commerçants et le paiement des abonnements de téléphonie mobile. Elle sera exploitée par MauriPost après avoir été mise au point par la Poste tunisienne, source d'expertise et de technologie du projet.

1.4.8 | PARTAGE DES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

En 2022, la BID a continué de jouer le rôle de catalyseur en facilitant le transfert de solutions de développement entre ses pays membres par le biais de nombreux canaux, notamment le Programme de coopération technique (PCT) et le mécanisme *reverse linkage*.

Grâce au PCT, la BID finance des interventions de renforcement des capacités à court terme afin de favoriser le développement socioéconomique des pays membres.

En 2022, une vingtaine d'opérations ont été approuvées pour un montant de 648 700 dollars dans le cadre du PCT. La priorité a été accordée aux pays membres les moins avancés ainsi qu'aux activités relatives à la sécurité alimentaire et la santé. Il s'agit de :

3 SÉANCES DE FORMATION EN COURS D'EMPLOI POUR UN MONTANT DE 134 500 DOLLARS

8 ACTIVITÉS DE PARTAGE DES CONNAISSANCES POUR UN MONTANT DE 261 000 DOLLARS

6 VISITES D'ÉTUDES POUR UN MONTANT DE 194 000 DOLLARS

3 RECRUTEMENTS D'EXPERTS POUR UN MONTANT DE 59 200 DOLLARS

Dans le cadre du reverse linkages, la BID met en relation ses pays membres pour leur permettre de relever des défis de développement communs. En 2022, une subvention de 1,99 million de dollars a été allouée aux interventions menées au titre de reverse linkages. Trois projets reverse linkage autonomes d'un montant de 0,58 million de dollars ont été approuvés au profit du Nigeria, de la Palestine et de l'Ouganda dans les domaines de l'agriculture, des écosystèmes halal et de l'administration publique. Cinq interventions reverse linkage d'un montant de 1,28 million de dollars ont été intégrées dans les opérations ordinaires de la BID. Le Kirghizstan, la Mauritanie, le Maroc, le Sénégal et le Tadjikistan ont tiré parti de ces volets intégrés dans le cadre de reverse linkage dans des domaines tels que l'agriculture, l'aquaculture et la santé. En outre, un montant d'environ 0,13 million de dollars a été alloué à la mise en relation de huit pays membres.

L'année 2022 a été témoin d'un nouvel élargissement du réseau de partenaires de la BID dans le cadre de reverse linkages. Pour la première fois, la BID s'est associée au Chili pour partager ses meilleures pratiques avec l'Agence palestinienne de coopération internationale. Dans ses efforts déployés pour accompagner les producteurs de vaccins dans les pays membres, la BID a aidé l'Institut Pasteur de Dakar à renforcer ses capacités et atteindre l'autonomie dans la production de vaccins. Cela permettra à l'institut d'aider 13 pays membres africains, notamment dans la lutte contre les pandémies et les maladies transmissibles. La BID a aussi continué de tirer parti du savoir-faire et de l'expertise de ses partenaires. À titre d'exemple, Serunai – un centre d'excellence réputé de la Malaisie – a fait appel à ses services pour aider l'Ouganda à renforcer les capacités de son bureau halal dans le domaine de la certification.



1.4.9 | OPTIMISATION DU POTENTIEL DE LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

AIDE À LA PRODUCTION DE VACCINS

En juin 2022, la BID a approuvé un projet de création d'une unité de fabrication de vaccins contre le coronavirus et d'autres vaccins de routine pour les maladies évitables au Sénégal, dans le cadre du Plan stratégique de préparation et de riposte à la pandémie à coronavirus – troisième axe, en l'occurrence la relance. Le projet vise à renforcer les capacités du Sénégal et du continent africain en termes de préparation et de riposte aux nouvelles pandémies et notamment la maladie à coronavirus, de lutte contre les maladies et de couverture vaccinale. Il contribuera à la fabrication et à la fourniture de vaccins de haute qualité et abordables pour des maladies telles que la rougeole, la rubéole et la grippe. Le projet est dirigé par l'équipe chargée du secteur de la santé au sein du Département des Infrastructures économiques et sociales et le centre régional de Dakar, avec une contribution totale à partir des ressources ordinaires en capital de la BID de près de 30 millions de dollars, une subvention reverse linkage de 321 000 dollars, une subvention pour la science, la technologie et l'innovation en matière d'information de 107 000 dollars, ainsi qu'une subvention de près de 300 000 dollars de la SIFC.

APPUI AUX ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ RURAUX POUR UN APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ FIABLE GRÂCE AU PROGRAMME AWQAF

Le 20 décembre 2021, la BID a également financé par le biais du Programme awqaf, l'approvisionnement en électricité fiable des établissements de santé ruraux par le biais du Pacte multilatéral de l'énergie pour l'électrification des établissements de santé qui est une plateforme gérée par Sustainable Energy for All (SEforALL), une initiative de l'ONU. A également participé au financement le Programme Power Africa de l'USAID, dans le cadre duquel les partenaires au développement expriment leurs ambitions et coordonnent les partenariats potentiels en vue de dynamiser les établissements de santé en Afrique subsaharienne.

Le projet a été développé par le Département des Infrastructures économiques et sociales et le FIBA, tout en s'appuyant sur le programme Solar for Health du PNUD. La BID proposera une solution axée sur le waqf pour l'approvisionnement. La BID et le PNUD ont convenu de mener des études de faisabilité complètes au Cameroun et au Sénégal afin d'évaluer les besoins du secteur de la santé et les ressources nécessaires. Ils recommanderont ensuite les mécanismes de financement les plus avantageux ainsi que les systèmes de mise en œuvre les plus optimaux. La BID a engagé une subvention de 175 000 dollars et la SID 25 000 dollars (200 000 dollars au total) pour cofinancer les études de faisabilité. Elles évalueront comment des solutions axées sur le waqf peuvent être conçues pour relever le défi de l'accès à l'énergie auquel sont confrontés les établissements de soins de santé ruraux en Afrique.

Cette initiative vise à la fois le secteur de la santé en finançant les infrastructures des établissements de santé éloignés et le secteur de l'énergie en connectant les établissements de santé ruraux aux ressources énergétiques renouvelables.

LE PROJET EST DIRIGÉ PAR L'ÉQUIPE CHARGÉ DU SECTEUR DE LA SANTÉ AU SEIN DU DÉPARTEMENT DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ET LE CENTRE RÉGIONAL DE DAKAR, AVEC UNE CONTRIBUTION TOTALE À PARTIR DES RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID DE PRÈS DE

30 MILLIONS DE DOLLARS,
UNE SUBVENTION REVERSE LINKAGE DE
321 000 DOLLARS,
UNE SUBVENTION POUR LA SCIENCE,
LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION
EN MATIÈRE D'INFORMATION DE
107 000 DOLLARS,
AINSI QU'UNE SUBVENTION DE PRÈS DE
300 000 DOLLARS
DE LA SIFC.



LA BID A ENGAGÉ UNE SUBVENTION DE
175 000 DOLLARS,
LA SID
25 000 DOLLARS
(200 000 DOLLARS AU TOTAL) POUR
COFINANCER LES ÉTUDES DE FAISABILITÉ.
ILS ÉVALUERONT COMMENT DES SOLUTIONS
AXÉES LE WAQF PEUVENT ÊTRE
CONÇUES POUR
**RELEVER LE DÉFI DE
L'ACCÈS À L'ÉNERGIE**
AUQUEL SONT CONFRONTÉS LES
ÉTABLISSEMENTS DE SOINS DE SANTÉ
RURAUX EN AFRIQUE.



RENFORCEMENT DES ÉCOSYSTÈMES STI AU MOZAMBIQUE ET EN OUBÉKISTAN

Dans le but de renforcer et d'édifier des écosystèmes scientifiques, technologiques et d'innovation résilients capables de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), la BID en partenariat avec l'UNESCO, a accompagné le Mozambique et l'Ouzbékistan dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de politiques STI sexospécifiques. Ce partenariat s'est appuyé sur l'application de l'Observatoire mondial des instruments de politique de la science, de la technologie et de l'innovation (GO-SPIN) de l'UNESCO pour recueillir et analyser des informations sur les écosystèmes STI des pays membres, déterminer les domaines d'investissement stratégique, et faciliter l'élaboration de politiques STI fondées sur des données probantes. Les politiques STI nationales du Mozambique et de l'Ouzbékistan ont été finalisées et présentées aux parties prenantes lors de cérémonies de lancement hybrides organisées au Mozambique et en Ouzbékistan respectivement les 11 et 19 avril 2022.

CE PARTENARIAT S'EST APPUYÉ SUR L'APPLICATION DE L'OBSERVATOIRE MONDIAL DES INSTRUMENTS DE POLITIQUE DE LA SCIENCE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INNOVATION (GO-SPIN) DE L'UNESCO POUR RECUEILLIR ET ANALYSER DES INFORMATIONS SUR LES ÉCOSYSTÈMES STI DES PAYS MEMBRES, DÉTERMINER LES DOMAINES D'INVESTISSEMENT STRATÉGIQUE, ET FACILITER L'ÉLABORATION DE POLITIQUES STI FONDÉES SUR DES DONNÉES PROBANTES.



ENCADRÉ 6 | LE PAKISTAN PARTICIPE À LA FORMATION D'INGÉNIEURS EN INFORMATIQUE EN GAMBIE

L'École des technologies de l'information et de la communication (TIC) de l'Université de Gambie a été créée en 2005, mais ses étudiants n'ont jusqu'à présent été admis qu'au niveau de la licence, car elle n'offrait pas de programme de maîtrise.

Pour remédier à cela, la BID a, par le biais de son Programme de coopération technique, financé un projet entre la Gambie et le Pakistan de création d'un programme de maîtrise en informatique à l'Université de Gambie, qui a été mis en œuvre avec succès entre mars et octobre 2022.

La BID avait désigné l'Institut d'informatique Al-Khwarizmi de l'Université d'ingénierie et de technologie de Lahore, au Pakistan, comme pourvoyeur potentiel d'expertise technique à la Gambie dans le cadre du projet. Cet institut était en fait l'un des centres de ressources répertoriés lors du recensement des centres de ressources de la BID au Pakistan en 2021.



Le projet revêt une importance stratégique pour la Gambie car il permettra de constituer une masse critique d'ingénieurs informaticiens compétents qui pourront contribuer à la transformation numérique au niveau organisationnel et national. Il comprend l'élaboration du programme de 10 cours qui constitueront le programme de maîtrise de l'université de Gambie et l'organisation d'une formation au Pakistan pour les membres du corps enseignant et le personnel du département des TIC. Le programme d'études couvre des sujets de pointe tels que l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique, la vision par ordinateur et la cybersécurité. L'Université de Gambie a également été aidée à améliorer la conception de son infrastructure TIC.

Grâce ce projet de collaboration, l'université de Gambie lancera son premier programme de maîtrise en informatique qui permettra à ses étudiants d'acquérir des connaissances avancées en matière de TIC.

Cette coopération entre la Gambie et le Pakistan s'inscrit dans le cadre des actions menées par la BID pour tirer parti de l'expertise technique de ses pays membres afin de relever les défis majeurs du développement chez les autres, en donnant la priorité aux PMMA.

CETTE COOPÉRATION ENTRE LA GAMBIE ET LE PAKISTAN S'INSCRIT DANS LE CADRE DES ACTIONS MENÉES PAR LA BID POUR TIRER PARTI DE L'EXPERTISE TECHNIQUE DE SES PAYS MEMBRES AFIN DE RELEVER LES DÉFIS MAJEURS DU DÉVELOPPEMENT CHEZ LES AUTRES, EN DONNANT LA PRIORITÉ AUX PMMA.

LA BID A, PAR LE BIAIS DE SON PROGRAMME DE COOPÉRATION TECHNIQUE, FINANCÉ UN PROJET ENTRE LA GAMBIE ET LE PAKISTAN DE **CRÉATION D'UN PROGRAMME DE MAÎTRISE EN INFORMATIQUE À L'UNIVERSITÉ DE GAMBIE,** QUI A ÉTÉ MIS EN ŒUVRE AVEC SUCCÈS ENTRE MARS ET OCTOBRE 2022.



CHAPITRE 2

RIPOSTE AUX CRISES

À l'instar du reste du monde, la Banque islamique de développement (BID) a été prise de court par la rapidité et l'ampleur de la propagation de la maladie à coronavirus et de ses effets dévastateurs. Toutefois, elle s'est empressée de conclure de nouveaux accords de financement pour stimuler la production et la distribution de vaccins abordables pour certains des pays à plus faible revenu du monde. Elle s'est inscrite dans la même dynamique face à la crise alimentaire qui persiste.





2.1 | PROGRAMME STRATÉGIQUE DE PRÉPARATION ET DE RIPOSTE

Le Programme stratégique de préparation et de riposte à la pandémie (SPRP) à coronavirus devant arriver à son terme en décembre 2022, la BID a procédé à une évaluation complète des projets qui allaient être initialement être exécutés dans ce cadre. Le Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire et le calendrier y afférent ayant été approuvés, plusieurs projets prévus sont en cours d'exécution. Cette décision est mieux adaptée aux objectifs du programme et à la capacité de réaliser les projets dans les délais. Le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé le Programme stratégique de préparation et de riposte le 4 avril 2020 afin d'aider les pays membres de la BID à prévenir, contenir, atténuer et se remettre des incidences de la pandémie. Il en a approuvé le maintien en avril 2021, et c'est ainsi que la BID a fait passer le volume de ses engagements financiers de 2,27 milliards de dollars en avril 2020 à 4,43 milliards, dont 770 millions à titre d'assurance par la SIACE. La BID a également créé un mécanisme de reconduction pour les projets parents dont les financements avaient été précédemment réaffectés.

Au 31 décembre 2022, le montant total des engagements du Groupe de la BID dans la riposte à la maladie à coronavirus était de 4,67 milliards de dollars. Les décaissements à l'échelle du Groupe de la BID sont passés de 1,967 milliard de dollars à 2,054 milliards, soit un taux d'approbation de 98,72 % et un taux de décaissement de 67,54 % (hors opérations de la SIACE) à la clôture de la période des approbations.

Avec 2,054 milliards de dollars, les décaissements à l'échelle du Groupe de la BID représentent 67,54 % du montant cumulé des approbations, soit 3,042 milliards (hors opérations de la SIACE).

Grâce à son dispositif d'accès aux vaccins (IVAC) dans le cadre du SPRP 2.0, la BID a pu garantir l'acquisition des vaccins contre le coronavirus de manière efficace, sûre et concurrentielle. Le Programme IVAC offre des financements suivant quatre piliers, à savoir (i) la passation de marché ; (ii) la mise au point ; (iii) la fabrication ; et (iv) la livraison. La BID a approuvé quatre projets dans le cadre du programme pour la Guinée, le Kirghizstan, le Pakistan et le Sénégal.

Lorsque le programme arrivera à son terme, environ 63 millions de personnes auront bénéficié d'un vaccin contre le coronavirus, dont 3,4 millions à partir de 1 522 centres de vaccination nouvellement créés, et 48,7 millions de la campagne de sensibilisation et de prévention. En outre, 9,7 millions de ménages en situation d'insécurité alimentaire aiguë auront reçu des rations alimentaires pour satisfaire leurs besoins nutritionnels, 351 000 emplois auront été créés pour aider à la relance des chaînes de valeur et des secteurs économiques prioritaires, 31 876 agents de santé auront bénéficié d'un renforcement de capacités pour gérer leur riposte à la maladie à coronavirus, 15 000 microentreprises et ménages de services de microfinance, 87 891 étudiants de programmes d'apprentissage en ligne, et 39 569 PME de l'assistance financière.

FIGURE 2.1 | RAPPORT ENGAGEMENTS/APPROBATIONS DANS LE CADRE DU FINANCEMENT DU SPRP (EN MILLIONS USD)

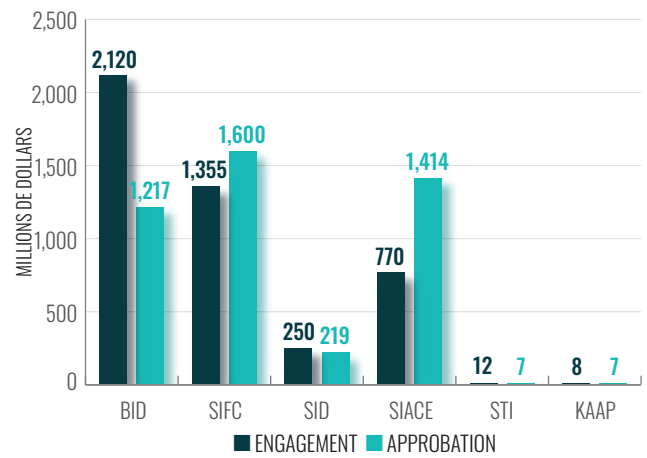
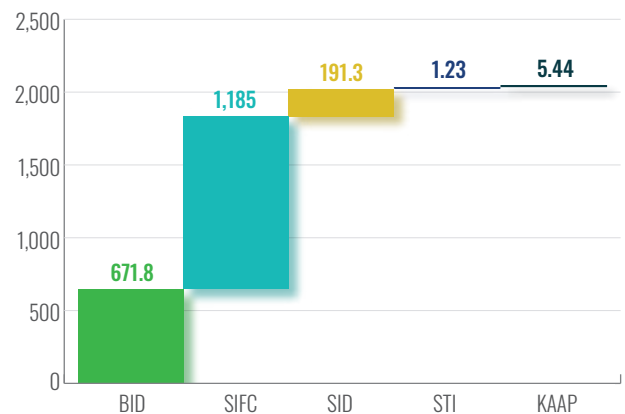


FIGURE 2.2 | RÉPARTITION DES DÉCAISSEMENTS DE LA BID DANS LE CADRE DU SPRP (EN MILLIONS USD)



Le programme s'est heurté à des difficultés de taille, à savoir (i) la disponibilité limitée des financements assortis de conditions avantageuses de la BID ; (ii) le pouvoir de négociation limité de la BID en raison des offres de financements assortis de conditions avantageuses et de subventions d'autres banques multilatérales de développement et agences bilatérales ; et (iii) les problèmes liés à la conception des offres de la BID. En outre, les pays membres s'attendaient à des financements à longue échéance, ce qui a limité l'attrait de l'offre des membres affiliés au Groupe de la BID.

LES DÉCAISSEMENTS À L'ÉCHELLE DU GROUPE DE LA BID SONT PASSÉS DE 1,967 MILLIARD DE DOLLARS À 2,054 MILLIARDS, SOIT UN TAUX D'APPROBATION DE 98,72 % ET UN TAUX DE DÉCAISSEMENT DE 67,54 % (HORS OPÉRATIONS DE LA SIACE) À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE DES APPROBATIONS.

2.2 | PROGRAMME DE RIPOSTE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Groupe de la BID a approuvé le 28 juillet 2022 un programme global de riposte en matière de sécurité alimentaire (FSRP) d'un montant de 10,54 milliards de dollars.

L'objectif du programme est d'accompagner les pays membres en appuyant les efforts déployés au niveau national pour parer à la crise alimentaire actuelle et renforcer leur résilience face à des crises ultérieures. Pour ce faire, il s'agira d'intensifier et d'accélérer les efforts consentis par la BID afin d'apporter un soutien immédiat pour garantir la sécurité alimentaire, et d'améliorer l'agriculture et les systèmes alimentaires aux niveaux national et régional.

Sur l'ensemble des financements, la part de la BID sera de 5,7 milliards de dollars dont 4 milliards sous la forme d'approbations et 1,7 milliard au titre des décaissements accélérés. Les autres membres affiliés au Groupe de la BID, en l'occurrence la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC), apporteront le solde.

La BID a adopté une procédure de passation de marchés adaptée à l'objectif et à l'optimisation des ressources pour

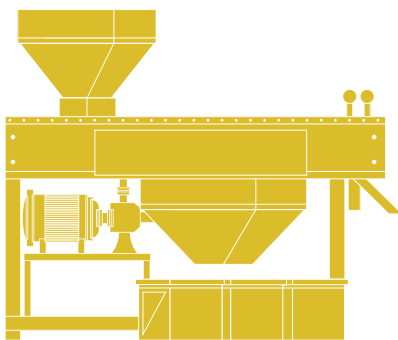
chaque opération, en privilégiant la rapidité et la mise en œuvre. Pour les interventions spécifiques au secteur privé, les autres membres du Groupe de la BID suivront leurs procédures pour autant qu'elles soient acceptables pour la BID, tandis que les pratiques commerciales établies pourront être appliquées pour accélérer la passation des marchés.

Le montant total des financements approuvés par le Groupe de la BID à la clôture de l'exercice 2022 était de 1,41 milliard de dollars : 578,56 millions par la BID, 4,25 millions par le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID), 630,2 millions par la SIFC et 40 millions par la SID. La plupart des projets approuvés jusqu'ici portent sur le court terme. À cela s'ajoute 159 millions à titre d'affaires assurées par la SIACE.

S'agissant des décaissements, 152,03 millions de dollars ont été libérés par la BID pour 78 projets en cours dans le cadre du FSRP. La SIFC a décaissé 366 millions de dollars sur les 630,2 millions approuvés.

Les projets de la BID approuvés à la clôture de l'exercice 2022 devraient permettre d'atténuer l'impact des prix élevés des céréales et de garantir un approvisionnement régulier en denrées alimentaires de base, atténuant ainsi les souffrances des ménages les plus pauvres. Une fois achevés, ces projets devraient permettre :

DES INSTALLATIONS D'APPROVISIONNEMENT ET DE STOCKAGE ALIMENTAIRES QUI BÉNÉFICIERONT À **11 MILLIONS DE PERSONNES** PENDANT LES 6 MOIS À VENIR.



LE LANCEMENT DES PROJETS DE TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU PROFIT DE QUELQUE **30 000 AGRICULTEURS DE SUBSISTANCE.**

L'ACQUISITION ET LA MISE À DISPOSITION DE **780 000 TONNES** DE BLÉ ET D'ORGE.

UNE CAPACITÉ DE **700 000 TONS** PERMETTANT DE CONSERVER LE BLÉ PENDANT 18 MOIS ET L'ORGE PENDANT 12 MOIS.

LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAITEMENT DES ARACHIDES EN LE FAISANT PASSER DE 9 À 5 MOIS, ET AINSI LA PRODUCTION DE **160 000 TONNES** PAR AN.





ENCADRÉ 7 | FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE HUMANITAIRE POUR L'AFGHANISTAN

Le 21 décembre 2021, la BID a été chargée par les ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de Coopération islamique (OCI) d'établir, mettre en œuvre et gérer le Fonds d'affectation spéciale humanitaire pour l'Afghanistan (AHTF), tandis que l'OCI s'est vue assigner la mobilisation de ressources. En conséquence, le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé la création et l'opérationnalisation du fonds à sa réunion du 14 février 2022. Le règlement intérieur du fonds a été signé par l'OCI et la BID le 22 mars 2022.

L'équipe de coordination de l'AHTF a entrepris un travail approfondi et de larges consultations en interne avec toutes les services compétents du Groupe de la BID, et en externe avec l'OCI, les pays membres, des pays non membres, des agences de l'ONU, des banques multilatérales de développement, des institutions financières internationales, des organisations régionales et internationales, ainsi que d'autres parties prenantes.

Au 31 décembre 2022, le volume global des engagements au titre de l'AHTF était de 32,61 millions de dollars provenant d'Arabie saoudite (30 millions), du Nigeria (1 million), de la Türkiye (1 million), du Koweït (500 000), de la Malaisie (100 000) et d'Algérie (10 000). Deux accords de contribution de donateurs ont été signés le 9 juin 2022 avec le Centre d'aide humanitaire et de secours du roi Salman (KSRelief) pour un montant de 10 millions de dollars et le Fonds saoudien pour le développement pour 20 millions de dollars. D'autres accords sont en cours d'examen par les autres donateurs.

Le bureau local de la BID à Kaboul est opérationnel depuis janvier 2022, et deux missions y ont été effectuées par le personnel du centre régional de Türkiye, en coordination avec le bureau de l'OCI sur place. À la suite des consultations avec les partenaires et les communautés, les domaines d'intervention ci-après ont été retenus comme prioritaires pour un financement dans le cadre de l'AHTF :

- La satisfaction des besoins de base, notamment en matière de nutrition, d'approvisionnement en eau potable, de soins de santé de base et infrastructures éducatives dans les communautés rurales isolées.
- La préservation des moyens de subsistance en milieu rural, en particulier l'amélioration du rendement et de la productivité des cultures, afin de promouvoir l'autosuffisance et la sécurité alimentaire à long terme.
- L'autonomisation des femmes et la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes.

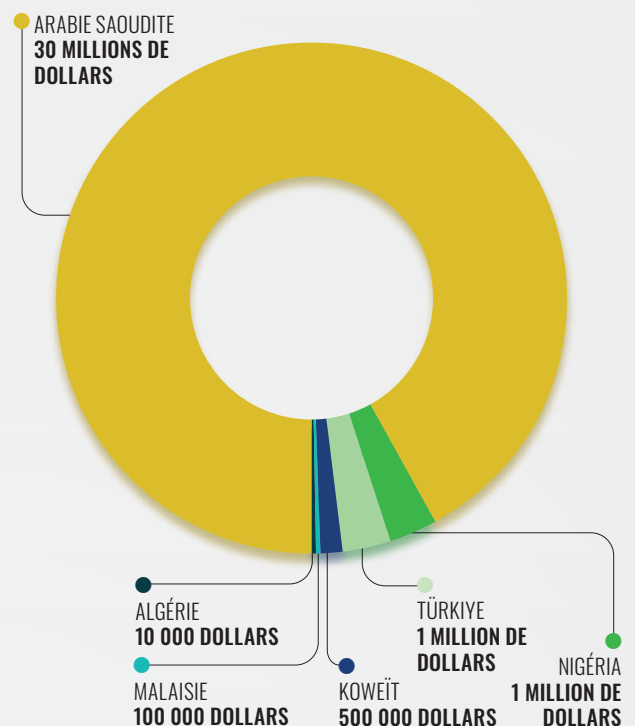
Le volume global des engagements au titre du fonds pour la seule année 2022 est de 10,11 millions de dollars. Sept opérations pilotes d'un coût de 12,65 millions de dollars, avec une contribution de 8,56 millions du fonds, ont été finalisées et devraient être mises en œuvre et entièrement décaissées d'ici 2023. D'autres projets couvrant des secteurs prioritaires sont en cours de formulation dans l'attente de fonds supplémentaires.



VOLUME GLOBAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE HUMANITAIRE POUR L'AFGHANISTAN (31 DÉCEMBRE 2022)

AU 31 DÉCEMBRE 2021, LE VOLUME GLOBAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE DE L'AHTF EST DE **32,61 MILLIONS DE DOLLARS.**

LE VOLUME GLOBAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE DU FONDS POUR LA SEULE ANNÉE 2022 EST DE **10,11 MILLIONS DE DOLLARS.**





CHAPITRE 3

FAVORISER LA CROISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT INCLUSIFS ET RÉSILIENTS

La Banque islamique de développement (BID) est déterminée à aider ses pays membres à réduire la pauvreté et les inégalités, transformant les vies grâce à un développement et une croissance plus diversifiés, durables, résilients et inclusifs, conformément au cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies.



3.1 | CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT INCLUSIF

3.1.1 | DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Dans le sillage de la pandémie, la BID a signé le premier accord-cadre stratégique jamais conclu avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) aux fins d'encourager et de promouvoir le dialogue sur l'éducation et la santé. Elle a également activé le protocole d'accord avec le Fonds mondial par la signature d'un accord de financement stratégique. Par ailleurs, elle est activement engagée dans deux des cinq plans d'action thématiques pour la transformation de l'éducation, à savoir des écoles inclusives, équitables et sûres, et le financement de l'éducation. La BID a participé à la nouvelle stratégie de repositionnement et au plan d'action du Groupe consultatif islamique, un consortium constitué d'Al-Azhar al-Charif (Égypte), de l'Académie internationale du fiqh islamique (Arabie saoudite) et de l'Organisation de Coopération islamique (OCI). La stratégie et le plan d'action ont été présentés lors de la réunion du comité exécutif tenue en décembre 2022 à Djeddah. La BID est également signataire de la déclaration conjointe du Gouvernement du Tadjikistan et des partenaires au développement visant à améliorer les soins de santé primaires. Dans le but d'optimiser la résilience au lendemain de la pandémie, elle a commandité une étude sur le recours aux technologies de l'information et de la télécommunication dans les secteurs de l'éducation et de la santé, et sur les investissements nécessaires dans la transformation numérique afin de répertorier les besoins des pays membres africains. Cette étude fera des recommandations concrètes pour l'investissement dans l'infrastructure numérique et le développement des services connexes.

ÉDUCATION

Soucieuse de créer des partenariats à même d'améliorer l'investissement et la mobilisation de ressources dans le secteur de l'éducation, la BID a défini des directives opérationnelles pour le mécanisme SmartEd du Groupe de coordination arabe (GCA) d'un coût de 500 millions de dollars, dont le déploiement est prévu en 2023. Trois pays (Cameroun, Kirghizistan et Ouzbékistan) sont concernés par la première phase qui s'appuiera sur une subvention de 70 millions de dollars du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), avec un prêt supplémentaire de 280 millions de dollars du GCA, dont une contribution de 120 millions de la BID.

SANTÉ

Lors de la réunion annuelle 2022 de la BID, la Division du Développement humain a rassemblé des représentants des gouvernements, le secteur privé et des partenaires mondiaux de la santé pour discuter de sujets relevant du renforcement des capacités régionales de production de vaccins pour une souveraineté vaccinale dans les pays membres de la BID. Ce thème a été plus amplement débattu lors de la réunion des organismes nationaux de réglementation des médicaments des pays membres de l'OCI dédiée à la thématique des

ENCADRÉ 8 | PROMOUVOIR LA PARTICIPATION ET LES COMPÉTENCES DES JEUNES POUR UNE TRANSITION ÉQUITABLE

Les changements climatiques et la dégradation de l'environnement font partie des plus grands défis de notre époque et contribuent à terme à la réduction de la productivité, la perte d'emplois et l'exacerbation des inégalités. Les effets de la crise climatique touchent de manière disproportionnée et profonde les plus vulnérables, notamment les jeunes. En revanche, l'action en faveur du climat et le passage à une économie verte sont susceptibles de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

En partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT), la BID a lancé à sa réunion annuelle 2022 *Youth Green Skills Accelerator Challenge Call* (appel à candidatures pour l'accélérateur de compétences vertes en faveur des jeunes), dans l'objectif général de promouvoir la participation et les compétences des jeunes leur permettant d'avoir des emplois verts et favoriser ainsi une transition juste. À cette fin, la BID et l'OIT ont invité les organisations, réseaux ou coalitions dirigés par des jeunes et établis dans leurs membres communs à proposer des idées et des solutions nouvelles et innovantes pour promouvoir une transition juste vers des économies et des sociétés durables sur le plan environnemental, dans l'intérêt de tous. L'objectif de l'appel est de recenser, incuber, tester et diffuser des idées et des solutions innovantes et bancables à même de doter les jeunes des compétences nécessaires pour une transition juste dans leurs communautés.

La BID a reçu plus de 120 candidatures provenant des pays membres. Les candidats ont été soumis à une évaluation rigoureuse et approfondie assortie d'un processus de validation de la conformité, qui a abouti à la sélection de trois lauréats. Ceux-ci ont bénéficié d'un soutien financier, d'une visibilité mondiale lors de la COP27, d'un accès à un vaste réseau d'experts dans le domaine du développement des compétences et d'une participation au laboratoire d'innovation de l'OIT.

Le 1^{er} prix a été décerné à *Bangladesh Youth Environmental Initiative*. Ce projet vise à améliorer la situation économique des jeunes marginalisés vulnérables au climat, en créant des pôles d'innovation en matière de compétences vertes au sein des établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels. Le 2^e lauréat est Association 3535 (Côte d'Ivoire). Son projet a pour but de renforcer les compétences dans le domaine de la construction de bâtiments écologiques et d'un entrepôt climatiquement efficace afin de prolonger la durée de conservation des mangues. Enfin, le 3^e prix a été décerné à *Musanadah Foundation for Development* (Yémen). Son projet entend améliorer les débouchés économiques durables pour les jeunes vulnérables, en mettant en œuvre un programme de formation des techniciens de l'énergie solaire en matière d'installation, de réparation et d'entretien.

Stratégies et perspectives pour le développement, la fabrication et la gestion des vaccins, tenue en septembre 2022. Ainsi, la BID et la Banque africaine de développement (BAD) se sont lancées dans un plan de développement commercial dynamique pour accompagner les investissements dans le développement du secteur pharmaceutique.

La division a également mis au point plusieurs nouveaux produits et partenariats dont le Rapport qualité-prix de l'appui financier de la BID à la lutte contre la pandémie à coronavirus, la Plateforme de cours asynchrones sur la santé maternelle et néonatale, l'élargissement du partenariat avec l'AIEA pour l'initiative Rayons d'espoir visant l'accès à la radiothérapie, et le partenariat pour la sécurité alimentaire en vue de l'accès à des cultures et un bétail résilients et prometteurs. En outre, le montant de 50 000 dollars mobilisé pour la préparation du projet de santé du Togo a reçu le soutien sans réserve du Fonds mondial pour le renforcement du système de santé et des soins de santé primaires, avec une contribution de 42,8 millions de dollars de la BID, un cofinancement de 16,9 millions de dollars du Fonds mondial et 3,7 millions de dollars du Gouvernement du Togo.

ENCADRÉ 10 | TIRER PARTI DES STI POUR COMBLER L'ÉCART DE GENRE GRÂCE À LA TÉLÉMEDECINE

Au Pakistan, nombre de femmes enceintes et d'enfants vivant dans des régions reculées ne bénéficient pas des soins médicaux nécessaires, faute d'accès à des praticiennes. De plus, pour diverses raisons, seules 20 % des femmes ayant reçu une formation médicale poursuivent une carrière dans ce domaine. Soutenu par la BID dans le cadre de son Programme pour la science, la technologie et l'innovation, Educast – un prestataire de télémedecine – s'attaque à ce problème en aidant les femmes médecins qui n'exercent pas à poursuivre leur carrière tout en s'acquittant de leurs responsabilités familiales.

La plateforme de télémedecine met en relation des médecins pratiquants en ligne avec des femmes agents de santé par le biais de vidéoconférences et d'autres mécanismes de communication électronique. Le projet a contribué à la formation et à la certification de 450 médecins en ligne, permettant ainsi d'offrir des consultations à plus de 175 000 patients atteints par le coronavirus durant la pandémie. En outre, ces médecins en ligne offrent une assistance téléphonique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 aux femmes vivant dans des zones fragiles.

Un médecin en ligne, Dr Saima SHAMIM AHMED, a déclaré : « J'ai toujours prié Allah de m'aider à exercer ma profession d'une manière ou d'une autre. En 2019, mes prières ont été exaucées. J'ai entendu parler des médecins en ligne par l'intermédiaire d'un groupe WhatsApp. Mon mari et mes enfants me soutiennent énormément et s'en réjouissent. Je suis très fière de faire partie du projet Educast pour servir mon pays. »

Educast s'est associé à l'Université des sciences de la santé de Dow au Pakistan pour orienter les médecins

ENCADRÉ 9 | NOUVEL ACCORD-CADRE STRATÉGIQUE ENTRE LA BID ET L'OMS

Lors de l'évènement Scoring for the Goals, tenu en marge de la Coupe du monde de football de 2022 à Doha (Qatar), les responsables de la BID et de l'OMS ont signé un accord-cadre stratégique historique qui établit une feuille de route pour promouvoir conjointement les objectifs de développement durable (ODD) liés à la santé, en particulier dans les pays à faible revenu et les pays fragiles.

S'appuyant sur le premier protocole d'accord entre la BID et l'OMS signé en 1978, l'accord-cadre vise à améliorer la responsabilisation et la gouvernance de la BID en matière de santé. Ce nouveau partenariat ouvre des perspectives à un modèle de financement durable visant des instruments pérennes qui répondent aux priorités sanitaires nationales.



LE PROJET A CONTRIBUÉ À LA FORMATION ET À LA CERTIFICATION DE 450 MÉDECINS EN LIGNE, PERMETTANT AINSI D'OFFRIR DES CONSULTATIONS À PLUS DE 175 000 PATIENTS ATTEINTS PAR LE CORONAVIRUS DURANT LA PANDÉMIE.

et s'assurer qu'ils sont prêts à fournir une assistance médicale immédiate. Récemment, Educast a également conclu un partenariat avec la Commission médicale du Pakistan, l'Université de Stanford et la société britannique Medical City pour lancer un programme de certification en télémedecine. La plateforme de santé numérique et le réseau de médecins en ligne peuvent être développés pour élargir les services de conseil et de traitement en matière de santé maternelle, infantile et mentale à plusieurs provinces d'autres pays membres, notamment l'Afghanistan, Oman, la Palestine, la Syrie et le Yémen.



3.1.2 | DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

ÉNERGIE

L'énergie est l'un des principaux secteurs de développement de la BID qu'elle continue de financer. En 2022, ses interventions étaient fondées sur les quatre principaux piliers de sa politique dans le secteur : augmenter le taux d'accès dans les pays membres ; augmenter la part des énergies renouvelables dans le bouclier énergétique des pays membres ; contribuer aux programmes d'efficacité énergétique ; et contribuer au partage des connaissances entre les pays membres.

Au cours de l'année, la BID a approuvé quelque 354 millions de dollars pour le projet d'accès à l'énergie en Guinée (90 millions), la deuxième phase du projet d'expansion du réseau de distribution d'électricité de Conakry (26 millions), le projet de pétrole brut de l'Afrique de l'Est en Ouganda (100 millions), l'amélioration des moyens de subsistance des populations dans le secteur de la pêche grâce à l'énergie durable (9 millions), le projet de centrale électrique de Sukhandarya en Ouzbékistan (104 millions), et le projet hydroélectrique de 800 MW dans la province de Mohmand au Pakistan (25 millions).

Les projets sont alignés sur les stratégies sectorielles de chaque pays, les priorités sectorielles de la BID et les cibles des ODD.

TRANSPORTS

En 2022, le financement approuvé pour le renforcement de l'accès universel abordable, la connectivité régionale et l'efficacité des systèmes de transport ainsi que la promotion du développement des transports verts, s'élevait à 1,3 milliard de dollars. Les interventions approuvées prévoient la construction d'infrastructures de transport durables, fiables et rentables pour aider à accélérer les activités socioéconomiques, la croissance et la réduction de la pauvreté dans les pays membres.

Les approbations portent sur 9 projets routiers en Côte d'Ivoire, en Guinée, Guinée-Bissau, Ouganda, Ouzbékistan, Guyana, au Kirghizistan et Sénégal (1,2 milliard de dollars), 5 projets routiers en Afrique (40,29 millions de dollars), 3 projets routiers en Asie centrale (156,7 millions de dollars), 1 projet routier en Amérique du Sud (200 millions de dollars), et 1 projet de port de pêche en Indonésie (100 millions de dollars) visant à améliorer l'accès, la sécurité, l'efficacité et la fiabilité tout au long de l'année.

Une meilleure connectivité régionale et sous-régionale facilitera l'accès aux services sociaux, marchés, exploitations agricoles, zones économiques et pôles de commerce. Ces projets vont permettre de promouvoir de nouvelles activités, l'emploi, les échanges, le tourisme et la collaboration, et par conséquent l'interaction économique, sociale et culturelle entre les communautés et avec les pays voisins. Ils permettront également de servir des millions de personnes, renforcer la capacité et la facilité d'entretien des infrastructures de transport, augmenter le trafic journalier moyen, réduire la durée des trajets, le nombre d'accidents de la route et les décès, réaliser des économies sur les coûts d'exploitation des véhicules, augmenter les perspectives d'emploi pour

les femmes et les jeunes, et réaliser un impact positif sur l'environnement et le climat.

Le projet de modernisation des routes nationales en Ouganda (295 millions de dollars) et le projet de réhabilitation de l'autoroute Linden-Soesdyke au Guyana (200 millions de dollars) aideront ces pays membres à répondre aux exigences actuelles et futures en matière de transport, servir plus de 2,5 millions de personnes, réduire la durée des trajets jusqu'à 50 %, économiser plus de 825 millions de dollars en coûts d'exploitation des véhicules, et contribuer à la réalisation d'un certain nombre d'objectifs de développement durable, notamment l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 2 (Faim zéro), l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique) et l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructures).

EAU, ASSAINISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

La BID entend contribuer à une urbanisation inclusive et durable et à la fourniture de services d'eau et d'assainissement gérés en toute sécurité. En 2022, 17 millions de dollars ont été approuvés pour un projet de développement urbain et 14,9 millions pour des projets d'eau et d'assainissement. Une subvention de 7,8 millions de dollars a aussi été obtenue dans le cadre de la mobilisation de ressources.

La BID a approuvé un financement de 15 millions de dollars pour le projet de rénovation des bidonvilles et de développement urbain intégré à Djaga Bouldhouq à Djibouti. Ce projet vise à améliorer les conditions de vie de 8 000 personnes vivant dans la pauvreté urbaine, en fournissant des infrastructures et des services urbains de base. Il s'inscrit dans le cadre du programme national « Zéro bidonville » et de la stratégie de logement destinée à renforcer le développement humain et l'autonomisation économique grâce à un meilleur accès aux services.

Une subvention d'assistance technique de 2 millions de dollars a été approuvée pour le recensement des interventions de développement urbain prioritaires afin de promouvoir l'investissement et les applications intelligentes dans la ville de Dahab, en Égypte. L'objectif spécifique est d'améliorer les capacités et les dispositifs des principaux acteurs, notamment le gouvernement local, pour répertorier des projets de développement réalisables et à fort impact.

Le projet d'approvisionnement en eau de Kiffa en Mauritanie s'inscrit dans la continuité d'un long engagement de plus de 25 ans dans le secteur de l'eau. Au cours de cette période, la BID est intervenue dans diverses régions et en particulier la capitale. Approuvé en 2022, le projet en question vise à améliorer l'accès à de meilleurs services hydrauliques dans des zones rurales et bourgades sélectionnées. La population bénéficiaire devrait atteindre 550 000 personnes d'ici 2035. Le projet permettra aussi de créer plus de 3 000 emplois et

UNE MEILLEURE CONNECTIVITÉ RÉGIONALE ET SOUS-RÉGIONALE FACILITERA L'ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX, MARCHÉS, EXPLOITATIONS AGRICOLES, ZONES ÉCONOMIQUES ET PÔLES DE COMMERCE.

LE PARTENARIAT : UN IMPÉRATIF FACE AUX CRISES

contribuera ainsi à l'amélioration des conditions de vie dans sa zone d'implantation. À l'instar des précédentes interventions de la BID en Mauritanie, ce projet phare dont le coût total est estimé à 317 millions de dollars sera financé par la BID et d'autres partenaires du Groupe de coordination arabe. Le montant approuvé par la BID est de 40 millions de dollars.

Une enveloppe de 14,9 millions de dollars a été approuvée pour un projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans quatre préfectures au Togo. Le projet vise à améliorer l'accès à un approvisionnement en eau sûr et durable ainsi qu'aux services d'assainissement et d'hygiène, et à promouvoir des pratiques d'hygiène positives chez au moins 49 000 personnes vivant dans les quatre zones urbaines et périurbaines à l'horizon 2027. Il est aligné sur la Stratégie nationale de développement humain global et de réduction de la pauvreté, ainsi que sur les politiques et stratégies opérationnelles de la BID pour les secteurs de l'eau et de l'urbanisme.

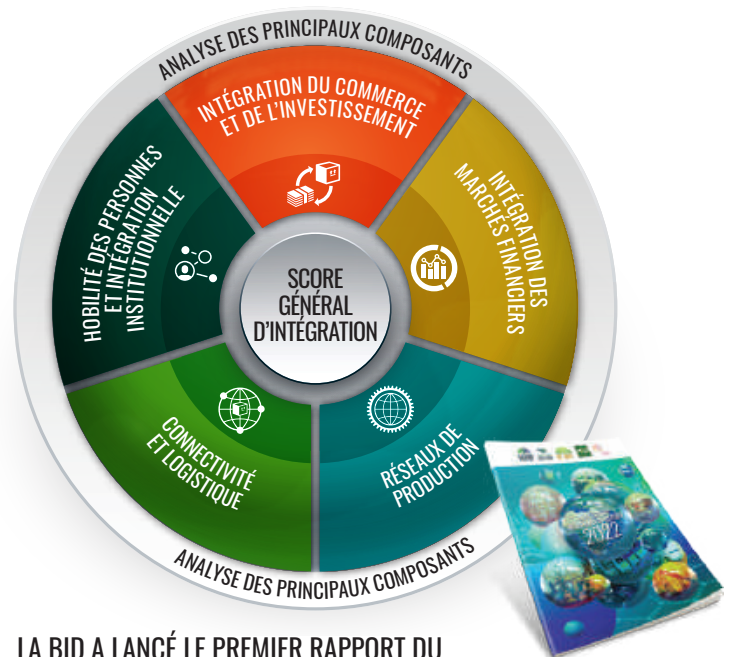
L'initiative de financement des femmes entrepreneuses (We-Fi) a bénéficié d'une subvention de la BID de 6,1 millions de dollars pour mettre en œuvre le projet Femmes dans les entreprises d'assainissement (WISE) au Bangladesh. Le projet a été élaboré par le Département du Développement urbain et le centre régional de Dhaka en collaboration avec le Département de l'Ingénierie de la Santé publique du Bangladesh. Son objectif est de promouvoir le développement de l'entreprenariat féminin dans la chaîne de valeur de l'assainissement en complétant et en apportant une valeur ajoutée à trois projets en cours financés par la BID.

Par l'intermédiaire du Fonds Lives & Livelihoods (LLF) de la BID, la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF) a approuvé une subvention de 1,7 million de dollars au titre de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) afin de faire avancer les initiatives d'assainissement inclusif à l'échelle des villes (CWIS) dans les pays membres de la BID. La subvention sera mobilisée pour l'assainissement urbain inclusif ainsi que la conception et la mise en œuvre de projets connexes bancables et de haute qualité.

3.1.3 | INTÉGRATION RÉGIONALE

Pour relever les nouveaux défis auxquels font face les pays membres de la BID dans un contexte d'incertitudes mondiales en 2022, la BID a continué de promouvoir l'intégration régionale en tant que mécanisme propre à stimuler le commerce et les investissements, promouvoir la croissance, et améliorer les moyens de subsistance en partant des principes de solidarité et de partage des avantages.

La BID adopte une approche à plusieurs niveaux, impliquant aussi bien le financement des projets que la production de connaissances, afin d'améliorer l'efficacité des interventions liées à l'intégration régionale dans le cadre de sa politique de coopération et d'intégration régionales et de sa stratégie en la matière. Elle met l'accent sur la connectivité régionale, notamment par le développement de corridors économiques régionaux, l'intégration dans le commerce mondial, le commerce régional et transfrontalier, et des investissements transfrontaliers entre ses pays membres.



LA BID A LANCÉ LE PREMIER RAPPORT DU GROUPE DE LA BID SUR L'INTÉGRATION, QUI ANALYSE LA SITUATION ET L'ÉVOLUTION DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ENTRE SES PAYS MEMBRES.

En septembre 2022, la BID a lancé l'Observatoire international des infrastructures de transport (OIIT). Conçu par la BID et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), l'observatoire a été mis en place en collaboration avec l'Organisation de coopération économique (OCE), la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO), et le Centre d'Etudes sur les Transports pour la Méditerranée occidentale (CETMO). L'OIIT utilise une technologie avancée de système d'information géographique pour la cartographie des réseaux d'infrastructure régionaux. C'est un outil pratique qui permet d'identifier les liens de connectivité manquants pour planifier les transports régionaux à partir de données. En utilisant l'OIIT, les organisations peuvent mieux coordonner les projets transfrontaliers, qu'il s'agisse de routes, de chemins de fer, de voies navigables ou d'aéroports. Les utilisateurs du secteur public peuvent proposer de nouveaux projets, mettre à jour les réseaux de transport existants et demander un financement. Pour leur part, les institutions financières peuvent se servir de l'OIIT pour évaluer la faisabilité des projets à l'aide d'outils de système d'information géographique interactifs et de données fiables.

Lors de la 38e session du COMCEC tenue le 28 novembre 2022 à Istanbul, la BID a lancé le premier rapport du Groupe de la BID sur l'intégration, qui analyse la situation et l'évolution de l'intégration économique entre ses pays membres. Le rapport est fondé sur les résultats obtenus grâce à l'indice d'intégration de la BID et a été entièrement établi à l'interne. L'indice est un composé de 21 indicateurs regroupés sous 5 dimensions, à savoir (i) le commerce et l'investissement, (ii) les marchés financiers, (iii) les réseaux de production, (iv) la connectivité et la logistique, et (v) le mouvement des personnes et l'intégration institutionnelle.



3.2 | ATTÉNUATION DE LA FRAGILITÉ ET RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE

3.2.1 | FRAGILITÉ ET RÉSILIENCE

En 2022, la BID a poursuivi la mise en œuvre de sa politique en matière de fragilité et de résilience, qui met l'accent sur l'investissement dans la prévention, le passage de l'aide au développement, et l'appui au redressement et à la résilience des pays membres touchés par des catastrophes naturelles ou d'origine humaine.

En avril 2022, la BID a approuvé le Programme d'acquisition de compétences, de formation et d'éducation (STEP) visant à réduire la pauvreté en améliorant l'accès à l'éducation physique et intelligente et aux compétences, et en développant l'esprit d'entreprise chez les jeunes réfugiés dans 15 pays membres qui accueillent plus d'un million de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Plus de 600 000 jeunes réfugiés bénéficient du Programme STEP, ainsi que des déplacés internes et communautés d'accueil. Le programme regroupe également des partenaires stratégiques, notamment le FSID, des agences des Nations unies, des fondations et des organisations de la société civile dont Spark, *Abdallah Al-Nouri Charity Society* et l'Organisation caritative islamique internationale (IICO) du Koweït. Ensemble, ils ont mobilisé une subvention de 100 millions de dollars pour aider les communautés les plus vulnérables. Les premiers projets de STEP pour la Jordanie et le Liban ont été officiellement lancés par la BID, *Spark et Abdelaziz Al-Ghurair Education Trusts*.

Par ailleurs, la BID a finalisé les évaluations de la fragilité et de la résilience pour le Bangladesh, la Guinée, le Liban et le Niger, qui permettront de relever les risques et d'orienter les stratégies de développement et les interventions pour s'attaquer aux sources potentielles ainsi qu'aux facteurs de fragilité, et d'établir les possibilités de renforcer les institutions et de développer la résilience. La BID a poursuivi les stratégies de partenariat avec les pays membres, notamment pour le Bangladesh, le Niger, le Turkménistan et le Sénégal, en sus de la mise en œuvre de plus de 17 projets dans des pays membres en situation de fragilité et de conflit.

En juin 2022, la BID a publié la deuxième édition de son rapport sur la résilience, lequel évalue le lien étroit entre la résilience et l'état de préparation intersectorielle aux chocs futurs dans les domaines de la santé, l'économie et par rapport aux moyens de subsistance, à l'environnement, la sécurité humaine et aux déplacements forcés. Le rapport donne des orientations politiques et fait des recommandations pour le rétablissement et la préparation, et propose des interventions pour prévenir les crises futures. Il s'appuie sur neuf études de cas spécifiques, notamment la Côte d'Ivoire, l'Irak, le Kazakhstan, la Mauritanie, le Mozambique, le Pakistan, le Tadjikistan, le Togo et le Yémen.

Au cours de l'exercice sous revue, la BID a également aidé les pays membres à faire face aux répercussions négatives des catastrophes naturelles provoquées par les chocs climatiques.

Elle a approuvé plusieurs subventions pour des interventions d'urgence en Afghanistan, au Pakistan, au Soudan et au Tchad, qui sont tous touchés par des inondations et des sécheresses récurrentes. Quelque 1,2 million de personnes devraient bénéficier de ces interventions.

3.2.2 | AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE

En 2022, le programme phare de la BID et du FSID intitulé Renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables (SERVE) a continué à contribuer à l'atténuation des effets de la pandémie à coronavirus dans les pays membres, avec des projets approuvés pour un montant total de 121,40 millions de dollars sur trois ans. Les nouvelles approbations pour l'adoption de l'approche d'autonomisation économique en Ouganda et au Tchad ont porté le nombre total à 7, en sus de celles déjà faites pour Djibouti, la Jordanie, l'Ouzbékistan et la Palestine, ainsi que quatre pays de la catégorie des pays membres les moins avancés (PMMA). Le programme MARKETS (Préparation à l'accès au marché dans les secteurs économiques clés du commerce) pour le Yémen a été approuvé en 2022, en faisant fond sur l'autre pilier de facilitation de l'accès au marché. Cette initiative témoigne de la détermination renouvelée de la BID à intégrer son approche d'autonomisation économique dans le secteur agroalimentaire au sein des PMMA.

Depuis 2020, 566 millions de dollars ont été mobilisés auprès de partenaires tant publics que privés pour les programmes et les fonds. Ces fonds d'investissement d'impact ont suscité un regain d'intérêt du secteur privé. Les ressources additionnelles du Mécanisme de garantie rendront plus attrayante encore l'offre de financement de la BID pour ses pays membres.

Les produits de connaissance internes tels que le Référentiel de conception de l'autonomisation économique, le Référentiel de suivi et d'évaluation et le Référentiel d'application des produits financiers islamiques constituent les mécanismes de plaidoyer internes utilisés pour promouvoir l'approche d'autonomisation économique dans les pays membres. À cet égard, les séances de formation interne organisées dans les centres régionaux du Caire, de Kampala et de Rabat s'inscrivent dans le prolongement de celles tenues à Abuja et à Dakar en 2021.

En 2022, la BID a plaidé en faveur de l'approche d'autonomisation économique auprès du Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPFI) sous la présidence indonésienne du G20. En tant que partenaire affilié du GPFI, elle a joué un rôle important dans l'examen par les pairs des rapports des partenaires sur les MPME et, pour la première fois, codirigé la deuxième prestation, à savoir l'élaboration d'une base de données sur les produits et services numériques et financiers. Quatre études de cas de la BID ont été intégrées dans cette base de données. Par ailleurs, la BID a participé au séminaire international du GPFI sur la transformation numérique pour l'inclusion financière des femmes, des jeunes et des MPME, lequel séminaire a été marqué par des débats d'experts, et ce en marge de la Conférence annuelle du G20 sur la finance islamique.

3.3 | PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

3.3.1 | MOBILISATION DE RESSOURCES

L'objectif de développement du Programme d'acquisition de compétences, de formation et d'éducation (STEP) est de réduire la pauvreté dans 15 pays membres en accompagnant les jeunes réfugiés, les personnes déplacées dans leur propre pays et les communautés d'accueil vulnérables. Le programme STEP continuera d'améliorer l'accès à l'éducation et surtout à l'éducation intelligente, de renforcer les compétences, et de fournir des incubateurs de l'entrepreneuriat, mais aussi de créer des emplois verts pour les bénéficiaires. À l'horizon 2027, 650 000 enfants et jeunes réfugiés, personnes déplacées et communautés d'accueil devraient en bénéficier. Il contribuera aussi à la réalisation des cibles des ODD 1, 4, 5, 8, 16 et 17. Le programme découle de la stratégie approuvée et du plan d'action quinquennal visant à réduire la pauvreté, améliorer les moyens de subsistance, et fournir un meilleur accès au développement des compétences et aux débouchés économiques et sociaux, en venant en aide aux réfugiés, déplacés internes et communautés d'accueil dans les pays membres.

Le coût total du programme est estimé à 100 millions de dollars, la BID et le FSID y participant à hauteur de 6 millions. Le montant restant devrait provenir des principaux partenaires au développement, des fondations, des philanthropes et du secteur privé. À la date du présent rapport, le programme a mobilisé plus de 45 millions de dollars auprès d'Abdelaziz Al Ghurair Education Trusts par l'intermédiaire du Fonds mondial islamique philanthropique pour l'enfance, de Spark, d'Abdallah Al-Nouri Charity Society et de l'Organisation caritative islamique internationale (IICO) du Koweït.

De surcroît, les partenaires financiers ont contribué pour un montant total de 2,29 milliards de dollars à des projets financés par la BID d'un montant total de plus de 3,6 milliards de dollars répartis entre 19 pays membres d'Afrique et d'Asie, principalement dans le secteur des infrastructures, où les financements de la BID se chiffrent à 1,14 milliard de dollars.

3.3.2 | CADRE DE FINANCEMENT DURABLE

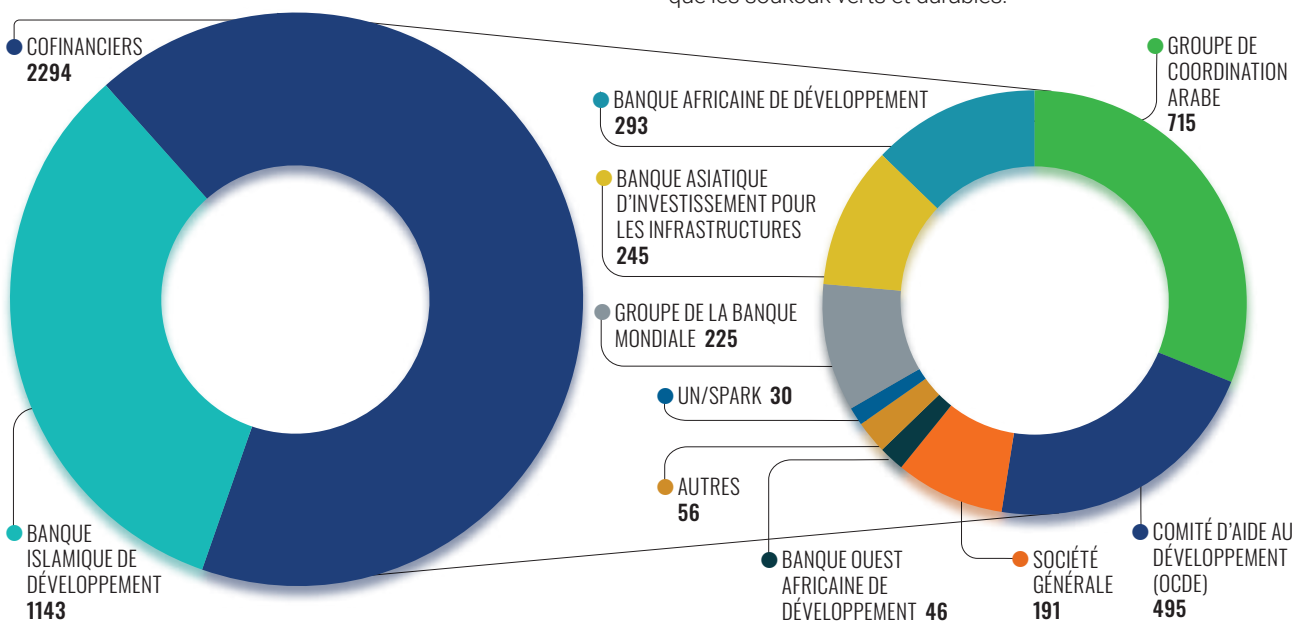
Le Cadre de financement durable de la BID lui permet d'émettre des soukous verts et durables pour mobiliser des ressources sur les marchés financiers internationaux et ainsi financer ou refinancer des projets verts, sociaux et axés sur la durabilité et la résilience.

Le Cadre de financement durable a été créé conformément aux normes reconnues mondialement, établies par l'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA). Il a également été examiné par CICERO (Norvège) qui lui a attribué la couleur verte moyen. Cette note est conforme à celle des banques multilatérales de développement paires telles que la SFI et la BAD. Parallèlement, la BID s'est vu attribuer une excellente note de risque en termes de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (faible) par une autre agence de notation externe, qui a évalué ses politiques environnementales, sociales et de gouvernance.

À la date du présent rapport et au titre du Cadre de financement durable, la BID a été la première à lancer des soukous verts et durables pour mobiliser plus de 5 milliards de dollars pour des projets de développement social respectueux du climat, en particulier dans le secteur de la santé.

La BID travaille actuellement à l'actualisation de son Cadre de financement durable afin de s'aligner sur la dernière édition des normes publiées par l'ICMA. Cet exercice s'achèvera au 1^{er} trimestre de 2023 et permettra de renforcer les atouts de la BID, en réaffirmant son engagement à intégrer le financement des ODD et à attirer de nouveaux investisseurs du monde entier vers des instruments innovants du marché des capitaux, tels que les soukous verts et durables.

FIGURE 3.1 | COFINANCEMENT EN 2022 (EN MILLIONS USD)





ENCADRÉ 11 | LA BID ET LE FMI SIGNENT UN ACCORD DE RENFORCEMENT DE LEUR PARTENARIAT

En octobre 2022, les responsables de la BID et du FMI ont signé un protocole d'accord en vertu duquel les deux institutions se sont engagées à renforcer leur coopération afin de répondre plus efficacement, ensemble, aux besoins de leurs pays membres communs. Ce premier protocole d'accord de coopération institutionnelle entre les deux organisations vise notamment à renforcer leur collaboration dans les domaines de la fragilité, du climat et de la transition écologique, de la finance islamique, de la fintech et de la monnaie numérique, ainsi que de la soutenabilité de la dette. En outre, la BID et le FMI ont convenu d'intensifier leur coopération en matière de stabilité macroéconomique et financière au moyen de travaux d'analyse et d'activités de renforcement des capacités dans les pays membres communs, afin de favoriser à terme le développement économique et de promouvoir une croissance économique globale et inclusive, en sus de la création d'emplois.

3.4 | ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT SPÉCIALES

3.4.1 | AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES

En 2022, la BID a maintenu sa priorité sur l'intégration des besoins des femmes et des jeunes dans ses programmes et projets. Ses opérations de financement public vont bénéficier aux femmes et aux jeunes dans des domaines tels que le financement des entreprises, la protection sociale, la santé, la formation et le perfectionnement professionnel.

La Division de l'Autonomisation des Femmes et des Jeunes a intégré les questions y relatives dans les stratégies de partenariat avec les pays membres (SPPM) de la BID, en mettant au point des programmes ciblés de renforcement des compétences à l'intention des femmes et des jeunes et en créant des emplois décents assortis de systèmes de protection sociale renforcés. Une attention particulière a été portée à la promotion et au soutien de l'entreprenariat et des entreprises des femmes et des jeunes, notamment au lendemain de la pandémie, en améliorant l'accès aux ressources productives, techniques et financières, ainsi qu'aux services de base essentiels et aux infrastructures vertes, résilientes et durables.

La division a également piloté la mise au point d'opérations de subvention au profit des femmes et des jeunes, pour un montant de 629 000 dollars.

INITIATIVE DE FINANCEMENT EN FAVEUR DES FEMMES ENTREPRENEUSES

Au cours de l'exercice sous revue, la BID a approuvé deux financements supplémentaires en faveur de l'Initiative pour le financement des femmes entrepreneuses (We-Fi). La première, d'un montant de 5,5 millions de dollars pour la mise en œuvre de la deuxième phase de *BRAVE Women 2.0*, s'appuiera sur les réalisations de la première phase du programme et se concentrera sur l'augmentation des revenus des PME détenues par des femmes (WSME) au Yémen. Pour ce faire, il s'agira d'améliorer les pratiques commerciales et les compétences en gestion grâce à la formation, d'optimiser l'accès de ces PME aux financements mixtes en collaborant avec des institutions financières dans le cadre d'un système de subventions de contreparties et de garanties de crédit, et d'aider un plus grand nombre de PME détenues par des femmes à pénétrer et à prospérer sur de nouveaux marchés grâce à des solutions de commerce en ligne.

La deuxième subvention de 6,1 millions de dollars a été obtenue pour appuyer le Projet des femmes dans les entreprises d'assainissement qui vise à accompagner les femmes entrepreneuses activement engagées dans des entreprises d'assainissement de 15 municipalités du Bangladesh. Cette subvention servira à augmenter le financement et l'investissement dans les PME dirigées par les femmes au moyen de lignes de financement, les aider à intégrer la finance numérique dans leurs activités, renforcer leurs capacités de leadership, et améliorer l'accès aux marchés et aux réseaux afin de renforcer leur participation à la chaîne de valeur du secteur de l'assainissement. Dans l'optique de créer un environnement porteur, le projet abordera également les réformes politiques liées à la déréglementation des entreprises et à la collecte de données, et renforcera les capacités institutionnelles dans les secteurs public et privé.

Le Groupe de la BID a coorganisé avec la Banque européenne d'investissement le Sommet mondial sur le genre 2022 du Groupe de travail sur le genre des banques multilatérales de développement. Cet événement avait pour thème Mieux reconstruire : Promouvoir l'égalité des sexes pour un avenir plus résilient. Le sommet de trois jours s'est polarisé sur l'emploi et l'économie des soins, les changements climatiques et la numérisation.

EN 2022, LA BID A APPROUVÉ DEUX FINANCEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EN FAVEUR DE L'INITIATIVE POUR LE FINANCEMENT DES FEMMES ENTREPRENEUSE (WE-FI).

5,5
MILLIONS DE DOLLARS
POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DEUXIÈME PHASE DE *BRAVE WOMEN 2.0*.

6,1
MILLIONS DE DOLLARS
ONT ÉTÉ REÇUS POUR APPUYER LE PROJET *WOMEN IN SANITATION ENTERPRISES*



ENCADRÉ 12 | AIDE AUX FEMMES DÉFAVORISÉES AU BANGLADESH – L'HISTOIRE DE MORIAM

Une enquête menée en 2017 par *Centre for Mass Education & Science (CMES)* a révélé qu'au Bangladesh 15 % des ménages sont dirigés par des femmes et font face à de graves problèmes sociaux. Pour y remédier, la BID a approuvé une opération de subvention appelée Programme d'autonomisation des femmes par la formation aux compétences de subsistance et la sensibilisation aux droits humains ; Le programme se fonde en partie sur le fait de reconnaître que les femmes représentent environ 60 % des 4 millions de personnes travaillant dans les usines de confection du Bangladesh, mais que, faute de main-d'œuvre qualifiée, seulement 30 % de la capacité du secteur est actuellement exploitée.

Veuve bénéficiaire du projet et mère de deux enfants en bas âge, Moriam vit dans le district de Tangail. Son mari, qui travaillait dans le secteur de la construction, est décédé dans un accident tragique. La famille ne possédait aucune épargne et les dépenses en produits alimentaires et pour la scolarité constituaient un véritable fardeau. Après avoir participé activement au programme de formation sur la confection des vêtements de mode et la sensibilisation aux droits humains suivi d'un stage, Moriam a acheté une machine à coudre à l'aide d'un microcrédit et monté sa propre affaire. Elle reçoit désormais des commandes de robes de son entourage et d'autres tailleurs, ce qui lui permet de gagner quelque 5 000 takas (environ 60 dollars) par mois. Elle travaille aussi comme bénévole dans le groupe de soutien local qui entend mettre fin aux mariages précoces et aux violences fondées sur le genre, et aider

À CE JOUR, LE PROJET A PERMIS D'OFFRIR UNE FORMATION TECHNIQUE À **700** JEUNES FEMMES VULNÉRABLES.

AU TOTAL, **226** ONT REÇU UN DIPLOME, **64** SONT EMPLOYÉES ET **162** ONT CRÉÉ LEUR PROPRE ENTREPRISE.

J'étais dans le noir après la mort de mon mari . Le soutien de la BID nous a apporté le soleil, ma famille et moi ».

les femmes enceintes à bénéficier des services de santé maternelle. Elle joue à présent un rôle essentiel dans son quartier, intervenant comme un modèle et un agent de changement pour sa communauté.

« J'étais dans le noir après la mort de mon mari », dit Moriam. « Le soutien de la BID nous a apporté le soleil, ma famille et moi ».

À ce jour, le projet a permis d'offrir une formation technique à 700 jeunes femmes vulnérables. Au total, 226 ont reçu un diplôme, 64 sont employées et 162 ont créé leur propre entreprise.



3.4.2 | CHANGEMENTS CLIMATIQUES

En 2022 et dans le cadre de son engagement à intégrer les questions climatiques dans ses activités, la BID a poursuivi la mise en œuvre de son Plan d'action pour le climat (2020-2025) qui définit des modalités et procédures claires pour la lutte contre les changements climatiques dans les pays membres et la réalisation d'un objectif de financement climatique de 35 % d'ici à 2025. En effet, le financement de la BID en faveur du climat s'est élevé à 1,05 milliard de dollars, soit 33 % du volume global des investissements approuvés par la BID en 2022. Plus précisément, 65 % de ces financements ont été consacrés à des activités liées à l'adaptation au climat, et 35 % à des activités d'atténuation des effets des changements climatiques.

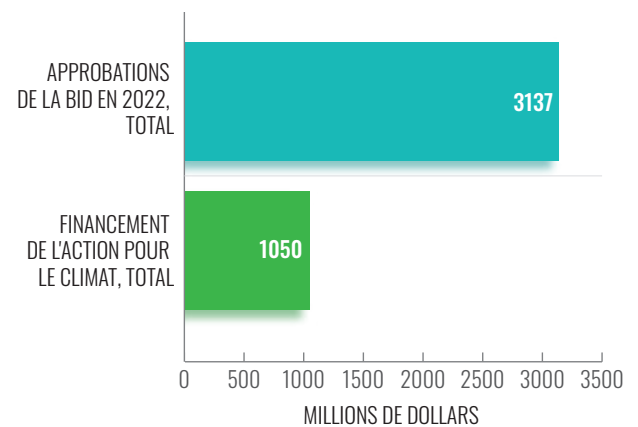
Lors de sa réunion annuelle tenue en juin 2022 à Charm el-Cheikh (Égypte), la BID a annoncé son objectif d'aligner intégralement ses opérations souveraines sur les objectifs de l'Accord de Paris d'ici à la fin de 2023. Cette démarche viendra encourager la libération des contributions déterminées au niveau national de ses pays membres, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies climatiques ambitieuses à long terme, ce pour permettre aux économies d'être résilientes aux changements climatiques tout en s'orientant vers un développement inclusif et à faible émission de carbone. À cet effet, la BID a lancé en 2022 son Plan d'action (2022-2023) pour l'opérationnalisation de l'alignement sur l'Accord de Paris et entamé une série d'ateliers sur ledit plan et l'intégration des questions climatiques à l'intention de son personnel dans tous les centres régionaux.

En 2022, le Groupe de la BID et les membres du Groupe de coordination arabe (GCA) participant à la COP27 se sont engagés à fournir un financement cumulé de 24 milliards de dollars d'ici 2030 pour faire face à la crise climatique mondiale. Dans ce cadre, elle a promis d'approuver un financement minimum de 13 milliards de dollars pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets entre 2023 et 2030.

En termes d'intégration des questions climatiques, la BID a incorporé des éléments liés aux changements climatiques et à la croissance verte dans toutes les SPPM élaborées en 2022, notamment celles du Bangladesh, de l'Indonésie, du Niger, de l'Ouzbékistan, du Sénégal et du Turkménistan. En outre, tous les projets et investissements dotés d'actifs physiques approuvés en 2022 ont été examinés au regard des risques climatiques physiques dans l'ensemble des régions et des secteurs, afin de tirer parti des opportunités et d'atténuer l'impact des changements climatiques.

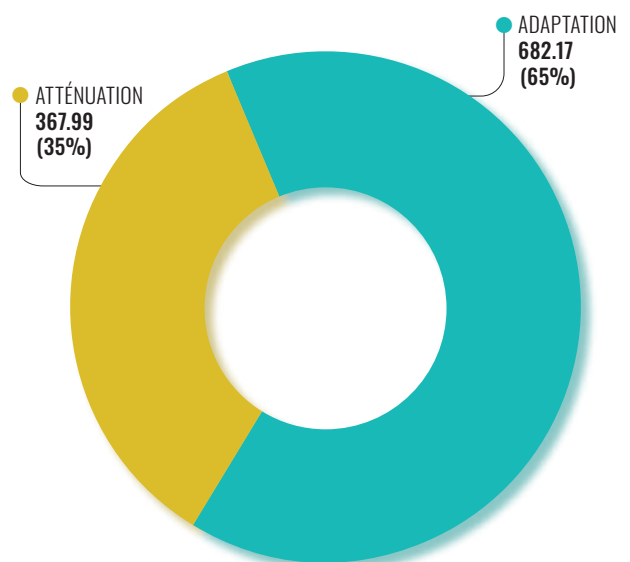
Au cours de cette année, la BID a pris une part active aux principaux événements internationaux et régionaux sur le climat aux côtés de ses pays membres et partenaires, notamment la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP27) à Charm el-Cheikh. Elle a aussi participé à plus de 35 événements parallèles et à de nombreux échanges avec des partenaires et des acteurs des pays membres. De même, la BID a été un partenaire régional de la Semaine du climat du Moyen-Orient et de l'Afrique du

FIGURE 3.2 | PART DU FINANCEMENT DE L'ACTION POUR LE CLIMAT PAR RAPPORT AU TOTAL DES APPROBATIONS DE LA BID EN 2022 (EN MILLIONS USD)



EN 2022, LE GROUPE DE LA BID ET LES MEMBRES DU GROUPE DE COORDINATION ARABE (GCA), PARTICIPANT À LA COP27 SE SONT ENGAGÉS À FOURNIR UN FINANCEMENT CUMULÉ DE **24 MILLIARDS DE DOLLARS** D'ICI 2030 POUR FAIRE FACE À LA CRISE CLIMATIQUE MONDIALE.

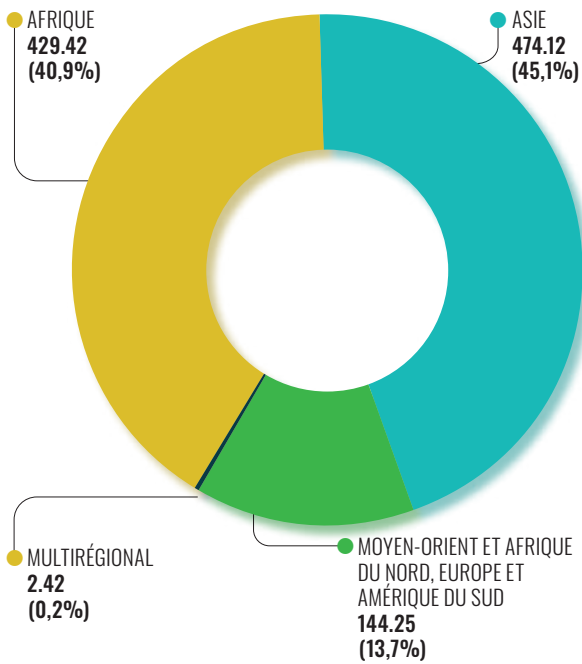
FIGURE 3.3 | TYPES DE FINANCEMENT DE L'ACTION POUR LE CLIMAT APPROUVÉS PAR LA BID EN 2022 (EN MILLIONS USD)



Nord (MENA) qui s'est tenue à Dubaï, aux Émirats arabes unis, et a organisé plusieurs séances techniques de haut niveau. Au chapitre de la production de connaissances, la BID a lancé plusieurs publications sur le climat ou liées au secteur ainsi que des documents de vulgarisation, organisé des ateliers et des séminaires en ligne, et fait des interventions à cet égard.

La BID poursuit son engagement et son soutien en faveur des pays membres par des subventions mobilisées auprès

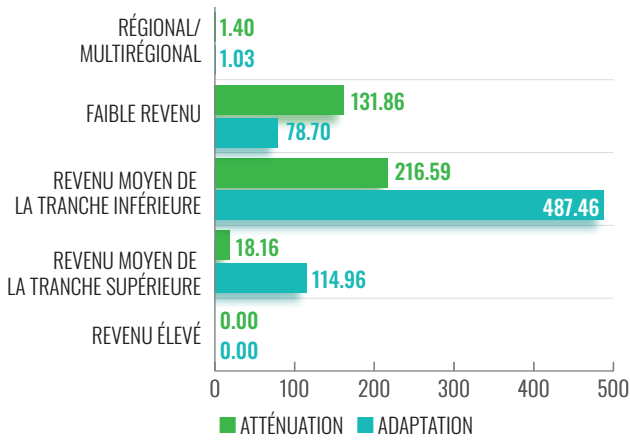
FIGURE 3.4 | RÉPARTITION RÉGIONALE DES FINANCEMENTS DE L'ACTION POUR LE CLIMAT APPROUVÉS PAR LA BID EN 2022 (EN MILLIONS USD)



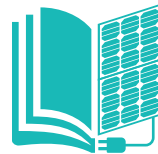
3.4.3 | COLLABORATION AVEC LES ONG ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

La BID finance des projets communautaires par le biais de subventions accordées à des ONG au Pakistan, au Tchad, au Yémen et en Somalie.

FIGURE 3.5 | RÉPARTITION DU FINANCEMENT DE L'ACTION POUR LE CLIMAT SELON LES GROUPES DE REVENU (EN MILLIONS USD)



PAKISTAN



RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS PAR L'AUTONOMISATION DES JEUNES ET L'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE POUR SOUTENIR LES SCIENCES, TECHNOLOGIE, INGÉNIEURIE ET MATHÉMATIQUES (STIM), LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL.

Un projet d'éducation particulièrement prometteur est celui du Renforcement de la résilience des communautés par l'autonomisation des jeunes et l'économie d'énergie pour soutenir les STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), la gestion des ressources naturelles et le développement rural, mené avec *Taaleem Foundation* au Pakistan. Avec un financement de 200 000 dollars de la BID, le projet vise à assurer la mobilisation sociale pour une gestion efficace des ressources locales et du patrimoine autochtone, et la préservation de la biodiversité, la modernisation de 10 écoles publiques pour en faire des télécentres et centres de développement des compétences pour inspirer les jeunes, l'éducation aux STIM et l'autonomisation des femmes afin renforcer les moyens de subsistance, l'installation d'unités d'énergie solaire dans 10 écoles et télécentres et 200 ménages, et le renforcement des capacités des femmes et des jeunes dans les communautés rurales grâce aux STIM, à la gestion des ressources naturelles et aux compétences génératrices de revenus. En 2022, les responsables du projet ont réalisé une enquête de référence par le biais de groupes de discussion et une enquête sur les ménages et des entretiens avec des informateurs clés, constitué des comités villageois pour l'économie d'énergie et sélectionné 10 écoles secondaires publiques dans l'Azad Jammu du Cachemire. En plus, 400 séances communautaires ont été organisées et ont permis de recenser les 200 ménages les plus nécessiteux qui recevront des unités d'énergie solaire domestique.

de fonds pour le climat spécialisés et d'autres mécanismes de lutte contre les changements climatiques, notamment le Fonds vert pour le climat et le Partenariat pour les contributions déterminées au niveau national. En 2022, elle a continué à forger de nouveaux partenariats et à collaborer avec des institutions nationales, bilatérales et multilatérales et de recherche, notamment dans le cadre de nombreuses initiatives et différents groupes de travail sur les changements climatiques pilotés par les banques multilatérales de développement, sur des sujets tels que l'alignement sur l'Accord de Paris, les groupes de travail sur l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de ses effets, et l'établissement de rapports sur le financement axé sur le climat.



YÉMEN



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ONG LOCALES AU YÉMEN

La BID a financé et réalisé un projet de renforcement des capacités des ONG locales au Yémen avec *Humanitarian Academy for Development*. Le projet a permis de renforcer les capacités des ONG locales à devenir plus efficaces dans la conception et la mise en œuvre de projets humanitaires, en veillant à ce que ceux-ci répondent à des normes élevées et donnent un bon rapport qualité-prix. Le projet a principalement soutenu les ONG locales qui assistent les groupes marginalisés et vulnérables afin de mieux répondre aux besoins humanitaires actuels et préparer les communautés à la transition d'après-guerre et aux premières phases de rétablissement. Les volets et les principaux résultats escomptés de l'intervention sont notamment l'évaluation des besoins en formation et une formation soutenue grâce à un système de mentorat et d'encadrement. Le budget total du projet, y compris le cofinancement, est de 523 744 dollars.

TCHAD



RÉDUCTION DE LA PRÉCARITÉ SOCIALE EN MILIEU RURAL PAR LA PROMOTION DE SYSTÈMES AGRICOLES INTÉGRÉS ASSOCIANT AGRICULTURE ET ÉLEVAGE.

Le projet de promotion de la chaîne de valeur pour la transformation et la conservation des produits agropastoraux a démarré en janvier 2022 avec un budget de 183 543 dollars et une période de mise en œuvre de deux ans. Le projet entend réduire la précarité sociale en milieu rural par la promotion de systèmes agricoles intégrés associant agriculture et élevage. Il s'agit de développer des exploitations agricoles et de les doter d'infrastructures permettant aux jeunes et aux femmes d'exercer des activités agricoles continues et indirectes. Cela passera par la valorisation des produits agropastoraux à tous les stades importants de la chaîne de valeur et par l'augmentation des possibilités d'emploi dans le secteur agropastoral. L'objectif est de rendre les bénéficiaires autonomes et de les impliquer à tous les niveaux de la chaîne de valeur, à savoir la production, la transformation, la distribution et la consommation, avec la possibilité de créer des emplois ou des activités indépendantes à chaque niveau. Le projet a jusque-là réussi à créer deux abattoirs et deux parcs de vaccination à Dibébé et Zarafa, à trouver et développer 8 sites de maraîchage, et à en clôturer 8 autres à Dibébé. Il est en bonne voie pour atteindre ses objectifs en 2023.

SOMALIE



RENFORCEMENT DE LA VIABILITÉ FINANCIÈRE DES SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES EN SOMALIE.

Le projet vise à renforcer la viabilité financière des soins de santé primaires en Somalie en introduisant le système de partage des coûts, qui est mis à l'essai dans le nord-ouest du pays. Il prévoit la création d'un environnement institutionnel propice à la mise en œuvre d'un système efficace de recouvrement des coûts (politique et stratégie de recouvrement des coûts) dans trois établissements de santé ruraux, le renforcement du système de santé en améliorant la gestion et la supervision publiques de la prestation de services, et le renforcement des capacités techniques des agents de santé de première ligne dans les établissements de santé pilotes, ainsi que des connaissances des responsables du ministère de la Santé en financement de la santé et système de partage des coûts. Le projet est mis en œuvre sur 12 mois et devrait être achevé à la fin de 2023. La contribution de la BID s'élève à 150 000 dollars, celle de *Somali International Patriotic Action* (SIPA) à 56 900 dollars et celle du ministère de la Santé à 20 000 dollars.



LA CONTRIBUTION DE LA BID AU PROJET S'ÉLÈVE À
150 000 DOLLARS,
 CELLE DE SOMALI INTERNATIONAL PATRIOTIC ACTION (SIPA) À
56 900 DOLLARS
 ET CELLE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ À
20 000 DOLLARS.

3.4.4 | PROGRAMME D'AIDE COMMUNAUTAIRE

Depuis sa création en 1981, le Programme d'aide communautaire a approuvé au total 1 854 projets pour un montant de 904 millions de dollars. Parmi ces projets, 1 081 étaient axés sur le développement, tandis que 773 relevaient de l'aide d'urgence. En termes de coût, les projets de développement se chiffrent à 282 millions de dollars et les projets d'aide d'urgence à 622 millions. Ces opérations ont été menées dans 84 pays et 8 sous-régions géographiques de pays non-membres. Les figures ci-dessous indiquent le nombre total de projets approuvés (aide d'urgence et développement) et les montants approuvés pour les deux secteurs.

Le programme a approuvé 7 projets en 2022 pour un montant total de 1,455 million de dollars. L'un de ces projets portait sur l'aide d'urgence et un montant de 200 000 dollars en soutien aux communautés victimes de la sécheresse en Éthiopie. Les 6 autres sont des projets de développement d'un montant total de 1,255 million de dollars visant à promouvoir le secteur de l'éducation dans cinq pays. Ce sont une subvention pour les infrastructures et l'équipement d'*Iqra Girls' Academy* à Lusaka en Zambie (0,2 million de dollars), l'agrandissement d'une école secondaire publique à Mostar en Bosnie-Herzégovine (0,185 million), l'agrandissement d'un centre de formation professionnelle en faveur de *Hamidiya Islamiya School Society* à Panwari, en Inde (0,2 million), l'agrandissement de l'école primaire *Markaz-E-Adab-O-Science* à Ranchi, en Inde (0,2 million), (v) la construction d'une école primaire au sein de l'Institut d'études islamiques et laïques (IISS), Vallée des Prêtres, à Port-Louis en Ile Maurice (0,25 million), et l'agrandissement de l'école maternelle et primaire *Rahma* à Dodoma City en Tanzanie (0,22 million).

Quelque 14 projets ont été réalisés cette année. Actuellement, 51 projets sont à différents stades de mise en œuvre sur plusieurs continents, dont 21 en Afrique, 11 en Europe, 14 en Asie et 5 en Amérique.

Le programme a également conclu un partenariat avec un philanthrope qui s'est engagé à fournir l'équivalent de près de 1,65 million de dollars pour le développement de communautés musulmanes minoritaires en Thaïlande et au Cambodge, notamment par la construction de centres de formation professionnelle et d'un complexe immobilier.

FIGURE 3.6 | NOMBRE DES PROJETS D'AIDE AUX COMMUNAUTÉS DEPUIS LE LANCEMENT

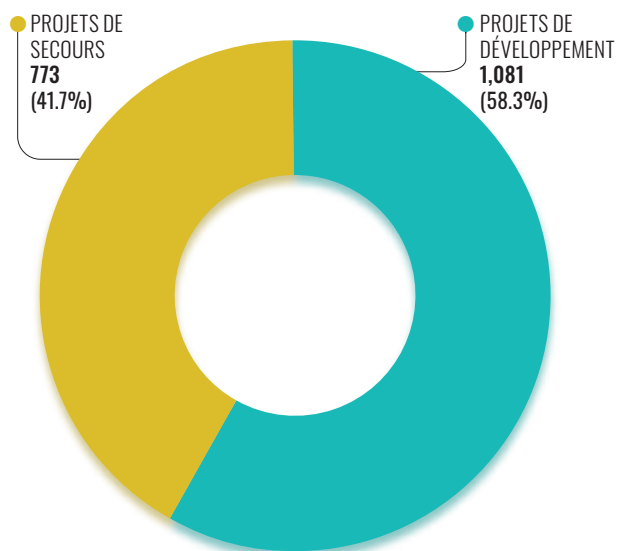
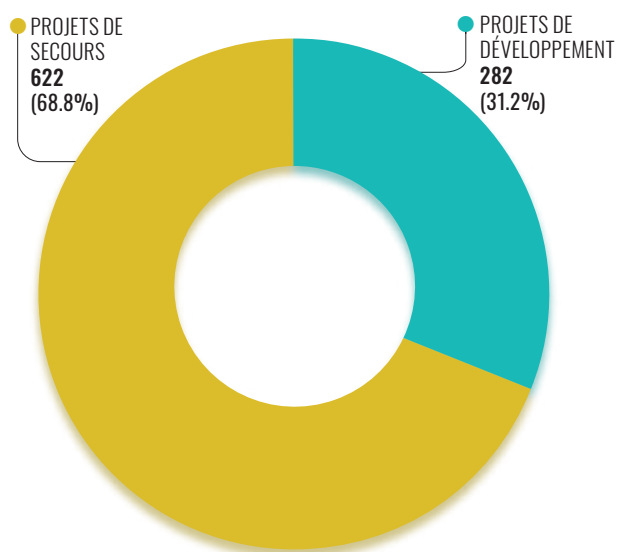
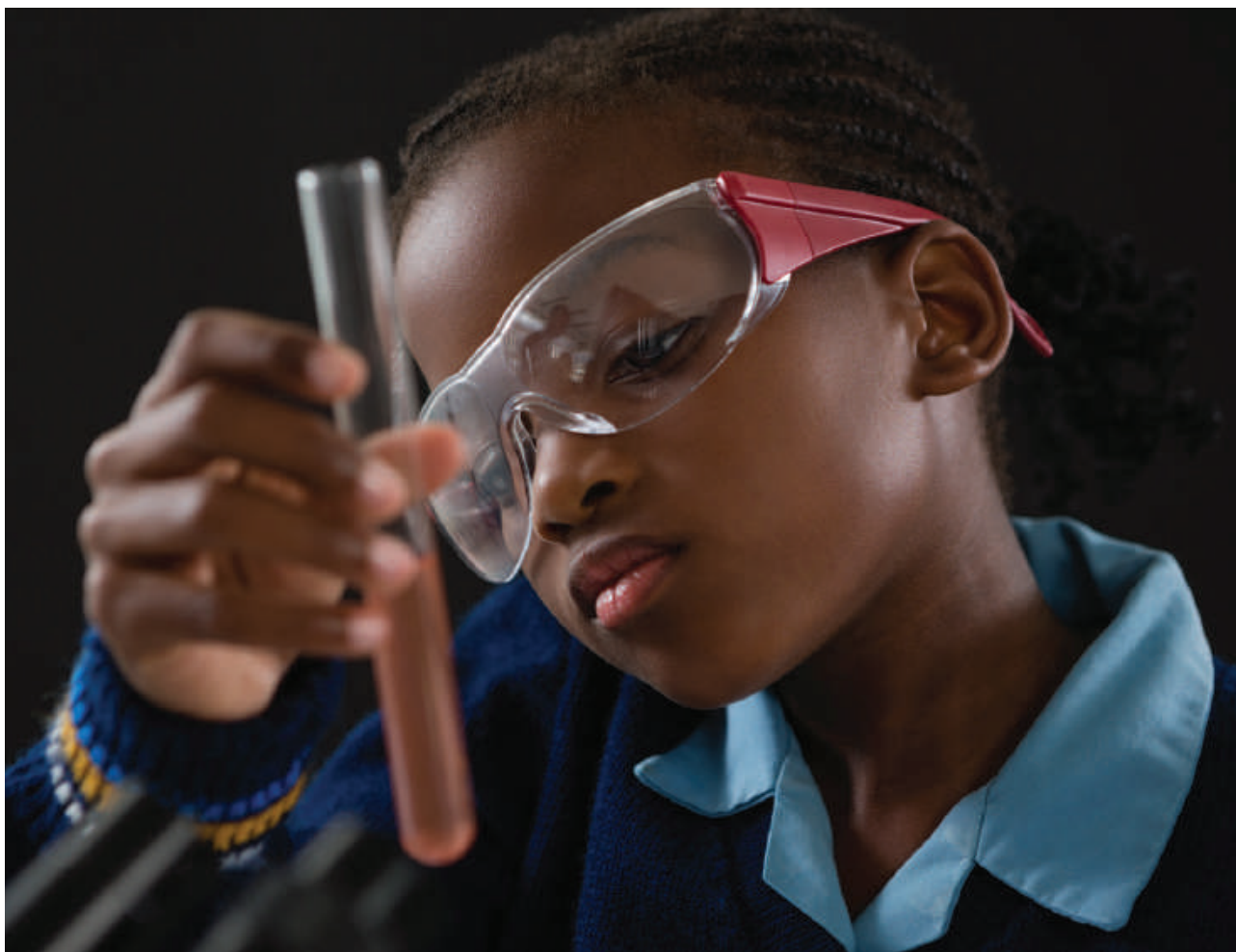


FIGURE 3.7 | MONTANTS DES PROJETS D'AIDE AUX COMMUNAUTÉS DEPUIS LE LANCEMENT (EN MILLIONS USD)



LE PROGRAMME D'AIDE COMMUNAUTAIRE A APPROUVÉ 7 PROJETS EN 2022 POUR UN MONTANT TOTAL DE **1,455 MILLION DE DOLLARS.**

QUELQUE **14 PROJETS** ONT ÉTÉ RÉALISÉS CETTE ANNÉE. ACTUELLEMENT, 51 PROJETS SONT À DIFFÉRENTS STADES DE MISE EN ŒUVRE SUR PLUSIEURS CONTINENTS, DONT 21 EN AFRIQUE, 11 EN EUROPE, 14 EN ASIE ET 5 EN AMÉRIQUE.



ENCADRÉ 13 | ÉQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES POUR IQRA GIRLS' ACADEMY À LUSAKA (ZAMBIE)

Ce projet vise à améliorer la qualité de l'apprentissage et les performances de cet établissement pour jeunes filles grâce à la mise à disposition d'infrastructures et d'équipements de laboratoire scientifique et technologique. Il participera à l'édification d'une école ultramoderne et à terme à ses résultats de développement, en particulier les débouchés offerts aux filles. Le projet permettra aussi d'améliorer l'accès des apprenants à l'enseignement des sciences et de la technologie en augmentant la capacité de l'école et de rendre leur apprentissage sûr et agréable en leur offrant un cadre pédagogique de qualité propice aux études. D'ici à la fin de 2025, le projet devrait avoir mis en place un laboratoire de sciences et technologies efficace, bien coordonné et adapté, ainsi qu'un laboratoire de technologies de l'information et de la communication, sous la gestion d'un personnel expérimenté. Quarante autres élèves par an auront accès à des installations de laboratoire TIC et ST améliorées, utiles et modernes dans l'école, ce qui contribuera à augmenter le nombre de filles ayant un niveau de compétence minimum en TIC et ST.

80
AUTRES ÉLÈVES (TOUTES DES FILLES) PAR AN AURONT ACCÈS À DES INSTALLATIONS DE LABORATOIRE TIC ET ST AMÉLIORÉES, UTILES ET MODERNES DANS L'ÉCOLE, CE QUI CONTRIBUERA À AUGMENTER LE NOMBRE DE FILLES AYANT UN NIVEAU DE COMPÉTENCE MINIMUM EN TIC ET ST.



3.4.5 | PROGRAMME DE BOURSES D'ÉTUDES

Le Programme de bourses d'études de la BID a été créé en 1983 pour promouvoir le développement du capital humain dans les pays membres et au sein de communautés musulmanes établies dans des pays non-membres. Il joue un rôle essentiel dans le développement des ressources humaines et la mobilité de la main-d'œuvre. Aussi facilite-t-il le renforcement des capacités en matière d'innovation, de connaissances et de technologies nécessaires pour être compétitif dans un monde en rapide évolution.

La BID propose quatre programmes de bourses d'études, en l'occurrence le Programme de bourses du premier cycle pour les communautés musulmanes établies dans des pays non-membres (SPMC), le Programme de bourses de mérite pour la technologie de pointe (MSP), le Programme de bourses de maîtrise en sciences et technologie pour les PMMA, et le Programme de bourses BID-FSID pour les PMMA.

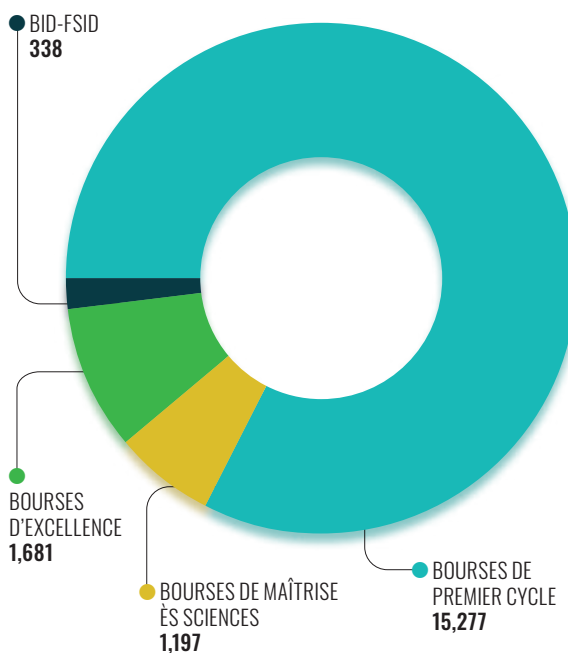
Au cours de ses 39 dernières années d'activité, la BID a accordé des bourses d'études à 18 493 étudiants de 122 pays (56 pays membres et 66 communautés musulmanes établies dans des pays non-membres). Parmi ces bourses, l'on compte 15 277 pour le SPMC, 1 197 pour la maîtrise ès sciences, 1 681 pour le MSP et 338 pour celles de la BID-FSID. La répartition entre hommes et femmes est respectivement de 70 et 30 %. Au mois de décembre 2022, les dépenses cumulées au titre de l'ensemble des programmes s'élevaient à 233,93 millions de dollars.

Sur l'ensemble des bénéficiaires, 13 716 sont diplômés d'une université de renom dans des domaines clés du développement. En termes de répartition régionale, 52 % sont des communautés musulmanes établies en Asie, 26 % des pays membres et 16 % des communautés musulmanes d'Afrique. Les 6 % restants sont des communautés musulmanes établies en Europe, Océanie et Amérique du Nord et du Sud. Il est encourageant et réconfortant de constater que le Programme de bourses d'étude mène à bien sa mission. En effet, la plupart des diplômés ont obtenu des emplois à des postes importants, progressent dans leur carrière, et ont apporté des contributions significatives au développement de leur pays.

Les bourses accordées au titre du programme d'études de premier cycle aux communautés musulmanes des pays non-membres sont des prêts aux étudiants et des subventions à la communauté musulmane concernée. Les deux sont remboursables aux fonds fiduciaires pour l'éducation de la BID, créés par la BID, une fois que le bénéficiaire a obtenu son diplôme et trouvé un emploi rémunéré. Les fonds pourront alors être réutilisés pour offrir des bourses à d'autres étudiants de la même communauté. En conséquence, les fonds fiduciaires de 16 pays ont, à ce jour, offert 2 181 bourses, ce qui porte à 20 674 le nombre total depuis le début.

Au 31 décembre 2022, 1 433 étudiants poursuivaient leurs études, tandis que 1 228 avaient fini et attendaient la remise de leur diplôme. En revanche, 988 boursiers ont échoué ou abandonné leurs études, tandis que 1 128 ne se sont pas inscrits ou ont décliné les offres de bourses.

FIGURE 3.8 | ALLOCATIONS AUX BOURSES D'ÉTUDES



AU COURS DES 39 DERNIÈRES ANNÉES, LA BID A ACCORDÉ DES BOURSES D'ÉTUDES À 18 493 ÉTUDIANTS DE 122 PAYS (56 PAYS MEMBRES ET 66 COMMUNAUTÉS MUSULMANES ÉTABLIES DANS DES PAYS NON MEMBRES)

52 % DU TOTAL DES DIPLÔMÉS SONT DES COMMUNAUTÉS MUSULMANES ÉTABLIES EN ASIE, 26 % DES PAYS MEMBRES ET 16 % DES COMMUNAUTÉS MUSULMANES D'AFRIQUE. LES 6 % RESTANTS SONT DES COMMUNAUTÉS MUSULMANES ÉTABLIES EN EUROPE, OCÉANIE ET AMÉRIQUE DU NORD ET DU SUD.

AU MOIS DE DÉCEMBRE 2022, LES DÉPENSES CUMULÉES AU TITRE DE L'ENSEMBLE DES PROGRAMMES S'ÉLEVAIENT À 233,93 MILLIONS DE DOLLARS.





3.4.6 | PROJET ADAHI

The government of the Kingdom of Saudi Arabia has entrusted Le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite a confié à la BID l'exécution de son projet relatif à l'utilisation de la viande sacrificielle (Projet Adahi).

Ce projet vise à faciliter l'achat et l'accomplissement des rituels de *hady*, *udhiya*, *fidya* et *sadaqa* par les pèlerins et les musulmans en général, et à distribuer la viande aux ayants droit dans l'ensemble du monde musulman.

Fonctionnant sans interruption depuis sa création il y a 40 ans, le projet a servi plus de 50 % des pèlerins pendant la saison du hadj de 1443, au cours de laquelle 447 776 ovins ont été sacrifiés. Toute la viande produite a été distribuée aux groupes cibles du Royaume d'Arabie saoudite et d'ailleurs. Le partenariat conclu entre le projet et plus de 300 associations caritatives accréditées par le ministère des Ressources humaines et du Développement social a facilité la distribution à l'intérieur du royaume. À l'extérieur, le projet a distribué de la viande dans plus de 27 pays, en coordination avec les ambassades saoudiennes.

Parallèlement, le projet gère le programme des *sadaqa* et *aqiqa* tout au long de l'année, en procédant à des abattages hebdomadaires en réponse aux demandes reçues par

l'intermédiaire du site Web et des points de vente autorisés. En 1443, 20 000 ovins ont été sacrifiés dans ce cadre et la viande a été distribuée aux groupes cibles tout au long de l'année.

GÉLATINE ET GÉLULES

La société *Saudi Gelatin and Capsules Company* a été créée pour utiliser les peaux et les abats qui nuisaient gravement à l'environnement et aux pèlerins sur les lieux saints, et pour implanter localement une industrie essentielle. La société produit de la gélatine alimentaire et des gélules de gélatine. La vente effective de gélatine a commencé au deuxième trimestre de 2021.

Toutes les lignes de production ont été testées et des échantillons de gélules produites envoyés à de nombreuses entreprises à l'intérieur et à l'extérieur du royaume. Pour la plupart des entreprises, les résultats des échantillons se sont avérés excellents en termes d'analyses de laboratoire et d'analyses microbiologiques, ainsi que pour les tests effectués sur les machines de remplissage. Des ventes ont été réalisées à échelle commerciale auprès de grandes usines pharmaceutiques à l'intérieur et à l'extérieur du royaume, notamment en Égypte, en Irak, en Jordanie et au Yémen.



CHAPITRE 4

RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE

Pour que la Banque islamique de développement (BID) soit une organisation à impact, elle doit se fonder sur des structures et des processus de gouvernance solides. En 2022, elle a veillé à l'intégrité et à l'efficacité de ses systèmes institutionnels.





4.1 | CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil des Gouverneurs est composé des représentants de haut niveau des cinquante-sept pays membres de la BID. Il se réunit une fois par an dans un pays membre de la BID, étant entendu qu'il se réunit au siège de la BID tous les trois ans.

Chaque pays membre est représenté par un gouverneur et dispose de 500 voix de base et d'une voix supplémentaire par part souscrite. Généralement, les résolutions sont votées à la majorité des voix représentées.

Lors de ses réunions annuelles, le Conseil des Gouverneurs examine la performance de la BID de l'année échue et délibère sur les stratégies et politiques futures. De plus, il élit un président et deux vice-présidents pour la prochaine année.

Organe directeur suprême de la BID, le Conseil des Gouverneurs délègue au Conseil des Directeurs exécutifs certains pouvoirs relatifs aux opérations générales de la BID. Toutefois, ces pouvoirs excluent l'adhésion, les modifications du capital autorisé, l'admission ou la suspension de pays membres, la variation du capital autorisé, l'élection du président de la BID et des directeurs exécutifs et la détermination de leurs conditions de service, l'approbation des états financiers vérifiés et des rapports du commissaire aux comptes, et la détermination de la réserve ou la distribution du revenu net. Conformément à l'accords portant création de la BID, le Conseil des Gouverneurs peut adopter le règlement et le statut du personnel et constituer les institutions subsidiaires nécessaires à la conduite des affaires de la BID.

LE CONSEIL DES GOUVERNEURS EST COMPOSÉ DES REPRÉSENTANTS DE HAUT NIVEAU DES **57** PAYS MEMBRES DE LA BID. LE CONSEIL DES GOUVERNEURS SE RÉUNIT UNE FOIS PAR AN DANS UN PAYS MEMBRE DE LA BID, ÉTANT ENTENDU QU'IL SE RÉUNIT AU SIÈGE DE LA BID TOUS LES TROIS ANS.

QUARANTE-SEPTIÈME RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

La réunion s'est tenue les 3 et 4 juin 2022 à Charm El Cheikh, Égypte, sous le parrainage de M. Abdel Fattah EL-SISSI, Président de la République arabe d'Égypte, sur le thème Au-delà du Rétablissement : Garantir la Résilience et la Durabilité.

Son ordre du jour adopté comprenait plusieurs points, notamment l'examen du 47^e rapport annuel, l'approbation des états financiers de la BID et d'autres fonds, et l'élection du président et des deux vice-présidents du Conseil des Gouverneurs de l'année 2023. En outre, le Conseil des Gouverneurs a approuvé la stratégie revue 2023-2025 de la BID.

De plus, il a désigné le commissaire aux comptes pour 2023 de la BID, du Fonds waqf, du Fonds d'investissement des biens awqaf, de la Fondation mondiale du waqf et du Fonds de la BID pour la Science, la Technologie et l'Innovation, et du Fonds d'autonomisation économique du peuple palestinien pour 2022 et 2023.

Les événements de partage des connaissances organisés en marge de la réunion annuelle ont permis aux participants d'aborder divers sujets pertinents pour les pays membres de la BID, tels que le renforcement de leurs relations économiques au regard des changements continus et rapides intervenant sur l'arène internationale.

La table ronde des gouverneurs s'est tenue le 4 juin 2022 et les gouverneurs se sont prononcés sur les perspectives économiques et la stratégie revue.

À cette occasion, la BID a compris les contributions et les perspectives des gouverneurs comme des impératifs stratégiques assignés aux différents services de la BID pour exécution au cours des prochaines années.



LA 47^e RÉUNION ANNUELLE S'EST TENUE LES 3 ET 4 JUIN 2022 À CHARM EL CHEIKH, ÉGYPTE, SUR LE THÈME AU-DELÀ DU RÉTABLISSEMENT : **GARANTIR LA RÉSILIENCE ET LA DURABILITÉ.**

4.2 | CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS

Il est composé de 18 membres : neuf désignés, représentant les principaux actionnaires, et neuf élus, représentant un groupe de quatre à sept pays. Le Conseil des Directeurs exécutifs, qui en est à son 16^e mandat, se réunit cinq fois par an.

Il assure la conduite générale des opérations de la BID et exerce les pouvoirs à lui conférés par le Conseil des Gouverneurs : préparer les réunions du Conseil des Gouverneurs, statuer sur les activités et les opérations, et approuver le budget et soumettre les états financiers de chaque exercice à l'approbation du Conseil des Gouverneurs.

Les directeurs exécutifs siègent dans quatre comités permanents :

- Comité d'Audit
- Comité financier et de Gestion des Risques
- Comité administratif et de Gouvernance
- Comité des Opérations et de l'Efficacité du Développement

Le tableau 4.1 présente les résolutions que le Conseil des Directeurs exécutifs a adoptées en 2022 relativement aux projets, financements, et questions politiques et administratives.

TABLEAU 4.1 | RÉUNIONS DU CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS EN 2022 (1443-1444)

DATE	RÉUNION	PROJETS ET ASSISTANCE TECHNIQUE*	ASSISTANCE SPÉCIALE	STRATÉGIE ET POLITIQUE	AUTRES	APPROUVÉ PAR LE PRÉSIDENT ET SOUMIS POUR INFORMATION**	POINTS DE L'ORDRE DU JOUR	RÉSOLUTIONS ADOPTÉES
13 février 2022 (réunion virtuelle)	344	9	-	17	8	-	34	13
17 avril 2022	345	3	-	6	27	-	36	22
26 Mai 2022	345 (réunion extraordinaire)	-	-	-	-	-	-	-
1 ^{er} juin 2022 (en présentiel, en marge de la 47 ^e réunion annuelle)	346	4	-	3	8	-	15	9
28 juillet 2022	Réunion spéciale extraordinaire	-	-	-	-	-	-	-
10 septembre 2022	347	18	-	6	22	-	46	28
10 décembre 2022	348	5	2	1	27	5	40	18
Total	7	39	2	33	92	5	171	90

(*) Projets et assistance technique

(**) Y compris les projets d'assistance technique approuvés par le président.

N.B.: Sur les 171 points examinés, 95 ont fait l'objet d'une résolution et 5 ont été approuvés par le président. Les 76 autres points portaient sur les rapports des comités du Conseil des Directeurs exécutifs, les points examinés à huis clos et les points permanents, tels que l'adoption de l'ordre du jour et des procès-verbaux, les rapports oraux du président, les investissements, le suivi et divers points soumis pour information.



4.3 | GOUVERNANCE CONFORME À LA CHARIA

La gouvernance conforme à la charia est l'épine dorsale et la spécificité de l'institution financière islamique multilatérale de développement qu'est la BID, comparée aux banques conventionnelles. De fait, la BID inclut la gouvernance conforme à la charia à l'ensemble de ses opérations et activités. En 2022, le président de la BID a approuvé l'acquisition d'un manuel et d'un logiciel d'audit combinés, car soucieux d'améliorer la gouvernance au sein du Groupe de la BID. Le Conseil de Charia du Groupe de la BID et ses sous-comités ont tenu un nombre record de plus de 30 réunions pour conseiller et se prononcer rapidement sur divers sujets déterminants pour les initiatives de développement du Groupe de la BID dans ses pays membres. Il a notamment adopté une résolution (fatwa) autorisant l'échange de droits d'émission de carbone, en droite ligne avec les efforts déployés dans le monde pour la réduction de l'empreinte carbone en raison des risques induits des changements climatiques qui affectent divers pays membres.

La Division de Charia a réalisé l'audit des états financiers du Groupe de la BID, avec, pour la première fois, l'audit du Fonds d'autonomisation économique du peuple palestinien et du Fonds de solidarité médicale pour les retraités. En outre, elle a élaboré un modèle d'états financiers pour le Fonds mondial islamique philanthropique pour l'enfance, faisant clairement le distinguo entre la zakat et les autres fonds. Dans le cadre de la promotion d'une culture de conformité à la charia au sein du Groupe de la BID, la division a organisé un atelier sur le fondement des opérations takafoul à l'intention du personnel de la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation, condition sine qua non de la conformité à la charia.

Une bonne gouvernance conforme à la charia est essentielle pour mener les interventions de développement de la BID dans ses pays membres et pour protéger celle-ci des répercussions financières et non financières fâcheuses de la cristallisation des risques de non-conformité à la charia

4.4 | GESTION DES RISQUES

La nature des financements inhérents à la mission de développement de la BID l'expose à des risques financiers et non financiers de nature diverse. Pour les atténuer, la BID utilise plusieurs approches et observe une architecture solide de gestion des risques qui comprend l'adéquation des fonds propres, un cadre de gestion des limites d'exposition, un cadre de gestion de l'actif et du passif, un cadre de gestion des risques opérationnels et un processus de crédit de bout en bout pour la conduite de ses opérations d'entreprise.

Le Conseil des Directeurs exécutifs assure la surveillance des risques, tandis que son Comité financier et de Gestion des Risques approuve la stratégie, les politiques et les directives en matière de risques. La direction de la BID, en collaboration avec le Comité de Gestion des Risques et le Comité de Gestion de l'Actif et du Passif, veille à ce que les activités soient exécutées conformément à un cadre de gouvernance des risques approuvé.

La fonction de gestion des risques de la BID progresse au fil du temps, adoptant une approche holistique de la gestion des risques financiers et non financiers, notamment les risques de crédit, de marché, de liquidité et les risques opérationnels. En 2022, la mise en œuvre d'un projet de gestion des risques d'entreprise à l'échelle de la BID, étayée par des analyses poussées des risques et des finances, adjointe d'un DataMart intégré, s'est accélérée et continue sa progression. Le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé le cadre de tolérance au risque, qui articule un ensemble de paramètres afférents pour définir la capacité et l'appétence de l'institution à supporter le risque, afin d'assurer la viabilité à long terme de la BID. La mise en œuvre est en cours.

Entre autres initiatives, la BID a conçu un modèle de gestion des risques et un Cadre de gouvernance afin d'atténuer de manière proactive son exposition aux risques. La transition vers le remplacement du LIBOR visant à minimiser l'impact et à assurer l'adoption sans ambages de nouveaux taux de référence est à un stade avancé. La mise en œuvre d'un dispositif de gestion du risque opérationnel visant à automatiser la mesure, le suivi et la gestion du risque opérationnel pour le contrôle des risques et l'auto-évaluation, les données sur les pertes et les indicateurs clés de risque est à un stade avancé. Des avancées notables ont été réalisées dans la mise en œuvre d'un cadre de cyber sécurité pour assurer la résilience de l'organisation et gérer efficacement les risques relatifs.

4.5 | AUDIT

Le Département d'Audit interne joue un rôle majeur en matière de gestion des risques en fournissant au Conseil des Directeurs exécutifs et à la direction de la BID une assurance objective et indépendante, ainsi que des conseils sur l'efficacité et l'efficacité de la gouvernance d'entreprise, la gestion des risques ainsi que les processus et systèmes de contrôle interne.

En 2022, il a accompli les missions d'audit prévues et d'autres missions ad hoc sur instruction, tout en continuant à renforcer les compétences de base de son capital humain. Le personnel du département a subi des formations idoines et le département a continué d'investir davantage dans l'outil technologique qu'est le procédé d'extraction. En outre, il a assuré un suivi rigoureux de la mise en œuvre des plans d'action de la direction.

Au titre des partenariats et de la collaboration internationale, le département a participé à la réunion annuelle du Groupe des représentants des services d'audit interne du Groupe des responsables de l'audit interne des institutions financières multilatérales (MFI-CAEG) et des organisations des Nations unies, des institutions financières multilatérales et des organisations internes associées (Conseillers en placements agréés), au cours de laquelle les participants ont procédé à un échange d'expériences riches et de bonnes pratiques.

Conformément aux normes d'audit interne, le département a invité l'Institut des auditeurs internes à mandater une évaluation indépendante externe de la qualité de ses activités et pratiques. Le rapport de l'institut, publié au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022, a conclu que le département est généralement conforme aux normes, à la définition de l'audit interne et au code de déontologie de l'institut. L'on retient que la structure, les politiques, les procédures et les pratiques opérationnelles du département sont conformes, à tous égards importants, aux normes et au code de déontologie.

LA STRUCTURE, LES POLITIQUES, LES PROCÉDURES ET LES PRATIQUES OPÉRATIONNELLES DU DÉPARTEMENT D'AUDIT INTERNE SONT CONFORMES, À TOUS ÉGARDS IMPORTANTS, AUX NORMES ET AU CODE DE DÉONTOLOGIE.

4.6 | CONFORMITÉ

Au cours de l'année 2022, la Division de la Conformité a participé aux activités usuelles de la BID, en veillant à ce que les opérations, les investissements et les activités soient conformes à ses systèmes, réglementations et procédures de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, et pour l'identification des clients. Elle s'est employée à traduire sa politique en actions concrètes en instaurant une culture de la conformité en interne par le biais de la formation et de la sensibilisation du personnel et de l'information sur les risques réglementaires liés aux questions de conformité. La division a pris part à plusieurs activités et intégré des comités ad hoc pour traiter des questions de conformité. L'équipe chargée de la conformité a également répondu à un appel d'offres pour la conception et les travaux dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau cadre de passation des marchés de la BID. Pour faciliter la connaissance du client (KYC) quant au traitement des paiements et à l'identification des clients, la division a organisé des séances de travail avec des banques correspondantes afin de renforcer la coopération et d'instaurer la confiance.

La division a aidé les unités compétentes à gérer les sanctions et autres risques réglementaires en les informant des nouvelles données par le biais de rapports consultatifs et de notes. En externe, elle a renforcé la culture de la conformité en coopérant avec des partenaires pour les informer des processus et procédures de diligence raisonnable de la BID et en échangeant des informations sur la propriété véritable, la criminalité financière et d'autres risques de conformité.

En octobre 2022, la BID a obtenu le statut d'observateur auprès du Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (MONEYVAL). Le comité est un organe de contrôle permanent du Conseil européen, chargé d'évaluer les risques de conformité en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il vient s'ajouter à ses nombreux autres statuts d'observateur auprès d'organismes du type GAFI tels que le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (GABAC) et le Groupe Asie-Pacifique pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (APG).

Afin de relever sa contribution en faveur des pays membres et d'évaluer sa capacité à lutter contre la criminalité financière, la division a participé aux réunions des groupes susmentionnés et contribué à l'élaboration de rapports sur le blanchiment d'argent et la criminalité financière en Indonésie, en Malaisie, au Maroc, au Mozambique, au Nigéria et à Oman.



4.7 | GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

La gouvernance d'entreprise est essentielle au bon fonctionnement de la BID. Il s'agit d'un élément clé pour améliorer l'efficacité et la croissance, crucial pour renforcer la confiance des parties prenantes. Les principes de bonne gouvernance sont ancrés dans les valeurs fondamentales de la BID.

La gouvernance d'entreprise de la BID garantit l'obligation de rendre des comptes et une distribution claire des responsabilités. Elle favorise la transparence et facilite l'évaluation de la qualité de l'organisation et des activités de la BID.

Les principales réalisations en matière de gouvernance d'entreprise en 2022 sont les suivantes :

- Devenu effectif, le Tribunal administratif du Groupe de la BID a tenu ses premières audiences du 18 au 22 décembre 2022 à Djeddah, Arabie saoudite. Le tribunal est un organe judiciaire indépendant composé de cinq membres, saisi de requêtes alléguant le non-respect, dans la forme ou dans le fond, du contrat de travail ou des conditions d'emploi du personnel du Groupe de la BID et des dispositions du statut, du règlement du personnel ou des instructions et décisions administratives. Les décisions du tribunal sont sans appel et s'imposent aux parties.
- Les mécanismes internes de règlement des griefs sont effectifs. Le 5 août 2021, le président du Groupe de la BID a approuvé les règles des mécanismes internes de règlement des griefs du personnel du Groupe de la BID. Ce mécanisme passe par diverses étapes telles que l'examen administratif, la médiation et le Comité de Recours.
- Le Comité de Recours du personnel du Groupe de la BID a été constitué et ses membres, désignés. Il est pleinement opérationnel.
- Le manuel d'organisation actualisé de la BID a été approuvé et publié le 31 août 2022.
- La matrice révisée de délégation de pouvoirs a été approuvée et publiée le 31 août 2022.
- Le 31 août 2022, le président de la BID a approuvé la création des sept comités de gestion de la BID : Comité de Direction (règlement révisé), Comité de Gestion de l'Actif et du Passif (règlement révisé), Comité de Gestion des Investissements (règlement révisé), Comité de Gestion des Risques (règlement révisé), Comité de Gestion du Budget et de la Performance d'Entreprise (nouveau comité), Comité de Gestion des Opérations (règlement révisé), et Comité de Gestion des Opérations spéciales (nouveau comité).

4.8 | NOTE DE CRÉDIT

La note AAA de la BID avec des perspectives stables en 2022 a été confirmée par Fitch Ratings (24 mai), Moody's Investors Service (28 juillet), Malaysian Rating Corporation (4 août) et Standard & Poor's Global (15 décembre). Elle est imputable à la solidité extrême de la capitalisation de la BID, son faible endettement, son profil de liquidité et ses réserves très solides, son accès aisé aux financements du marché, sa gestion prudente des risques appuyée par des politiques de gestion des risques rigoureuses, ses risques réduits de solvabilité et l'appui infaillible de ses pays membres. Pour la 20^e année consécutive, la BID est notée AAA par Standard & Poor's, la 16^e année consécutive par Moody's Investors Service et la 15^e année consécutive par Fitch Ratings. Pour le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et la Commission européenne, la BID est une banque multilatérale de développement pondérée à zéro pour cent de risque, nouvelle preuve de son excellent profil institutionnel et financier.

**POUR LA
20^e ANNÉE CONSÉCUTIVE,
LA BID EST NOTÉE AAA
PAR STANDARD & POOR'S,
LA 16^E ANNÉE CONSÉCUTIVE
PAR MOODY'S INVESTORS SERVICE ET
LA 15^E ANNÉE CONSÉCUTIVE PAR
FITCH RATINGS.**

**POUR LE COMITÉ DE BÂLE SUR LE CONTRÔLE
BANCAIRE ET LA COMMISSION EUROPÉENNE,
LA BID EST UNE BANQUE
MULTILATÉRALE DE
DÉVELOPPEMENT PONDÉRÉE
À ZÉRO POUR CENT DE
RISQUE,
NOUVELLE PREUVE DE SON EXCELLENT
PROFIL INSTITUTIONNEL ET FINANCIER.**

4.9 | APPUI DES PAYS MEMBRES

Le capital de la BID a plusieurs composantes, à savoir le capital initial, les augmentations générales de capital et les augmentations spéciales de capital. Depuis sa création en 1974, la BID a procédé à plusieurs augmentations générales et spéciales auxquelles a adhéré la plupart des pays membres, ce qui témoigne du soutien, de la solidarité et de la coopération ambiants. La BID prévoit que cette tendance se maintiendra dans les années à venir, au fur et à mesure des offres de souscription et des appels à paiement, afin de lui permettre de mettre en œuvre sa stratégie revue et de mener à bien sa mission en matière de développement durable.

Lorsque la pandémie a paralysé l'économie mondiale, les institutions multilatérales de financement du développement, dont la BID et ses pairs, ont été invitées à accroître leurs interventions pour aider les pays membres à se relever immédiatement et à restaurer le développement économique grâce au financement abordable. À cette fin, la BID a mobilisé des ressources sur les marchés des capitaux, principalement par le biais d'émissions de soukous à des coûts optimaux, en tirant parti de sa note AAA de premier ordre.

Un niveau de capitalisation élevé permettant à la BID de résister à toute crise financière constitue un critère fort de maintien de la note AAA. Pour une viabilité financière saine et prudente, le Conseil des Gouverneurs a approuvé par correspondance la sixième augmentation générale en décembre 2020. Cette nouvelle injection de capitaux propres renforce davantage son niveau de capitalisation, parallèlement à la croissance opérationnelle prévue pour les années à venir. La 6e augmentation générale est de 5,5 milliards de dinars islamiques (exigibles en espèces), en paiements semestriels sur 14 années, du 1er janvier 2023 au 30 juin 2036. Au 31 décembre 2022, les pays membres avaient souscrit à hauteur de 90,5 % du montant, preuve, s'il en fallait, de l'esprit de solidarité et de coopération qui prévaut entre les pays membres, en dépit des vicissitudes économiques mondiales de l'heure.

LA NOTE AAA DE LA BID IMPUTABLE À LA SOLIDITÉ EXTRÊME DE LA CAPITALISATION DE LA BID, CE QUI LUI PERMETTRA DE FAIRE FACE AUX CRISES FINANCIÈRES.

4.10 | STRATÉGIE DE PARTENARIAT AVEC LES PAYS MEMBRES

La stratégie de partenariat avec les pays membres est l'outil stratégique qui permet de garantir que la programmation de la BID est axée par les priorités nationales, mais aussi que sa base empirique se fonde sur une analyse rigoureuse. En outre, les stratégies de partenariat formulées sont conformes à la Stratégie revue 2023-2025 de la BID.

À cet effet :

- Les stratégies de partenariat sont régies par les demandes officielles émanant des pays membres.
- **Étape 1** : Les notes conceptuelles des stratégies de partenariat et les analyses empiriques de la BID sont minutieusement examinées et validées par les ministères de tutelle desdits pays et par les ministères des Finances, à la suite de consultations et des études approfondies impliquant l'ensemble des ministères compétents.
- **Étape 2** : Les domaines de coopération proposés par les stratégies de partenariat font l'objet de consultations, d'accords, avant d'être validés par les pays membres, dans le cadre d'une mission de concordance. S'ensuit la signature de protocoles d'accord entre la BID et les pays membres, portant sur les domaines d'intervention.
- Aux deux étapes, les documents des stratégies de partenariat incluent des matrices d'alignement, à savoir la matrice des problèmes de développement dans la note conceptuelle et le tableau des piliers de la stratégie de partenariat dans le document complet de la stratégie, lesquelles matrices illustrent l'adéquation entre les problèmes de développement, les domaines de coopération, le plan de développement national du pays membre, les piliers de la stratégie de la BID et les ODD.

En coordination avec le Direction générale des Programmes de Pays, la Division de la Stratégie de Pays s'est fixée pour objectif six stratégies de partenariat en 2022 : sept ont été achevées, à savoir la Guinée, l'Indonésie, les Maldives, le Niger, l'Ouzbékistan le Sénégal et le Turkménistan. Pour l'Indonésie, les Maldives et le Sénégal, les stratégies de partenariat ont été lancées et les pour les autres pays, elles sont en attente.

En 2023, la Direction générale des Programmes de Pays compte livrer six autres stratégies de partenariat. Certaines sont en cours d'élaboration, notamment pour le Bangladesh, l'Irak, le Kirghizstan, la Malaisie et le Maroc. Celles du Nigéria, du Qatar et du Tadjikistan seront lancées au début de l'année 2023.

Pour ainsi dire, l'achèvement de 13 stratégies de partenariat avant la fin de l'année 2023 marquera de manière indélébile la programmation et l'engagement de la BID en faveur de ses pays membres, du reste pénalisés au cours des quatre dernières années, faute de ces stratégies.



4.11 | ÉVALUATION DES OPÉRATIONS

En 2022, le Département d'Évaluation indépendante de la BID s'est vu attribuer le statut de membre observateur par le Conseil de l'OCDE, par l'entremise de sa filiale, le réseau du Comité d'aide au développement sur l'évaluation du développement.

Il joue un rôle crucial pour une bonne gouvernance d'entreprise. Il évalue en toute indépendance l'efficacité du développement des projets et programmes de la BID ainsi que la performance des politiques et stratégies nationales, thématiques et institutionnelles de la BID. En 2022, dix évaluations de projets ont été menés : Bahreïn, Bangladesh, Indonésie, Maroc, Ouganda, Sénégal, Tadjikistan, Togo, Tunisie et Türkiye et, dans les domaines de l'agriculture, de l'eau et de l'assainissement, des technologies de l'information et de la communication, de l'éducation, des transports, de l'énergie et de la santé.

En outre, quatre macro-évaluations ont été achevées, portant notamment sur le Programme de sécurité alimentaire du Groupe de la BID, les prises de participation de la BID dans les banques islamiques, la synthèse des enseignements tirés des évaluations des subventions et le rapport de synthèse sur les évaluations des interventions du Groupe de la BID contribuant à l'intégration régionale dans les pays membres. De plus, le département a entrepris une évaluation de l'assistance au pays pour apprécier la performance de l'assistance au développement du Groupe de la BID à la Côte d'Ivoire de 2012 à 2021. Enfin, le rapport annuel d'évaluation 2021 a été dûment validé par le Comité des Opérations et de l'Efficacité du Développement, puis approuvé par le Conseil des Directeurs exécutifs en juin 2022.

Le département a généré quarante-sept produits axés sur la connaissance : 9 séries de connaissances, 3 bulletins d'information électroniques, 2 documents de réflexion, 4 brochures, 5 notes de grande diffusion, 12 articles de presse et 12 vidéos sur les événements de renforcement des capacités d'évaluation. Il a maintenu ses plateformes LEARN et STEER (suivi systématique de la mise en œuvre des recommandations issues des évaluations) afin de promouvoir l'utilisation des connaissances.

LE DÉPARTEMENT D'ÉVALUATION INDÉPENDANTE DES OPÉRATIONS A GÉNÉRÉ

47 PRODUITS AXÉS SUR LA CONNAISSANCE :

9 SÉRIES DE CONNAISSANCES, 3 BULLETINS D'INFORMATION ÉLECTRONIQUES, 2 DOCUMENTS DE RÉFLEXION, 4 BROCHURES, 5 NOTES DE GRANDE DIFFUSION, 12 ARTICLES DE PRESSE ET 12 VIDÉOS SUR LES ÉVÈNEMENTS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'ÉVALUATION.

En termes de sensibilisation, le département a organisé, en collaboration avec *Global Evaluation Initiative*, la première conférence sur les systèmes de suivi et d'évaluation dans la région MENA. En outre, il a consolidé ses partenariats fructueux avec des partenaires de développement en Arabie saoudite et des institutions axées sur l'évaluation par les pairs, notamment la Direction de l'évaluation du Fonds saoudien pour le développement, la nouvelle Direction des politiques et programmes économiques du ministère de l'Économie et du Plan, le décanat de la qualité et du développement de l'Université du Roi Saoud et le Centre d'impact Al Athar. Enfin, le département a organisé le Symposium d'évaluation 2022 du Groupe de la BID, sur le thème L'évaluation dans l'optique de la relance, en collaboration avec la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), l'Institut de la BID, le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID), la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC), le Centre d'aide humanitaire et de secours du Roi Salman (KSRelief), le Fonds saoudien pour le développement, *National Center for Non-Profit Sector*, et *Jeddah University of Business & Technology*.

4.12 | EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT

La BID s'emploie à améliorer l'efficacité de ses opérations et à contribuer à la réalisation des objectifs de développement dans ses pays membres. À cet égard, elle a conçu divers outils, à savoir (i) l'alignement des résultats des projets sur les objectifs de développement durable (ODD) afin d'approfondir la compréhension de l'efficacité du développement ; (ii) l'élaboration d'un Cadre de gestion axé sur les résultats pour un suivi et une notification efficaces pour des résultats de développement inclusifs, durables et stratégiquement alignés ; (iii) la publication d'un rapport annuel sur l'efficacité du développement qui consolide les résultats de toutes les interventions de la BID de manière intégrée ; et (iv) la conception de tableaux de bord en ligne pour améliorer le suivi du cycle de vie des projets, dans un souci d'efficacité.

Publication phare de la BID, le rapport annuel sur l'efficacité du développement rend compte des progrès accomplis pour la réalisation des objectifs de développement grâce à la mise en œuvre de projets, subventions et programmes. Il les oppose aux objectifs et indicateurs établis à tous les niveaux du cadre de résultats. Un ensemble d'indicateurs de résultats clés a été adopté pour quantifier la contribution de la BID à l'obtention de résultats favorables aux ODD. Les projets et les subventions approuvés en 2022 devraient produire de bons résultats une fois achevés et contribuer au développement durable.

4.13 | FACILITATION DES AFFAIRES PAR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Le Département informatique s'ouvre pour s'affirmer dans le domaine de la facilitation des activités, qui couvre des questions telles que la modernisation de l'infrastructure et des applications, la sécurité informatique, la gestion des risques et de la conformité, et la gestion des services.

Dans le cadre de la modernisation de l'infrastructure, le département a conçu l'infrastructure nuagique et procédé à sa mise en œuvre en adoptant les meilleures pratiques et les normes applicables, conformément à la stratégie de la BID en la matière. La stratégie pluriannuelle de migration des applications et services sur site vers le nuagique est en phase avec la feuille de route. Le nuagique apporte de nouvelles solutions d'entreprise, conformément à la stratégie cloud-first ; ce qui a eu l'heur d'accélérer le déploiement de solutions, l'approvisionnement de l'environnement informatique ne dépendant plus d'éléments tels que la livraison de matériel.

Pour contrecarrer l'évolution constante des menaces à la sécurité informatique, le département a mis en œuvre un programme d'amélioration des opérations de cybersécurité couvrant la sécurité des équipements, les pare-feu de nouvelle génération, la gestion des vulnérabilités et le renforcement des capacités de surveillance de la sécurité et de réaction aux incidents. La figure ci-dessous présente un modèle d'exercice mensuel de gestion des opérations de sécurité, soumis à une expansion continue en fonction de l'évolution des risques et des menaces.

En outre, le département a facilité le retour au bureau du personnel en améliorant l'infrastructure de réseau et le réseau internet au siège de la BID, tout en mettant en œuvre des mesures proactives pour minimiser les problèmes informatiques rencontrés par le personnel lorsqu'il a repris le travail en présentiel au siège. Ces efforts se poursuivront avec l'extension de la bande passante en 2023, en raison de la généralisation prévue du télétravail. Il s'est engagé dans la certification ISO 20000 qui s'est achevée en août 2022 et s'est conclue par l'obtention d'un certificat de confirmation de conformité aux normes ; tout comme 33 290 organisations dans le monde. Dans le cadre des efforts visant à accroître l'efficacité opérationnelle, le département, en étroite collaboration avec le Département du Contrôle financier, a mis en œuvre une nouvelle solution de décaissement électronique. La plateforme afférente vise à renforcer l'efficacité et la sécurité du processus de décaissement des projets, en utilisant les technologies les plus récentes. Disponible dans les trois langues officielles de la BID, elle est soumise à une mise à jour en temps réel et bénéficie d'une fonction de messagerie instantanée.

FIGURE 4.1 | SUIVI DE LA CYBERSÉCURITÉ



4.14 | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

En 2022, 74 postes étaient à pourvoir, contre une cible prévue de 68. Le Département de Gestion des Ressources humaines a été l'auteur de plusieurs réalisations, notamment le programme de recrutement accéléré aux postes de direction de 51 jours.

Le contrat de travail à distance est offert aux candidats en cours de prise de fonction, leur permettant de travailler tout en remplissant les formalités afférentes. En outre, en collaboration avec le Secrétariat général du Groupe de la BID et la Division des Services linguistiques, des postes d'interprètes traducteurs supérieurs ont été annoncés ; les évaluations ont été menées à trois niveaux, pour s'assurer de ne retenir que les meilleurs profils.

Plusieurs politiques ont été approuvées, notamment celle du barème des salaires du personnel local dans les centres régionaux. Des sessions de formation à l'évaluation des emplois ont été organisées pour les membres du personnel du département, sur la méthode de Korn Ferry Hay Group (KFHG), ce qui a permis d'approuver 385 descriptifs de poste affichées sur MyHR.

L'approbation de la stratégie de gestion des ressources humaines est une étape charnière pour la BID. La stratégie a été présentée au Conseil des Directeurs exécutifs, adjointe d'une feuille de route pour sa mise en œuvre. Le département a également formé le personnel des ressources humaines à l'analyse des données.



La mise en œuvre du tableau de bord des ressources humaines, doté d'une fonction d'accès en temps réel, a connu un franc succès. Elle a permis d'élaborer des directives pour les entretiens, qui suivront la technique d'entretien fondé sur les compétences (CBI). Les réunions hebdomadaires avec les différents services de la BID permettront de faire le suivi.

En outre, 2022 a vu l'approbation de la stratégie actualisée en matière de talents, l'élaboration de cadres et de directives, la production de trois modules d'apprentissage en ligne personnalisés, et la remise des diplômes à la promotion 2017. Enfin, le personnel international peut désormais être affecté dans les centres régionaux, au titre d'un accord de niveau de service signé avec le FSID.

4.15 | AUTRES ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES

4.15.1 | SÛRETÉ ET SÉCURITÉ

La Section de la Sûreté et de la Sécurité au sein du Département des Services administratifs s'attèle à atteindre les objectifs qui lui sont assignés, en se fondant sur les principes directeurs que sont sa mission et sa vision. En 2022, elle a réalisé avec succès un nombre de programmes et projets prévus.

INTÉGRATION DE L'ACCÈS ÉLECTRONIQUE AU SYSTÈME DE PRÉSENCE

Au cours du premier trimestre de l'année, la section a achevé la phase suivante de l'intégration de l'accès électronique au système de présence du Département de Gestion des Ressources humaines et l'accès des visiteurs. Outre la gestion des nouvelles cartes d'identification du personnel, plus de 3 000 cartes et permis d'accès ont été délivrés.

Dans le cadre de l'évaluation de la sûreté et de la sécurité des centres régionaux, les spécialistes de la sécurité du Département des Services administratifs ont fait une tournée d'évaluation à Abuja, Almaty, Dakar, Dhaka, Kuala Lumpur, Djakarta et Le Caire. Elle a permis d'aborder différents aspects des problèmes de sûreté et de sécurité avec les centres régionaux. Des réunions ont également été organisées avec les Nations unies, d'autres banques multilatérales de développement et des responsables de la sécurité d'ONG pour un échange d'expériences et de points de vue. Des cours en ligne (Aman) ont été produits pour sensibiliser le personnel sur la sûreté, la santé et la sécurité au domicile, au lieu de travail, lors des voyages, au volant, à la prévention et à la protection contre les incendies, ainsi qu'aux catastrophes naturelles et aux incidents. Une simulation d'incendie a été organisée avec succès au siège, et un système de gestion de la continuité des activités a été mis en place conformément à la norme ISO 22301.

4.15.2 | SERVICES DE GESTION DES INSTALLATIONS

Le Centre de Gestion des Installations et de Prestation de Services s'attèlera à améliorer le cadre professionnel par la rénovation des bâtiments, la réduction des coûts, l'appui aux centres régionaux et aux autres membres affiliés au Groupe de la BID, l'introduction des innovations dans les opérations usuelles, et la satisfaction des besoins du personnel. La BID opérant dans des régions en proie à des enjeux de taille, les services liés aux installations, tels que la sûreté et la sécurité du personnel dans les bureaux, l'ergonomie et l'ambiance des espaces de travail, seront améliorés grâce au renforcement des capacités internes, à la sensibilisation, aux politiques et aux partenariats. Un espace de travail de pointe, efficace, sain, vert et socialement agréable est essentiel. À cette fin, plusieurs projets ont été menés à bien au siège et dans les centres régionaux, tels que la location et l'aménagement du nouveau bureau de Riyad et la location et le début de l'aménagement du bureau de Kampala.

Le centre vise la réduction des coûts, l'amélioration de l'efficacité, l'introduction d'innovations dans les opérations quotidiennes et l'amélioration de la réactivité aux besoins du personnel. En 2022, il s'agissait notamment de remplacer le système de facturation PBX par un système électronique innovant de ravitaillement en carburant afin de fournir au Service du Transport de la BID un service sûr, pratique et ne requérant pas de paiement en espèces.

4.15.3 | SERVICES DE SANTÉ DU PERSONNEL

La mise en place d'une couverture médicale internationale pour les retraités du Groupe de la BID a pris plusieurs années. Déjà en 2015, les études actuarielles avaient commencé, des rapports d'étude produits, les représentants du personnel au Fonds de solidarité médicale pour la retraite désignés, un groupe de travail pour étudier la politique médicale a été créé, un tableau des prestations établi, et un administrateur tiers désigné. Après avoir été validée par la direction du Groupe de la BID et approuvée par le Conseil des Directeurs exécutifs, la couverture était effective en janvier 2019 et applicable en avril 2022. À la date du présent rapport, les retraités du Groupe de la BID bénéficient d'une couverture médicale partout dans le monde.

ANNEXES





TABLE DES MATIÈRE

ANNEXES 1-6: ÉTATS FINANCIERS		68-95
ANNEXE 1:	Rapport d'audit de Charia	68
ANNEXE 2A:	Rapport COSO de la Direction	70
ANNEXE 2B:	Rapport COSO du Commissaire aux comptes	73
ANNEXE 3:	Ressources ordinaires en capital de la BID	76
ANNEXE 4:	Fonds waqf du compte des ressources spéciales	86
ANNEXE 5:	Conseil des Directeurs exécutifs et pays représentés	93
ANNEXE 6A:	État des souscriptions au capital-actions de la BID	94
ANNEXE 6B:	État des droits de vote	95
ANNEXES 7-10: FINANCEMENTS		96-102
ANNEXE 7A:	Répartition par secteur des approbations nettes des ROC selon les pays (2022) (en millions USD)	96
ANNEXE 7B:	Répartition par secteur et pays des approbations nettes à partir des ressources ordinaires en capital de la BID (1975-2022)	97
ANNEXE 8A:	Approbations nettes du Groupe de la BID par pays et source de financement (en millions DI)	98
ANNEXE 8B:	Approbations nettes du Groupe de la BID par pays et source de financement (en millions USD)	99
ANNEXE 9:	Opérations selon le mode de financement le plus utilisé (1975- 2022)	100
ANNEXE 10A:	Approbations selon la source et le mode de financement (1975- 2022) (en millions DI)	101
ANNEXE 10B:	Approbations selon la source et le mode de financement (1975- 2022) (en millions USD)	102
ANNEXE 11:	Organigramme	103
ANNEXE 12:	Présence de la BID	104

ANNEXE 1 | RAPPORT D'AUDIT DE CHARIA

RAPPORT D'AUDIT DE CHARIA 1443/1444

Louanges à Allah

Prière et bénédiction sur le Prophète, sa famille et ses compagnons

Excellence Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,
Excellences les membres du Conseil des Gouverneurs,

Assalamu alaikum warahmatullahi wabarakatuh

Conformément au règlement du Conseil de Charia du Groupe de la Banque islamique de développement (Groupe de la BID) et considérant les fonctions du Conseil de Charia qui consistent à vous soumettre un rapport d'audit de charia annuel sur les activités du Groupe de la BID au titre de l'exercice 1443/1444, nous tenons à vous informer que nous, représentés dans le Sous-Comité du Conseil de Charia, conformément à la pratique arrêtée au sein du Conseil de Charia, avons globalement vérifié les principes et les contrats utilisés dans les transactions ainsi que leurs applications, lesquels contrats nous ont été présentés par le Groupe de la BID et comprennent les ressources ordinaires en capital de la BID, le Fonds waqf des ressources du compte spécial, la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation, la Société islamique pour le développement du secteur privé, la Société internationale islamique de financement du commerce, le Fonds de solidarité islamique pour le développement, le Fonds d'investissement des biens awqaf, la Fondation mondiale du waqf et tous les fonds gérés par la BID au titre de l'exercice terminé le 27 djoumada I 1444 (31 décembre 2022).

Nous avons exercé le contrôle et mené l'audit requis – avec l'aide d'Allah puis l'assistance de la Division d'Audit interne de Charia – pour exprimer notre opinion quant au degré de conformité du Groupe de la BID aux règles et principes de la charia, aux fatwas, arrêts et directives rendus par le Conseil de Charia.¹

La responsabilité de s'assurer que le Groupe de la BID mène ses activités conformément aux règles et principes de la charia relève de la direction du Groupe de la BID. Quant à notre responsabilité, elle se limite à exprimer une opinion de charia indépendante, fondée sur notre audit des activités du Groupe de la BID.

Notre audit a porté sur l'examen des procédures utilisées par le Groupe de la BID dans divers types de transactions. Nous nous sommes fondés dans notre audit sur des éléments et des justifications jugés pertinents pour nous assurer que le Groupe de la BID n'a pas enfreint les règles et principes de la charia.

¹ Membres du Conseil de Charia du Groupe de la BID : S.É. Cheikh Muhammad TAQI USMANI (Président), S.É. Cheikh Abdullah S. AL MENEAA (Vice-Président), S.É. Dr Usaid AL-KILANI, S.É. Dr Basheer ALI OMAR, S.É. Dr Koutoub MOUSTAPHA SANQ, S.É. Dr Mohamed RAOUGUI et S.É. Dr Muhammad SYAFII ANTONIO (membres).



CONSIDÉRANT CE QUI VIENT DE PRÉCÉDER, NOUS AVONS FORMULÉ L'OPINION CI-APRÈS :

1. Nous estimons que le Groupe de la BID a pris les mesures nécessaires pour exécuter les contrats déjà préparés et revus par le Conseil de Charia.
2. L'affectation des profits et pertes répond au principe adopté par le Conseil de Charia, conformément aux règles et principes de la charia.
3. Les gains tirés de sources ou de transactions non-autorisées par la charia sont écartés conformément aux arrêts du Conseil de Charia, et ce dans l'attente de les dépenser dans des œuvres de bienfaisance au su du Conseil de Charia.
4. La zakat au titre des biens publics et des biens waqf n'est pas obligatoire. Par conséquent, le Groupe de la BID n'est pas soumis à zakat car ses avoirs font partie des biens publics ou des biens waqf. Dans le cas des autres institutions, la BID ne peut acquitter la zakat que si elle est dûment autorisée par celles-ci. Ainsi, la zakat est de la seule responsabilité de ces institutions.

Nous prions Allah – Le Tout-Puissant – de guider le Groupe de la BID sur le droit chemin au service de l'oumma.

Wassalamu alaikum warahmatullahi wabarakatuh

S.É Cheikh Muhammad TAQI USMANI

Président du Conseil de Charia

Aboubacar SALIHOU KANTÉ

Chef de la Division d'Audit interne de Charia



Djeddah, 7 ramadan 1444 (29 mars 2023)

ANNEXE 2A | RAPPORT DE LA DIRECTION SUR L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction de la Banque islamique de développement - Ressources ordinaires en capital (« la Banque » ou « BID ») est responsable de la mise au point et du maintien de contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière. Les contrôles internes de la Banque à l'égard de l'information financière constituent un processus conçu pour dégager une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers de la Banque à des fins de communication de l'information financière, conformément au cadre d'information financière. Les contrôles internes à l'égard de l'information financière comprennent également les contrôles et procédures de communication conçus pour prévenir les inexactitudes.

L'organe chargé de la gouvernance, en l'occurrence le Conseil des Directeurs exécutifs (« CDE »), est responsable de la supervision du processus d'exécution et de maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière.

- La Banque a évalué la conception, l'exécution et l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financières jusqu'au 31 décembre 2022. Elle s'est fondée sur les critères énoncés dans le Cadre de contrôle intégré (2013) publié par le Comité des organisations de tutelle de la Commission Treadway (« COSO »).

Le commissaire aux comptes de la Banque, Deloitte and Touche & Co. - Chartered Accountants, cabinet de comptabilité indépendant, émet un rapport d'assurance raisonnable sur notre évaluation des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

RISQUES LIÉS À L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les principaux risques liés à l'information financière sont la présentation non fidèle des états financiers en raison d'erreurs involontaires ou intentionnelles ou la publication non en temps opportun des états financiers. La non présentation fidèle survient lorsqu'un ou plusieurs comptes ou l'information fournie dans les états financiers contient des inexactitudes (ou des omissions) importantes. Les anomalies sont considérées importantes si elles peuvent, individuellement ou collectivement, influencer les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base des états financiers.

Pour pallier ces risques, la Banque a mis au point des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui permettent de donner une assurance raisonnable mais non absolue quant à la non existence d'inexactitudes importantes. La Banque a également évalué la conception, l'exécution et l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière sur la base des critères énoncés dans le Cadre de contrôle intégré (2013) publié par le Comité des organisations de tutelle de la Commission Treadway. Le cadre COSO recommande la définition d'objectifs spécifiques pour faciliter la conception et l'évaluation de l'adéquation d'un système de contrôle interne. Par conséquent, la Direction a répondu au moment de la mise au point des contrôles internes à l'égard de l'information financière aux considérations ci-après :

- Existence / Occurrence - assets and liabilities exist and transactions have occurred;
- Existence/ survenue : les actifs et les passifs existent et les transactions ont eu lieu.
- Intégralité : toutes les transactions sont enregistrées, les soldes des comptes sont inclus dans les états financiers.
- Évaluation : les actifs, les passifs et les transactions sont enregistrés dans les états financiers aux montants appropriés.
- Droits et obligations, et propriété : les droits et obligations sont correctement enregistrés au titre des actifs et des passifs.
- Présentation et communication : la classification, la communication et la présentation de l'information financière sont appropriées.



Cependant, tout système de contrôle interne, y compris les contrôles internes à l'égard de l'information financière, aussi bien conçu et exécuté soit-il, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, mais non absolue, que les objectifs du système sont atteints. En tant que tels, les contrôles et procédures ou systèmes de communication au titre des contrôles internes de l'information financière peuvent ne pas empêcher toutes les erreurs et fraudes. De plus, la conception d'un système de contrôle doit procéder de ressources raisonnables, et les avantages des contrôles doivent être pondérés par rapport aux coûts.

ORGANISATION DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE DE LA BANQUE

Fonctions couvertes par le système de contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le Conseil des Directeurs exécutifs de la Banque a créé le Comité d'Audit pour l'assister dans sa responsabilité de supervision de la solidité des politiques et pratiques comptables et de l'efficacité des contrôles internes. Composé de membres sélectionnés du Conseil des Directeurs exécutifs, le Comité d'Audit aide également le Conseil des Directeurs exécutifs à s'acquitter de ses responsabilités de supervision des états financiers et du processus d'information financière sur les Ressources ordinaires en capital de la BID, des procédures d'audit internes et externes, et des principales conclusions. Le Comité d'Audit tient des réunions périodiques avec la Direction pour examiner et assurer le suivi des questions qui revêtent une importance des points de vue financier, comptable et de l'audit. Le commissaire aux comptes et les auditeurs internes tiennent des réunions régulières avec le Comité d'Audit pour statuer sur l'adéquation des contrôles internes à l'égard de l'information financière et de toute autre question sur laquelle le Comité d'Audit devrait se pencher.

Les contrôles au sein du système de contrôle interne à l'égard de l'information financière sont effectués par tous les services relevant du créneau de travail principal de la Banque et les fonctions d'appui qui sont impliquées dans l'examen de la fiabilité des livres et des registres sous-tendant les états financiers. Par conséquent, le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière implique des employés à diverses fonctions au sein de toute l'institution.

Contrôles destinés à minimiser les risques d'inexactitudes de l'information financière

Le système des contrôles internes à l'égard de l'information financière consiste en un grand nombre de contrôles et procédures internes visant à minimiser le risque d'inexactitudes dans les états financiers. Ces contrôles sont intégrés au processus d'exploitation et comprennent ceux qui :

- are ongoing or permanent in nature such as supervision within written policies and procedures or segregation of duties;
- sont de nature continue ou permanente, comme la supervision au titre des politiques et procédures écrites ou la séparation des tâches ;
- opèrent sur une base périodique tels que ceux effectués dans le cadre du processus de préparation des états financiers annuels ;
- sont de nature préventive ou détective ;
- ont une incidence directe ou indirecte sur les états financiers eux-mêmes, étant entendu que les contrôles qui ont une incidence indirecte sur les états financiers comprennent les contrôles au niveau de l'entité et les contrôles généraux des technologies de l'information tels que les contrôles d'accès aux systèmes et de déploiement des systèmes, tandis qu'un contrôle ayant une incidence directe pourrait être, par exemple, un rapprochement qui appuie directement un poste au Bilan ; et
- comportent des composants automatisés et/ou manuels, étant entendu que les contrôles automatisés sont des fonctions de contrôle intégrées aux processus du système, telles que les contrôles de séparation des tâches forcés par les applications et les contrôles d'interface sur l'exhaustivité et l'exactitude des entrées, et les contrôles internes manuels sont ceux opérés par un individu ou un groupe d'individus, tels que l'autorisation des transactions.

ANNEXE 2A | RAPPORT DE LA DIRECTION SUR L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

ÉVALUATION DE LA CONCEPTION, L'EXÉCUTION ET L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES INTERNES

Pour l'exercice 2022, la Banque a entrepris une évaluation formelle de l'adéquation de la conception, l'exécution et l'efficacité du système des contrôles internes à l'égard de l'information financière en tenant compte des éléments ci-après :

- le risque d'inexactitude des postes dans les états financiers, compte tenu de facteurs tels que l'importance et la sensibilité d'un poste quelconque dans les états financiers aux inexactitudes ; et
- la susceptibilité des contrôles identifiés à l'échec, compte tenu de facteurs tels que le degré d'automatisation, la complexité et le risque de dépassement de la Direction, la compétence du personnel et le niveau d'appréciation requis.

Pris ensemble, ces facteurs déterminent la nature, le moment et l'étendue des preuves dont la Direction a besoin pour évaluer si la conception, l'exécution et l'efficacité du système de contrôle interne à l'égard de l'information financière sont efficaces. La preuve elle-même est générée à partir de procédures intégrées dans les responsabilités quotidiennes du personnel ou à partir de procédures mises en œuvre spécifiquement aux fins de l'évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Des informations provenant d'autres sources constituent également un élément important dans l'évaluation car ces preuves peuvent soit attirer l'attention de la Direction sur des problèmes de contrôle supplémentaires, soit étayer les conclusions.

CONCLUSION

L'évaluation a inclus la revue de la conception, l'exécution et l'efficacité des contrôles au sein de divers processus, notamment les actifs de trésorerie, les actifs des projets, les investissements et les revenus y liés, les passifs, y compris les sources externes de financement, et les coûts de financement y afférents, les pertes de valeur et de crédit, les dépenses d'exploitation, les salaires et les prestations du personnel. L'évaluation a également inclus la revue de la conception, l'exécution et l'efficacité des contrôles au niveau de l'entité, des contrôles généraux des technologies de l'information et des applications, et des contrôles à l'égard de la communication de l'information financière. À la suite de l'évaluation de la conception, l'exécution et l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, la Direction n'a identifié aucune faiblesse importante et a conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière ont été conçus, exécutés et opérés efficacement jusqu'au 31 décembre 2022.



Dr Muhammad Al Jasser
President, Islamic Development Bank



Dr Zamir Iqbal
Vice President Finance & CFO



ANNEXE 2B | RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

RAPPORT D'ASSURANCE RAISONNABLE INDÉPENDANT SUR LE RAPPORT DE LA DIRECTION RELATIF À LA CONCEPTION, L'EXÉCUTION ET L'EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Aux : Excellences le Président et les membres du Conseil des Gouverneurs
Banque islamique de développement – Ressources ordinaires en capital
Djeddah
Royaume d'Arabie saoudite

ÉTENDUE

La Banque islamique de développement - Ressources ordinaires en capital (« la Banque » ou « la BID ») s'est adjointe nos services pour donner une assurance raisonnable sur le Rapport de la Direction relatif à l'évaluation de la conception, l'exécution et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « Rapport de contrôle interne de la Direction » à l'égard de l'information financière ou le « Rapport ») jusqu'au 31 décembre 2022.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ORGANE CHARGÉ DE LA GOUVERNANCE

La Direction de la BID est responsable de l'exécution et du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Une telle responsabilité comprend la conception, l'exécution et le maintien de contrôles internes pertinents à la préparation et la présentation sincère d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci soient le résultat d'un acte de fraude ou d'une erreur ; la sélection et l'application de politiques comptables adéquates ; et les estimations et les jugements comptables raisonnables face aux circonstances.

L'organe chargé de la gouvernance, en l'occurrence le Conseil des Directeurs exécutifs (« CDE »), est responsable de la supervision du processus d'exécution et de maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière.

La Banque a évalué la conception, l'exécution et l'efficacité de son système de contrôle interne jusqu'au 31 décembre 2022. Elle s'est fondée sur les critères énoncés dans le Cadre de contrôle intégré (2013) publié par le Comité des organisations de tutelle de la Commission Treadway (le « Cadre COSO »).

L'évaluation par la Banque de son système de contrôle interne, telle que présentée par la Direction au Conseil des Directeurs exécutifs et au Conseil des Gouverneurs dans le Rapport de la Direction sur l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, comprend :

- la description des contrôles mis au point au titre du Contrôle interne tels que définis dans le Cadre COSO ;
- la description de l'étendue des principaux processus de travail et entités objet de l'évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière ;
- la description des objectifs du contrôle interne ;
- l'identification des risques susceptibles de compromettre la réalisation des objectifs de contrôle ;
- l'évaluation de la conception, l'exécution et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière ; et
- l'évaluation de la gravité des lacunes de conception, d'exécution et d'efficacité du contrôle interne, si constatées et non comblées jusqu'au 31 décembre 2022.

NOTRE RESPONSABILITÉ

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion d'assurance raisonnable sur la sincérité de la présentation du « Rapport de la Direction sur l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière » fourni à l'Annexe 2a du Rapport annuel, à la lumière des critères énoncés dans le Cadre COSO, y compris sur la conclusion de la Direction quant à l'efficacité de la conception, de l'exécution et du contrôle interne à l'égard de l'information financière jusqu'au 31 décembre 2022.

ANNEXE 2B | RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Nous avons mené notre mission conformément à la Norme internationale de missions d'assurance 3000 (révisée), à savoir « Missions d'assurance autres que les audits et les revues de l'information financière historique », émise par le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance. Cette norme exige que nous planifions et exécutions nos procédures pour obtenir une assurance raisonnable quant à la présentation fidèle du Rapport de la Direction sur l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Le cadre COSO comprend les critères selon lesquels le contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière doit être évalué aux fins de notre opinion d'assurance raisonnable.

Une mission d'assurance visant à émettre une opinion d'assurance raisonnable sur le Rapport de la Direction sur l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière implique l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves sur la fidélité de la présentation du Rapport. Nos procédures appliquées au Rapport de la Direction sur l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière ont consisté à :

- comprendre la définition de la Banque de l'étendue des principaux processus et entités, et la comparer au Rapport ;
- évaluer les risques des comptes, les classes de transactions et les informations communiquées importants au sein de la Banque quant aux principaux processus et entités, et les comparer au Rapport ;
- obtenir les tests effectués par la Direction sur la conception, l'exécution et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, et évaluer la suffisance des procédures de test effectuées par la Direction et l'exactitude des conclusions de la Direction pour chaque contrôle interne testé ;
- tester de manière indépendante la conception, l'exécution et l'efficacité des contrôles internes qui traitent des risques importants d'inexactitudes significatives, et soumettre derechef au test une partie des tests effectués par la Direction sur les risques normaux d'inexactitudes significatives ; et
- évaluer la gravité des lacunes du contrôle interne qui n'ont pas été comblées jusqu'au 31 décembre 2022, et comparer ces lacunes, dans la mesure du possible, à l'évaluation comprise dans le Rapport.

Les composants du contrôle interne telles que définies dans le Cadre COSO sont l'environnement de contrôle, l'évaluation des risques, les activités de contrôle, l'information et la communication, et le suivi.

Nous avons exécuté des procédures pour statuer sur le risque d'inexactitudes significatives dans les principaux processus en tenant compte de la nature et de la valeur des comptes, des classes de transactions et des informations à communiquer.

Un processus est considéré comme important si une anomalie résultant d'un acte de fraude ou d'une erreur dans les transactions ou les états financiers pourrait raisonnablement affecter les décisions des utilisateurs des états financiers. Aux fins de notre mission, les processus jugés importants sont les contrôles au niveau des entités, des actifs de trésorerie, des actifs des projets, des investissements et des revenus y liés, des passifs et des coûts de financement, des dépenses d'exploitation, des salaires, des prestations payées au personnel, de l'information financière et de sa communication, et des contrôles liés aux technologies de l'information.

Les procédures établies pour tester la conception, l'exécution et l'efficacité du contrôle interne dépendent de notre jugement, y compris l'évaluation des risques d'inexactitudes significatives identifiés, et impliquent une combinaison d'enquêtes, d'observations, de répétitions et d'examen des preuves.

Nous estimons que les preuves obtenues sont suffisantes et appropriées pour étayer notre conclusion sur la fidélité de la présentation du Rapport de la Direction sur l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière



SIGNIFICATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne d'une entité à l'égard de l'information financière est un processus conçu pour dégager une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers, et ce à des fins externes, conformément au cadre d'information financière. Le contrôle interne d'une entité quelconque à l'égard de l'information financière comprend les politiques et procédures qui :

1. se rapportent à la tenue de registres reflétant, de manière raisonnablement détaillée et avec exactitude et fidélité, les transactions et les cessions d'actifs de l'entité ;
2. fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont dûment enregistrées pour permettre la préparation d'états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus, et que les recettes ne sont réalisées et les dépenses ne sont encourues qu'en accord avec les autorisations de la Direction de l'entité ; et
3. fournissent une assurance raisonnable sur la prévention ou à la détection à temps de l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisée des actifs de l'entité, qui pourrait avoir un effet significatif sur les états financiers et une incidence sur les décisions des utilisateurs des états financiers.

LIMITES INHÉRENTES AU CONTRÔLE

En raison des limites inhérentes au contrôle interne à l'égard de l'information financière, y compris la possibilité de collusion ou de contournement inapproprié des contrôles, des inexactitudes significatives dues à des erreurs ou un acte de fraude pourraient se produire et ne pas être détectées. Par conséquent, le contrôle interne à l'égard de l'information financière pourrait ne pas prévenir ou détecter toutes les erreurs ou omissions dans le traitement ou l'enregistrement des transactions et, par conséquent, ne pourrait pas fournir une assurance absolue que les objectifs du contrôle seront satisfaits.

Par ailleurs, les projections de toute évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière au titre de périodes futures sont exposées au risque que le contrôle interne à l'égard de l'information financière devienne inadéquat en raison d'un changement de circonstances ou de la détérioration possible du degré de conformité aux politiques ou aux procédures.

NOTRE INDÉPENDANCE ET CONTRÔLE DE QUALITÉ

Dans l'exécution de notre mission, nous nous sommes conformés aux exigences d'indépendance et de déontologie du Code international de déontologie des professionnels comptables publié par le Conseil des normes internationales de déontologie comptables, lequel code est fondé sur les principes fondamentaux d'intégrité, d'objectivité, de compétence professionnelle et de diligence, de confidentialité et de comportement professionnel. Nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités déontologiques conformément à ces exigences et au code susmentionné.

Le cabinet applique la Norme internationale 1 sur le contrôle de qualité. Il maintient ainsi un système complet de contrôle de qualité, comprenant notamment des politiques et procédures documentées sur le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles, et des exigences légales et réglementaires applicables.

OPINION

À notre avis, le Rapport de la Direction sur l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière fourni à l'Annexe 2a du Rapport annuel est fidèlement présenté, à tous égards importants, sur la base des critères énoncés dans le Cadre COSO, y compris la conclusion de la Direction sur la conception, l'exécution et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière jusqu'au 31 décembre 2022.

ANNEXE 3 | RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Excellences, le Président et les membres du Conseil des Gouverneurs,
Banque islamique de développement - Ressources ordinaires en capital
Djeddah
Royaume d'Arabie saoudite

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

OPINION

Nous avons vérifié les états financiers des ressources ordinaires en capital de la Banque islamique de développement (la « Banque » ou la « BID ») qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2022, le compte de résultat, l'état des variations des fonds propres et l'état des flux de trésorerie au titre de l'exercice arrêté à la date indiquée, ainsi que les notes jointes aux états financiers, notamment le résumé des principales politiques comptables.

À notre opinion, les états financiers susmentionnés donnent, à tous les égards, une image fidèle de la situation financière de la BID au titre de l'exercice terminé le 31 décembre 2022, de ses résultats, de ses flux de trésorerie et des variations des fonds propres au titre de l'exercice arrêté à la date indiquée, conformément aux normes comptables de l'Organisation de Comptabilité et d'Audit pour les Institutions Financières Islamiques (OCAIFI).

À notre opinion, la BID s'est également conformée aux règles et principes de charia énoncées par le Conseil de Charia du Groupe de la BID.

FONDEMENT DE L'OPINION

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes comptables applicables aux institutions financières islamiques de l'OCAIFI et aux normes internationales d'audit. Notre responsabilité au titre des normes susvisées sont décrites en détail sous le titre « Responsabilité du commissaire aux comptes au titre de la vérification des états financiers ». Nous sommes indépendants de la BID, conformément au Code de déontologie des comptables et auditeurs professionnels de l'OCAIFI (« Code de l'OCAIFI »), au Code du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (« Code du CNIDC »), et aux exigences déontologiques pertinentes à l'audit des états financiers en vigueur localement. Nous avons rempli notre mission dans le respect de ces exigences et des codes de l'OCAIFI et du CNIDC. Nous estimons que les preuves obtenues grâce à l'audit sont suffisantes et appropriées pour étayer notre opinion.

QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT

Ces questions sont, de notre jugement professionnel, des questions qui ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2022. Ces questions ont été abordées dans le cadre de notre audit des états financiers dans leur ensemble et dans l'expression de notre opinion à ce sujet. Nous n'exprimons pas une opinion séparée sur ces questions. Pour la question ci-dessous, notre description de la façon dont notre audit l'a abordée, est fournie dans ce contexte.

Nous avons rempli les responsabilités décrites dans la section intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes au titre de la vérification des états financiers » de notre rapport, y compris par rapport à ces questions. Ainsi, notre audit a porté sur la performance des procédures conçues pour répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris celles utilisées dans les questions ci-dessous, constituent le fondement de notre opinion sur les états financiers.



QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT	TRAITEMENT
<p>PROVISION POUR PERTE DE CRÉDIT ATTENDUE AU TITRE DES ACTIFS DES PROJETS</p> <p>Au 31 décembre 2022, la valeur des actifs des projets de la BID s'élevaient à 17,02 milliards DI (2021 : 16.28 milliards DI), soit 62,54 % du total des actifs. La provision pour perte de crédit attendue est à ce jour de 446 millions DI.</p> <p>L'audit des provisions pour perte de valeur des actifs des projets est un domaine d'intérêt clé en raison de sa taille et de l'importance des estimations et jugements utilisés pour classer les actifs des projets à différents stades et déterminer les exigences de provision pertinentes et la complexité des jugements, hypothèses et estimations utilisés dans les modèles de perte de crédit attendue.</p> <p>La BID comptabilise les provisions pour perte de crédit attendue à un montant égal à 12 mois de perte de crédit attendue (Stade 1) ou à une perte de crédit attendue sur toute la durée de vie (Stade 2). Une provision pour perte de crédit attendue sur toute la durée de vie est requise pour un instrument financier si le risque de crédit au titre de cet instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale.</p> <p>Les pertes de crédit attendues sont une estimation pondérée de la valeur actualisée des pertes de crédit. Celles-ci sont évaluées comme la valeur actualisée de la différence entre les flux de trésorerie dus à la BID au titre du contrat et les flux de trésorerie attendus par la BID au titre de la pondération de plusieurs scénarii économiques futurs, actualisés au taux de profit effectif de l'actif. La BID utilise des modèles statistiques pour les calculs de la perte de crédit attendue. Les variables clés utilisées dans ces calculs sont la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut, et le risque en cas de défaut, lesquels sont définis dans la Note 3 aux états financiers.</p> <p>La partie significative des actifs des projets est évaluée individuellement pour l'augmentation significative du risque de crédit et la mesure de la perte de crédit attendue. Cela requière de la Direction de saisir toutes les informations prospectives qualitatives et quantitatives raisonnables et justifiables lors de l'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit ou lors de l'évaluation des critères de crédit perdu au titre du risque. Le jugement de la Direction peut également être impliqué dans le remplacement manuel du classement en stades, conformément aux politiques de la BID, le cas échéant.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nous avons obtenu une compréhension des processus liés aux actifs des projets, à la gestion du risque de crédit, la politique de perte de valeur et de perte de crédit et l'estimation pour la détermination des provisions pour perte de valeur au titre des actifs des projets aux contreparties et de la méthode de de la perte de crédit attendue. 2. Nous avons évalué la conception et l'application des contrôles automatisés et/ou manuels à : <ul style="list-style-type: none"> ● l'approbation, l'exactitude et l'exhaustivité des provisions pour perte de valeur et aux contrôles en matière de gouvernance relatifs au suivi du modèle, et ce par des réunions clés de Direction et de comité lesquelles font partie du processus d'approbation des provisions pour perte de valeur des actifs des projets ; ● les sorties des modèles ; et ● la comptabilisation et l'évaluation des provisions pour perte de valeur. 3. Sur la base d'un échantillon, nous avons sélectionné des actifs de projets et évalué : <ul style="list-style-type: none"> ● l'identification par la BID de l'augmentation significative du risque de crédit (stade 2), l'évaluation de la classification des pertes de crédit (stade 3), et si les événements de perte de valeur pertinents ont été identifiés en temps opportun, ainsi que la classification des actifs des projets à différents stades et la détermination des cas de défauts/ engagements ayant perdu de leur valeur individuellement ; ● les informations prospectives intégrées dans les calculs de la perte de valeur en impliquant nos spécialistes pour tester les multiples scénarii économiques retenus et les pondérations y afférentes appliquées ; ● les hypothèses sous-jacentes au calcul de la provision pour perte de valeur, telles que les flux de trésorerie futurs estimés et les estimations de la période de reprise ; ● la méthode de calcul et sa conformité aux exigences de la norme FAS 30 ; et

ANNEXE 3 | RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT	TRAITEMENT
<p>La mesure des montants de la perte de crédit attendue au titre des actifs des projets classés aux stades 1 et 2 est effectuée par les modèles de perte de crédit attendue, avec une intervention manuelle limitée. Cependant, il est important que les modèles (probabilité de défaut, perte en cas de défaut, risque en cas de défaut et ajustement macroéconomique) soient valides tout au long de la période sous revue et soumis à un processus d'examen par un expert tiers indépendant. Pour les actifs des projets ayant perdu de leur valeur, la BID utilise des estimations sur la reprise des remboursements des contreparties. Elle fonde ses provisions au titre des pertes de crédit attendues sur la différence entre la valeur actualisée nette des flux de trésorerie de remboursement initiaux et la valeur actualisée nette des estimations de la Direction des flux de trésorerie révisés.</p> <p>Cette question a été considérée comme une question clé de l'audit. L'audit s'est concentré sur cette question en raison de l'importance des actifs des projets et de la complexité des jugements, hypothèses et estimations utilisés dans les modèles de perte de crédit attendue.</p> <p>Cf. Note 3 des états financiers pour la politique comptable en matière de perte de valeur des actifs financiers, la Note 14 pour la communication de la perte de valeur, et la Note 30 pour la communication du risque de crédit et les principaux facteurs et hypothèses pris en compte dans la détermination de la perte de crédit attendue.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● les ajustements post-modèle et les superpositions de Direction, le cas échéant, afin d'évaluer le caractère raisonnable de ces ajustements, ainsi que les facteurs qualitatifs qui ont été pris en compte par la BID dans la comptabilisation de tout ajustement post-modèle, en cas de limitations des données ou du modèle. Lorsque de tels ajustements post-modèle ont été appliqués, nous avons évalué ces ajustements post-modèle et le processus de gouvernance qui les régit. 4. Nous avons testé les modèles utilisées dans le processus de perte de crédit et vérifié l'intégrité des données utilisées comme intrants dans les modèles de perte de valeur. 5. La BID a effectué une validation externe des modèles de perte de crédit attendue et des modèles de perte en cas de défaut, notamment le modèle macro-économique au cours de la période précédente. Nous avons examiné le processus d'une telle validation externe des modèles et son incidence sur les résultats de l'estimation de perte de valeur. Enfin, nous avons actualisé notre évaluation de la méthode et du cadre conçus et exécutés par la BID pour déterminer si les résultats des modèles de perte de valeur et la classification en stades étaient raisonnables et reflétaient les prévisions utilisées par la BID pour déterminer les conditions économiques futures à la date de clôture. 6. À chaque fois qu'il était nécessaire, nous avons fait appel à nos spécialistes pour nous aider à examiner les calculs des modèles, évaluer les intrants y liés, et évaluer les hypothèses utilisées dans le modèle de perte de crédit attendue, notamment en ce qui concerne la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut, le risque en cas de défaut et les variables macroéconomiques, les scénarii macroéconomiques prévus et les pondérations de probabilité, et des hypothèses utilisées dans les ajustements post-modèle, le cas échéant, comme mentionné ci-dessus. 7. Nous avons évalué l'adéquation des informations communiquées dans les états financiers par rapport aux exigences des normes comptables émises par l'OCAIFI.



AUTRES INFORMATIONS INCLUSES DANS LE RAPPORT ANNUEL 2022 DE LA BID

Les « Autres informations » sont des informations incluses dans le rapport annuel 2022 de la BID, autres que les états financiers et le rapport du commissaire aux comptes. La Direction est responsable des « Autres informations » contenues dans le rapport annuel. Il est prévu que le rapport annuel 2022 de la BID soit mis à notre disposition après la date du présent rapport du commissaire aux comptes.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les « Autres informations » et nous n'exprimons aucune assurance quant à elles.

S'agissant de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire les « Autres informations » visées ci-dessus si disponible, et chemin faisant, d'examiner si elles sont incohérentes à un large degré avec les états financiers ou les informations que nous avons obtenues grâce à l'audit, ou constituent une fausses déclaration importante.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES ORGANES CHARGÉS DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers et l'engagement de la BID à mener ses activités conformément aux règles et principes de la charia relèvent de la responsabilité de la Direction de la BID et des organes chargés de la gouvernance.

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément aux normes comptables de l'OCAIFI. Aussi est-elle responsable des contrôles internes selon qu'elle juge nécessaire aux fins de la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant d'actes de fraude ou d'erreurs.

Dans la préparation des états financiers, la Direction est responsable de l'évaluation de la capacité de la BID à poursuivre son exploitation, de la communication, selon le cas, des questions liées à son exploitation, et de l'utilisation de la base de continuité d'exploitation en comptabilité, sauf si la Direction a l'intention de liquider la BID, de cesser ses opérations, ou n'a pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Les organes chargés de la gouvernance sont responsables de superviser le processus de communication de l'information financière de la BID.

ANNEXE 3 | RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

AUDITOR'S RESPONSIBILITIES FOR THE AUDIT OF THE FINANCIAL STATEMENTS

Notre objectif consiste à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont dans leur ensemble exempts d'anomalies significatives résultant de fraude ou d'erreur et à émettre un rapport d'audit qui comprend notre opinion. L'assurance raisonnable est un haut niveau d'assurance, mais elle ne garantit pas que l'audit effectué conformément aux normes d'audit pour les institutions financières islamiques de l'OCAIFI et aux normes internationales d'audit saura toujours détecter une anomalie significative lorsque celle-ci existe. Des anomalies peuvent résulter d'acte de fraude ou d'erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, elles peuvent raisonnablement avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des états financiers.

Dans le cadre d'une vérification conformément aux normes d'audit pour les institutions financières islamiques émises par l'OCAIFI et les Normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude professionnelle le long de l'audit. Nous :

- identifions et évaluons les risques que les états financiers puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci soient le résultat d'un acte de fraude ou d'une erreur ; concevons et effectuons des procédures d'audit sensibles à de tels risques ; et obtenons des éléments probants suffisants et adéquats pour étayer notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'un acte de fraude est plus élevé que celui d'une anomalie due à une erreur, car la fraude peut impliquer un acte de connivence, de falsification, des omissions délibérées, de fausses déclarations, et le non-respect du contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne relatif à l'audit pour mettre en place des procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la BID ;
- évaluons la pertinence des politiques comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables, ainsi que les informations y afférentes présentées par la Direction ;
- décidons de la pertinence de l'utilisation faite par la Direction de la base de continuité d'exploitation en comptabilité, à la lumière des éléments probants obtenus, de l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la BID à poursuivre son exploitation. Si nous arrivons à la conclusion de l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus, dans notre rapport, d'attirer l'attention sur les informations présentées à cet égard dans les états financiers ou, si de telles informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions se fondent sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions ultérieures peuvent induire la cessation d'exploitation de la BID ;
- évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations présentées, et si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents de la manière qui permet une présentation fidèle ; et
- obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des activités au sein de la BID afin de pouvoir exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, supervision et réalisation de l'audit de la BID. Nous demeurons seuls responsables de notre opinion d'audit.



Nous communiquons avec les organes chargés de la gouvernance concernant, entre autres, l'étendue prévue et le calendrier de l'audit et les résultats importants d'audit, y compris des lacunes importantes dans le système de contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux organes chargés de la gouvernance une déclaration que nous avons respecté les exigences déontologiques en ce qui concerne l'indépendance, et nous communiquons avec eux sur toutes les relations et autres questions qui peuvent raisonnablement être considérées comme susceptibles de compromettre notre indépendance, et le cas échéant, sur les garanties pertinentes.

À la lumière des questions communiquées par les organes chargés de la gouvernance, nous décidons de celles ayant eu la plus haute importance dans l'audit des états financiers au titre de l'exercice sous revue et qui constituent donc des questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si la loi ou le règlement prévient leur publication ou, dans de très rares circonstances, nous estimons qu'une question quelconque ne devrait pas être présentée dans notre rapport car le contraire entraînerait des conséquences néfastes susceptibles de supplanter l'intérêt d'une telle publication.

ANNEXE 3 | RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2022

(SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DINARS ISLAMIQUES)

	NOTES	31 DÉCEMBRE 2022	31 DÉCEMBRE 2021
Espèces et quasi-espèces	4	1,603,817	236,583
Placements mourabaha de marchandises	5	3,980,955	5,528,102
Placements soukook	6	2,638,856	2,219,216
Financement mourabaha	7	318,938	253,421
Actifs de trésorerie		8,542,566	8,237,322
Actifs istisna	9	8,738,938	8,388,859
Moudaraba restreinte	10	580,101	656,238
Vente à tempérament	11	3,058,916	2,454,022
Actifs idjara	12	2,881,205	2,985,534
Prêts (qard)	13	1,757,086	1,794,183
Actifs des projets		17,016,246	16,278,836
Placements en actions	15	479,356	542,798
Investissements dans des entités associées	16	795,322	742,856
Autres investissements		84,437	73,090
Actifs des investissements		1,359,115	1,358,744
Immobilisations, équipements et immob. incorp.		60,416	57,082
Autres actifs	17	79,258	94,690
Actif, total		27,057,601	26,026,674
Passif			
Soukook émis	18	16,362,665	15,564,787
Passifs mourabaha de marchandises	19	392,105	277,176
Autres passifs	20	230,301	640,257
Passif, total		16,985,071	16,482,220
Fonds propres			
Capital libéré	22	6,411,996	6,177,086
Réserves	23	3,487,426	3,260,435
Revenu de l'exercice, net		173,108	106,933
Fonds propres, total		10,072,530	9,544,454
Passifs et fonds propres, total		27,057,601	26,026,674
Comptes investissement restreint	28	82,576	78,502



ANNEXE 3 | RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

COMPTE DE RÉSULTAT

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

(SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DINARS ISLAMIQUES)

	NOTES	EXERCICE CLOS AU 31 DÉC. 2022	EXERCICE CLOS AU 31 DÉC. 2021
Revenu/(perte) de :			
Placements mourabaha de marchandises		95,847	43,022
Placements soukook	6	56,675	50,539
Financement mourabaha		9,865	8,883
Actifs de trésorerie		162,387	102,444
Actifs istisna		251,099	253,629
Moudaraba restreinte		21,016	17,827
Vente à tempérament		87,931	73,402
Actifs idjara, moins perte de valeur des actifs idjara	12.4	90,324	63,026
Prêts (qard)		8,836	9,370
Actifs des projets		459,206	417,254
Placements en actions		26,624	20,396
Part de revenu des investissements dans des entités associées	16	27,811	15,700
Autres investissements		2,358	1,229
Actifs des investissements		56,793	37,325
Gains de change		11,161	3,152
Pertes de couverture swap	17(a)	(2,165)	(688)
Autres		6,539	4,034
Autres revenus		15,535	6,498
Revenu, total		693,921	563,521
Coûts de financement	18, 19, 20	(289,906)	(265,574)
Charges de perte de valeur	14	(66,676)	(29,197)
Revenu avant déduction des charges d'exploitation, net		337,339	268,750
Dépenses administratives	24	(159,236)	(156,814)
Perte de valeur/amortissement des immob., équipements et immob. incorp.		(4,995)	(5,003)
Charges d'exploitation, total		(164,231)	(161,817)
Revenu de l'exercice, net		173,108	106,933

ANNEXE 3 | RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

ÉTAT DES VARIATIONS DES FONDS PROPRES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

(SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DINARS ISLAMIQUES)

	NOTES	CAPITAL-ACTIONS LIBÉRÉ	RÉSERVES				TOTAL RÉSERVES	REVENU, NET	FONDS PROPRES, TOTAL
			RÉSERVE GÉNÉRALE	RÉSERVE DE LA JUSTE VALEUR	PENSIONS DE RETRAITE ET ASSURANCE MÉDICALE	AUTRES RÉSERVES			
Solde au 1^{er} janvier 2021		5,940,601	2,994,490	279,004	(153,365)	(62,385)	3,057,744	116,216	9,114,561
Augmentation du capital libéré	22	236,485	-	-	-	-	-	-	236,485
Variations nettes de la juste valeur des investissements		-	-	103,337	-	-	103,337	-	103,337
Pertes actuarielles liées aux pensions de retraites	21	-	-	-	(6,983)	-	(6,983)	-	(6,983)
et à l'assurance médicale	17	-	(20,911)	-	-	4,191	(16,720)	-	(16,720)
Réserve de la comptabilité de couverture	16	-	-	-	-	22,056	22,056	-	22,056
Part des variations de la réserve dans des entités associées		-	-	-	-	-	-	106,933	106,933
Revenu de l'exercice, net	23	-	116,216	-	-	-	116,216	(116,216)	-
Transfert à la réserve générale	23	-	(15,215)	-	-	-	(15,215)	-	(15,215)
Solde au 31 décembre 2021		6,177,086	3,074,580	382,341	(160,348)	(36,138)	3,260,435	106,933	9,544,454
Augmentation du capital libéré	22	234,910	-	-	-	-	-	-	234,910
Variations nettes de la juste valeur des investissements		-	-	(53,861)	-	-	(53,861)	-	(53,861)
Gains actuariels liés aux pensions de retraite et à l'assurance médicale	21	-	-	-	143,737	-	143,737	-	143,737
Réserve de la comptabilité de couverture	17	-	-	-	-	13,326	13,326	-	13,326
Part des variations de la réserve dans des entités associées	16	-	-	-	-	30,409	30,409	-	30,409
Revenu de l'exercice, net		-	-	-	-	-	-	173,108	173,108
Transfert à la réserve générale	23	-	106,933	-	-	-	106,933	(106,933)	-
Allocation pour les subventions	23	-	(13,553)	-	-	-	(13,553)	-	(13,553)
Solde au 31 décembre 2022		6,411,996	3,167,960	328,480	(16,611)	7,597	3,487,426	173,108	10,072,530



ANNEXE 3 | RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

(SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DINARS ISLAMIQUES)

	NOTES	EXERCICE CLOS AU 31 DÉC. 2022	EXERCICE CLOS AU 31 DÉC. 2021
Flux de trésorerie des opérations			
Revenu de l'exercice, net		173,108	106,933
Ajustement des éléments hors trésorerie :			
Dépréciation/amortissement		4,995	5,003
Gain des investissements dans des entités associées	16	(27,811)	(15,700)
Provision pour perte de crédit au titre des actifs financiers	14	66,676	29,197
Produit à recevoir - Placements soukook	6	(2,994)	(2,929)
Pertes à la juste valeur latentes sur soukook	6	8,937	2,587
Amortissement d'autre revenu		(567)	(567)
Gains de change		(11,161)	(3,152)
Gain sur cession d'investissements en prise de participation		(4,170)	(6,469)
Revenu d'exploitation avant variations des actifs et passifs d'exploitation		207,013	114,903
Variations des actifs et passifs opérationnels :			
Actifs istisna		(182,170)	(438,510)
Moudaraba restreinte		108,703	96,375
Vente à tempérament		(547,573)	(221,663)
Actifs idjara		200,256	(118,093)
Prêts (qard)		42,393	(12,922)
Autres actifs		10,221	22,383
Autres passifs		(292,550)	25,757
Placements mourabaha de marchandises		1,662,646	(74,619)
Financement mourabaha		(58,221)	76,575
Liquidités générées par/(utilisées pour) les activités d'exploitation, net		1,150,718	(529,814)
Flux de trésorerie des activités de placements			
Acquisition de placements soukook	6	(726,726)	(815,145)
Gains sur cession/rachat de placements soukook	6	411,115	117,372
Acquisition de prises de participation	15	(4,469)	(17,393)
Produits des sorties de placements en actions et d'autres investissements		16,140	24,129
Acquisition d'autres placements		(6,908)	(18,471)
Acquisition/augmentation de la part dans les entités associées	16	(2,116)	(4,553)
Dividendes d'entités associées	16	1,854	2,298
Produits de remboursement en capital/cession d'investissement dans des entités associées	16	6,016	15,973
Entrées au titre des immob., équipements et immob. incorp.		(8,329)	(8,331)
Espèces (utilisées dans) les activités de placement, net		(313,423)	(704,121)
Augmentation du capital libéré		234,910	236,485
Allocation pour les subventions	23	(13,553)	(15,215)
Produit de l'émission de soukook		2,089,621	3,365,023
Rachat de soukook		(1,895,874)	(2,354,890)
Passifs mourabaha de marchandises		114,165	(21,434)
Rachat des montants exigés - wakala		-	(97,204)
Liquidités provenant des activités de financement, net		529,269	1,112,765
Variation des espèces et quasi-espèces, net		1,366,564	(121,170)
Changement des espèces et quasi-espèces, net		670	(5,671)
Provision de perte de valeur - espèces et quasi-espèces		-	(499) (499)
Espèces et quasi-espèces en début d'exercice		236,583	363,923
Espèces et quasi-espèces en fin d'exercice	4	1,603,817	236,583

ANNEXE 4 | BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Excellences, le Président et les membres du Conseil des Gouverneurs,
Fonds waqf des ressources du compte spécial - Banque islamique de développement
Djeddah
Royaume d'Arabie saoudite

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

OPINION

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints du Fonds waqf des ressources du compte spécial (le « Fonds ») de la Banque islamique de développement (la « Banque » ou la « BID »), lesquels états financiers comprennent le Bilan arrêté au 31 décembre 2022, l'État des activités financières, l'État des variations des fonds propres waqf, l'État des flux de trésorerie et la Déclaration de ghallah au titre de l'exercice terminé à la date indiquée précédemment, ainsi que les notes sur les états financiers, y compris un résumé des principales politiques comptables.

À notre opinion, les états financiers donnent, à tous les égards, une image fidèle de la situation financière du Fonds au titre de l'exercice terminé le 31 décembre 2022, des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie au titre de l'exercice terminé à la même date, conformément aux normes comptables de l'Organisation de Comptabilité et d'Audit pour les Institutions Financières Islamiques (« OCAIFI »).

À notre opinion, le Fonds s'est également conformé au titre de l'exercice sous revue aux règles et principes de charia énoncés par le Conseil de Charia du Groupe de la Banque islamique de développement.

FONDEMENT DE L'OPINION

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes comptables de l'OCAIFI applicables aux institutions financières islamiques. Notre responsabilité au titre des normes susvisées sont décrites en détail sous le titre « Responsabilité du commissaire aux comptes à l'égard de l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants du Fonds, conformément au Code de déontologie des comptables et auditeurs de l'OCAIFI (le « Code ») et nous avons rempli nos autres missions dans le respect du même Code. Nous estimons que les preuves obtenues à la suite de l'audit sont suffisantes et appropriées pour étayer notre opinion.

AUTRES INFORMATIONS INCLUSES DANS LES ÉTATS FINANCIERS 2022 DU FONDS

Les « Autres informations » jointes aux états financiers du Fonds au titre de l'exercice terminé le 31 décembre 2022 sont les informations autres que celles contenues dans les états financiers eux-mêmes. La Direction est responsable des « Autres informations » contenues dans le rapport annuel.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les « Autres informations » et nous n'exprimons aucune assurance quant à elles.

S'agissant de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire les Autres informations susmentionnées et, chemin faisant, d'examiner si elles sont incohérentes à un large degré avec les états financiers ou des informations que nous avons obtenues au titre de notre audit, ou constituent une fausse déclaration importante. Si, à la lumière de notre mission, nous estimons qu'il y a une fausse déclaration importante dans ces informations, nous serons tenus de la signaler. À cet égard, nous n'avons rien à signaler.



RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES ORGANES CHARGÉS DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les présents états financiers et l'engagement du Fonds à mener ses activités conformément aux règles et principes de charia relèvent de la responsabilité de la Direction du Fonds et des organes chargés de la gouvernance.

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément aux normes de l'OCAIFI. Aussi est-elle responsable des contrôles internes selon qu'elle juge nécessaire aux fins de la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant d'actes de fraude ou d'erreurs.

Dans la préparation des états financiers, la Direction est responsable de l'évaluation de la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation et de la communication, selon le cas, des questions liées à son exploitation et de l'utilisation de la base de continuité d'exploitation en comptabilité, sauf si la Direction a l'intention de liquider le Fonds, de cesser ses opérations, ou n'a pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Les personnes chargées de la gouvernance sont responsables de superviser le processus de communication de l'information financière concernant le Fonds.

RESPONSABILITÉ DU COMMISSAIRE AUX COMPTES AU TITRE DE LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS

Notre objectif consiste à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont dans leur ensemble exempts d'inexactitudes importantes résultant de fraude ou d'erreur et à émettre un rapport d'audit qui comprend notre opinion. L'assurance raisonnable est un haut niveau d'assurance, mais elle ne garantit pas que l'audit effectué conformément aux normes d'audit applicables aux institutions financières islamiques publiées par l'OCAIFI et aux normes internationales d'audit, saura toujours détecter une inexactitude significative lorsque celle-ci existe. Des anomalies peuvent résulter de fraude ou d'erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, elles peuvent raisonnablement avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des états financiers.

Dans le cadre d'un audit conformément aux normes d'audit pour les institutions financières islamiques publiées par l'OCAIFI, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude professionnelle le long de l'audit. Également, nous :

- identifions et évaluons les risques que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci soient le résultat d'un acte de fraude ou d'erreur, concevons et effectuons des procédures d'audit sensibles à de tels risques, et nous obtenons des éléments probants suffisants et adéquats pour étayer notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'un acte de fraude est plus élevé que celui d'une anomalie due à une erreur, car la fraude peut impliquer un acte de connivence, de falsification, des omissions délibérées, de fausses déclarations, et le non-respect du contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne relatif à l'audit pour mettre en place des procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds ;
- évaluons la pertinence des politiques comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables, ainsi que les informations y afférentes présentées par la Direction ;
- décidons de la pertinence de l'utilisation faite par la Direction de la base de continuité d'exploitation en comptabilité, à la lumière des éléments d'audit probants obtenus, de l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous arrivons à la conclusion de l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus, dans notre rapport, d'attirer l'attention sur les informations présentées à cet égard dans les états financiers ou, si de telles informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions se fondent sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions ultérieures peuvent induire la cessation d'exploitation du Fonds ; et

ANNEXE 4 | BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

- évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris l'information présentées, et si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents de la manière qui permet une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les personnes chargées de la gouvernance concernant, entre autres, l'étendue prévue et le calendrier de l'audit et les résultats importants d'audit, y compris des lacunes importantes dans le système de contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

RAPPORT SUR LES AUTRES EXIGENCES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

L'article 4 du règlement du Fonds waqf des ressources du compte spécial dispose que le montant principal, c'est-à-dire le montant institué waqf, est maintenu en perpétuité. Au 31 décembre 2022 et à la même date de l'exercice 2021, le Fonds a accumulé un déficit pour lequel les mesures requises sont prises, comme indiqué à la Note 32 des états financiers.



ANNEXE 4 | BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2022

(SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)

	NOTES	31 DÉCEMBRE 2022	31 DÉCEMBRE 2021
Actif			
Espèces et quasi-espèces	5	90,763	57,455
Placements mourabaha de marchandises	6	29,186	197,642
Placements soukook	7	82,236	88,408
Financements mourabaha	8	-	1,209
Actifs de trésorerie		202,185	344,714
Placements de vente à tempérament	9	3,430	3,430
Placements idjara syndiquée	10	2,932	2,947
Placements en actions	11	11,649	18,722
Investissements auprès de fonds	12	55,637	60,170
Investissements dans des entités associées	13	175,702	165,882
Placements wakala	14	182,187	65,981
Actifs d'investissement		431,537	317,132
Prêts (qards)	15	147,536	160,509
Autres actifs	16	9,622	14,111
Actifs fixes		21,267	22,768
Actif, total		812,147	859,234
Passif			
Produits à recevoir et autres éléments du passif	17	22,174	60,492
Fonds affectés	18	24,338	26,305
Passif, total		46,512	86,797
Fonds propres waqf			
Montant institué waqf		1,069,852	1,069,852
Déficit cumulé		(282,289)	(235,786)
Réserves		(21,928)	(61,629)
Fonds propres waqf, total		765,635	772,437
Passif et fonds propres waqf, total		812,147	859,234

ANNEXE 4 | BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

(SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)

	NOTES	31 DÉCEMBRE 2022	31 DÉCEMBRE 2021
Revenu/(perte) de :			
Actifs de trésorerie			
Placements mourabaha de marchandises		1,814	1,651
Placements soukouk	7	3,172	3,393
Actifs d'investissement			
Placements en actions		(2,211)	-
Investissements auprès de fonds		950	2,719
Investissements dans des entités associées		5,877	6,537
Placements wakala		(30,217)	2,350
Autres		539	2,787
Revenu, total		(20,076)	19,437
(Pertès)/gains de change		(1,270)	(4,231)
Revenu/(perte) avant déduction des dépenses liées aux programmes, total		(21,346)	15,206
Charges des programmes	22	(21,126)	(25,447)
Revenu/(perte) avant déduction des charges liées à la perte de valeur		(42,472)	(10,241)
Charges de perte de valeur au titre de l'exercice	20	(4,975)	(7,683)
Revenu/(perte) imputable, net		(47,447)	(17,924)
Don (transféré)/reçu		(1,541)	290
Contributions des ROC-BID aux subventions d'assistance technique et au programme de bourses d'études	21	18,304	21,654
Revenu non-conforme à la charia transféré des ROC-BID		190	161
(Déficit)/surplus de l'exercice, net		(30,494)	4,181



ANNEXE 4 | BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL

ÉTAT DES VARIATIONS DES FONDS PROPRES WAQF

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

(SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)

	NOTES	MONTANT INSTITUÉ WAQF	RÉSERVES				TOTAL RÉSERVES	TOTAL
			DÉFICIT CUMULÉ	RÉSERVE DE JUSTE VALEUR	RÉSERVES DE FONDS DE PENSION	AUTRES RÉSERVES		
Solde au 1^{er} janvier 2021		1,069,852	(217,368)	(6,021)	(19,163)	(8,037)	(33,221)	819,263
Incidence de l'adoption de la norme FAS-30		-	(3,293)	-	-	-	-	(3,293)
Revised balance as at 1 January 2021		1,069,852	(220,661)	(6,021)	(19,163)	(8,037)	(33,221)	819,263
Solde révisé au 1 ^{er} janvier 2021		-	4,181	-	-	-	-	4,181
Surplus net de l'exercice		-	-	(6,535)	-	-	(6,535)	(6,535)
Changement dans la réserve de juste valeur, net		-	-	-	(22,350)	-	(22,350)	(22,350)
Passif au titre du régime des prestations définies		-	-	-	-	5,823	-	5,823
Part des variations de la réserve dans des entités associées		-	-	-	-	(5,346)	(5,346)	(5,346)
Variations dans d'autres réserves		-	(19,306)	-	-	-	-	(19,306)
Solde au 31 décembre 2021		1,069,852	(235,786)	(12,556)	(41,513)	(7,560)	(61,629)	772,437
Déficit de l'exercice, net		-	(30,494)	-	-	-	-	(30,494)
Changement dans la réserve de juste valeur, net		-	-	2,982	-	-	2,982	2,982
Passif au titre du régime des prestations définies	19	-	-	-	40,400	-	40,400	40,400
Part des variations de la réserve dans des entités associées		-	-	-	-	4,410	4,410	4,410
Variations dans d'autres réserves		-	-	-	-	(8,091)	(8,091)	(8,091)
Distribution de la ghallah		-	(16,009)	-	-	-	-	(16,009)
Solde au 31 décembre 2022		1,069,852	(282,289)	(9,574)	(1,113)	(11,241)	(21,928)	765,635

ANNEXE 4 | BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

(SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)

	NOTES	31 DÉCEMBRE 2022	31 DÉCEMBRE 2021
Flux de trésorerie des opérations			
(Déficit)/surplus de l'exercice, net		(30,494)	4,181
Ajustement des éléments hors trésorerie :			
Dépréciation		1,501	1,601
Perte de valeur au titre de l'exercice	20	4,975	7,683
Perte de juste valeur latente sur placements soukook	7	2	-
Revenu coupon à recevoir sur placements soukook	7	61	-
Gains sur sorties de placements en actions		2,211	-
Part de gain dans des entités associées, net	13	(5,978)	(7,114)
Perte sur la cession de placements auprès d'entités associées	13	101	576
Part de perte sur placements wakala		29,925	-
Coûts de service au titre des prestations de retraite et des prestations médicales	19	3,439	3,665
Gain de change		(8,091)	(6,786)
Variations des actifs et passifs opérationnels			
Placements de vente à tempérament		-	(56)
Fonds affectés		(1,967)	(1,073)
Prêts (qards)		19,299	16,732
Autres actifs		4,489	6
Produits à recevoir et autres éléments du passif		615	(32,530)
Espèces provenant/(utilisées dans) des opérations		20,089	(13,115)
Prestations de retraite et médicales payées	19	(1,972)	(1,054)
Distribution de la ghallah		(16,009)	(19,306)
Espèces provenant/(utilisées dans) des opérations, net		2,108	(33,475)
Flux de trésorerie des activités de placements			
Variations des placements mourabaha de marchandises, net		168,663	42,672
Rachat d'investissements soukook	7	6,066	2,680
Sorties des placements en actions		1,638	-
Entrées aux placements dans des fonds	12	(200)	(441)
Sorties des placements dans des fonds	12	698	5,095
Dividendes d'entités associées	13	467	1,001
Entrées aux placements wakala	14	(146,131)	(65,981)
Entrées au titre des immobilisations corporelles		-	(47)
Espèces provenant/(utilisées dans) des activités d'investissements, net		31,201	(15,021)
Variation des espèces et quasi-espèces, net		33,308	(48,496)
Espèces et quasi-espèces au 1 ^{er} janvier		57,455	105,951
Espèces et quasi-espèces au 31 décembre	5	90,763	57,455



ANNEXE 4 | BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL DÉCLARATION DE GHALLAH EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

(SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)

	NOTES	31 DÉCEMBRE 2022	31 DÉCEMBRE 2021
Solde d'ouverture sur la période de la ghallah affectée		(232,089)	(211,427)
Ghallah de l'exercice			
(Déficit)/surplus de l'exercice		(30,494)	4,181
Perte de juste valeur sur soukous		2	-
Part de revenu/perte dans des entités associées	13	(5,877)	(6,538)
Revenu de dividendes des entités associées	13	467	1,001
Ghallah de l'exercice, total		(35,902)	(1,356)
Ghallah disponible pour distribution		(267,991)	(212,783)
Distribution de la ghallah aux bénéficiaires	22	(16,009)	(19,306)
Solde de clôture sur la période de la ghallah affectée		(284,000)	(232,089)

ANNEXE 5 | CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS ET PAYS REPRÉSENTÉS

NOM	PAYS DE NATIONALITÉ	COUNTRY(IES) REPRESENTED
Hon. Hamed ARABI ELHOUDERI	Libye	Libye
Hon. Murat ZAMAN	Türkiye	Türkiye
Hon. Seyed ABBAS HOSSEINI	Iran	Iran
Hon. Abdul Ghaffar AL AWADHI	Koweït	Koweït
S.E. Dr Hamad SULAIMAN AL BAZAI	Arabie saoudite	Arabie saoudite
Hon. Dr Nada MASSOUD	Égypte	Égypte
Hon. Khalaf SULTAN AL DHAHERI	Émirats arabes unis	Émirats arabes unis
Hon. Hamad MADI AL-HAJRI	Qatar	Qatar
Hon. Dr Mahmoud ISA-DUTSE	Nigéria	Nigéria
Hon. Eric MBALHASRA	Tchad	Djibouti, Comores, Gabon, Mozambique, Ouganda, Somalie, Tchad
Hon. Khalifa SARR	Sénégal	Burkina-Faso, Gambie, Mali, Niger, Sénégal, Togo
Hon. Issa JANDI	Guinée-Bissau	Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Sierra Leone
Hon. Laaziz FAID	Algérie	Algérie, Mauritanie, Maroc, Tunisie
Hon. Dr Ammar HAMAD KHALAF IBRAHIM	Irak	Irak, Jordanie, Liban, Palestine, Syrie
Hon. Hassan GAFFAR ABDELRHMAN	Soudan	Bahreïn, Oman, Soudan, Yémen
Hon. Mian ASAD HAYAUD DIN	Pakistan	Afghanistan, Bangladesh, Maldives, Pakistan
Hon. Mme Anuska RAMDHANI	Suriname	Brunei Darussalam, Guyana, Indonésie, Malaisie, Suriname
Hon. Tamerlan TAGHIYEV	Azerbaïdjan	Albanie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan

ANNEXE 6A | ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL-ACTIONS DE LA BID AU 31 DÉCEMBRE 2022

PAYS	CAPITAL SOUSCRIT (EN MILLIONS DJ)							
	NOMBRE D' ACTIONS	MONTANT EN MILLIONS DJ			% DU TOTAL	VENTILATION DU CAPITAL EXIGÉ (EN MILLIONS DJ)		
		EXIGÉ	EXIGIBLE	TOTAL		LIBÉRÉ	ARRIÉRÉS/INSUFFISANTS	NON ENCORE ÉCHU
Arabie saoudite	1,319,868	3,437.730	9,760.950	13,198.680	23.51%	1,618.477	0.000	1,819.253
Libye	529,382	1,378.820	3,915.000	5,293.820	9.43%	462.579	158.879	757.363
Iran	463,146	1,206.310	3,425.150	4,631.460	8.25%	511.310	32.393	662.607
Nigéria	429,851	1,119.580	3,178.930	4,298.510	7.66%	325.620	61.138	732.822
Qatar	402,985	1,050.530	2,979.320	4,029.850	7.18%	466.529	0.000	584.001
Égypte	397,137	1,033.630	2,937.740	3,971.370	7.07%	449.569	0.000	584.061
Koweït	388,300	1,263.900	2,619.100	3,883.000	6.92%	649.687	0.000	614.213
Émirats arabes unis	379,949	682.115	3,117.375	3,799.490	6.77%	494.911	0.000	187.204
Türkiye	362,100	942.440	2,678.560	3,621.000	6.45%	409.904	0.000	532.536
Algérie	142,627	371.210	1,055.060	1,426.270	2.54%	169.129	0.000	202.081
Pakistan	142,627	371.220	1,055.050	1,426.270	2.54%	160.417	1.041	209.762
Indonésie	126,248	328.690	933.790	1,262.480	2.25%	152.225	0.000	176.465
Malaisie	86,818	192.700	675.480	868.180	1.55%	103.374	0.000	89.326
Bangladesh	56,576	147.240	418.520	565.760	1.01%	64.038	0.005	83.198
Maroc	28,478	74.120	210.660	284.780	0.51%	32.240	0.000	41.880
Yémen	25,862	46.190	212.430	258.620	0.46%	24.758	7.535	13.897
Soudan	25,844	67.310	191.130	258.440	0.46%	15.999	14.342	36.969
Jordanie	24,381	63.500	180.310	243.810	0.43%	28.621	0.000	34.879
Sénégal	16,398	42.710	121.270	163.980	0.29%	15.328	3.925	23.457
Oman	15,815	41.160	116.990	158.150	0.28%	17.903	0.000	23.257
Irak	14,983	38.990	110.840	149.830	0.27%	16.956	0.000	22.034
Cameroun	14,241	37.070	105.340	142.410	0.25%	12.029	4.094	20.947
Brunei	12,836	23.020	105.340	128.360	0.23%	16.389	0.000	6.631
Burkina-Faso	10,004	32.890	67.150	100.040	0.18%	16.737	0.000	16.153
Niger	10,004	32.890	67.150	100.040	0.18%	7.273	8.851	16.767
Ouganda	9,772	30.570	67.150	97.720	0.17%	12.801	0.367	17.402
Bahreïn	8,038	20.920	59.460	80.380	0.14%	9.097	0.000	11.823
Tunisie	7,941	26.100	53.310	79.410	0.14%	12.801	0.000	13.299
Bénin	6,460	16.820	47.780	64.600	0.12%	7.578	0.005	9.237
Kazakhstan	5,991	15.670	44.240	59.910	0.11%	6.856	0.000	8.814
Azerbaïdjan	5,649	14.700	41.790	56.490	0.10%	6.698	0.000	8.002
Mali	5,649	14.700	41.790	56.490	0.10%	6.286	0.108	8.307
Gabon	5,458	27.400	27.180	54.580	0.10%	15.775	3.416	8.209
Guinée	5,087	28.040	22.830	50.870	0.09%	13.219	2.905	11.917
Liban	3,577	9.130	26.640	35.770	0.06%	6.183	0.211	2.736
Mauritanie	3,577	9.130	26.640	35.770	0.06%	6.286	0.107	2.737
Kirghizstan	2,867	7.460	21.210	28.670	0.05%	3.277	0.000	4.183
Mozambique	2,867	7.460	21.210	28.670	0.05%	3.006	0.240	4.215
Maldives	2,867	7.460	21.210	28.670	0.05%	3.400	0.000	4.060
Gambie	2,867	7.460	21.210	28.670	0.05%	3.137	0.108	4.215
Tadjikistan	2,015	6.620	13.530	20.150	0.04%	3.245	0.000	3.375
Togo	2,015	6.620	13.530	20.150	0.04%	3.129	0.116	3.375
Palestine	1,955	9.850	9.700	19.550	0.03%	5.724	4.126	-
Syrie	1,849	9.280	9.210	18.490	0.03%	5.003	1.495	2.782
Sierra Leone	1,816	4.640	13.520	18.160	0.03%	2.561	0.688	1.391
Ouzbékistan	1,491	5.200	9.710	14.910	0.03%	3.029	0.000	2.171
Côte-d'Ivoire	1,444	4.990	9.450	14.440	0.03%	3.570	0.000	1.420
Comores	1,444	4.990	9.450	14.440	0.03%	2.188	0.687	2.116
Afghanistan	1,102	6.090	4.930	11.020	0.02%	4.996	0.004	1.090
Tchad	1,084	5.990	4.850	10.840	0.02%	4.667	0.253	1.070
Suriname	923	4.630	4.600	9.230	0.02%	2.979	0.266	1.384
Albanie	923	4.630	4.600	9.230	0.02%	2.807	0.438	1.385
Somalie	550	3.040	2.460	5.500	0.01%	2.501	0.000	0.539
Turkménistan	550	3.040	2.460	5.500	0.01%	2.500	0.000	0.540
Guinée-Bissau	550	3.040	2.460	5.500	0.01%	2.212	0.288	0.540
Djibouti	550	3.040	2.460	5.500	0.01%	1.625	0.875	0.540
Guyana	277	2.770	0.000	2.770	0.005%	0.872	0.003	1.895
Déficit, net	*	*	*	*	*	(0.010)	0.000	0.010
Total partiel	5,525,665	14,357,445	40,899,205	55,256,650	98.43%	6,411,997	308,911	7,636,537
Non-souscrites	87,863	525.060	353.570	878.630	1.57%	*	*	*
Total général	5,613,528	14,882,505	41,252,775	56,135,280	100.00%	6,411,997	308,911	7,636,537



ANNEXE 6B | ÉTAT DES DROITS DE VOTE AU 31 DÉCEMBRE 2022

PAYS	DROITS DE VOTE	
	NOMBRE DE VOTES	% DES DROITS DE VOTE
Arabie saoudite	1,138,443	23.92%
Libye	438,258	9.21%
Iran	394,146	8.28%
Émirats arabes unis	361,729	7.60%
Nigéria	350,955	7.37%
Qatar	345,085	7.25%
Égypte	339,231	7.13%
Koweït	327,379	6.88%
Türkiye	309,346	6.50%
Algérie	122,919	2.58%
Pakistan	122,047	2.56%
Indonésie	109,101	2.29%
Malaisie	78,385	1.65%
Bangladesh	48,756	1.02%
Maroc	24,790	0.52%
Yémen	24,219	0.51%
Jordanie	21,393	0.45%
Soudan	21,213	0.45%
Sénégal	14,160	0.30%
Oman	13,989	0.29%
Irak	13,280	0.28%
Brunei	12,673	0.27%
Cameroun	12,237	0.26%
Burkina-Faso	8,889	0.19%
Ouganda	8,495	0.18%
Niger	7,942	0.17%
Bahreïn	7,356	0.15%
Tunisie	7,111	0.15%
Bénin	6,036	0.13%
Kazakhstan	5,610	0.12%
Azerbaïdjan	5,349	0.11%
Mali	5,308	0.11%
Gabon	4,795	0.10%
Guinée	4,105	0.09%
Mauritanie	3,793	0.08%
Liban	3,782	0.08%
Maldives	2,961	0.06%
Kirghizstan	2,949	0.06%
Gambie	2,935	0.06%
Mozambique	2,922	0.06%
Tadjikistan	2,178	0.05%
Togo	2,166	0.05%
Sierra Leone	2,108	0.04%
Palestine	2,042	0.04%
Syrie	1,921	0.04%
Côte-d'Ivoire	1,802	0.04%
Ouzbékistan	1,774	0.04%
Comores	1,664	0.03%
Afghanistan	1,493	0.03%
Tchad	1,452	0.03%
Suriname	1,258	0.03%
Albanie	1,241	0.03%
Somalie	996	0.02%
Turkménistan	996	0.02%
Guinée-Bissau	967	0.02%
Djibouti	909	0.02%
Guyana	587	0.01%
Déficit, net	*	*
Total partiel	4,759,621	100.00%
Non-souscrites	*	*
Total général	4,759,621	100.00%

ANNEXE 7A | RÉPARTITION PAR SECTEUR DES APPROBATIONS NETTES DES ROC SELON LES PAYS (2022)¹ (EN MILLIONS USD)

PAYS	AGRICULTURE	ÉDUCATION	ÉNERGIE	SANTÉ	INDUSTRIE & MINES	TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	TRANSPORT	EAU, ASSAINISSEMENT ET SERVICES URBAINS	AUTRES ²	TOTAL
Afghanistan	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Albanie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Algérie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Azerbaïdjan	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bahreïn	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bangladesh	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bénin	12.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	12.0
Brunei	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Burkina-Faso	8.8	6.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	15.3
Cameroun	90.1	34.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	124.8
Tchad	0.0	0.0	0.0	18.9	0.0	0.0	0.0	0.0	10.0	28.9
Comores	0.0	0.0	0.0	20.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	20.0
Côte d'Ivoire	39.6	0.0	0.0	85.0	0.0	0.0	177.2	0.0	0.0	301.8
Djibouti	0.0	0.0	0.0	15.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	15.0
Égypte	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Gabon	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Gambie	6.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	6.0
Guinée	1.0	27.0	116.3	0.0	0.0	0.0	83.9	0.0	0.0	228.2
Guinée-Bissau	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	15.8	0.0	0.0	15.8
Guyana	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	200.0	0.0	0.0	200.0
Indonésie	100.0	0.0	0.0	205.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	305.0
Iran	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Irak	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Jordanie	200.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	200.0
Kazakhstan	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Koweït	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Kirghizstan	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	50.0	0.0	0.0	50.0
Liban	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Libye	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Malaisie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Maldives	8.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	8.8
Mali	0.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.8
Mauritanie	0.0	0.0	0.0	10.4	0.0	0.0	0.0	40.0	0.0	50.4
Maroc	20.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	20.4
Mozambique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Niger	1.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Nigéria	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Oman	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pakistan	0.0	0.0	50.0	50.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	100.0
Palestine	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Qatar	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Arabie saoudite	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Sénégal	59.2	0.0	0.0	30.1	0.0	0.0	270.0	0.0	0.0	359.4
Sierra Leone	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Somalie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Soudan	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Suriname	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Syrie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Tadjikistan	0.0	9.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	9.5
Togo	0.0	0.0	0.0	27.8	0.0	0.0	0.0	16.0	0.0	43.8
Tunisie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Türkiye	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	5.9	5.9
Turkménistan	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
E.A.U.	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Ouganda	0.0	0.0	100.0	0.0	0.0	0.0	295.0	0.0	0.0	395.0
Ouzbékistan	260.0	30.0	104.0	0.0	0.0	0.0	106.7	0.0	0.0	500.7
Yémen	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
BID-57	807.7	107.7	370.3	462.3	0.0	0.0	1,198.6	56.0	15.9	3,018.4

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2022.

² Autres comprend les approbations pour la finance, l'administration publique, l'immobilier, et les activités liées au commerce.

SOURCE: Recherche économique et Statistiques, IBID



ANNEXE 7B | RÉPARTITION PAR SECTEUR ET PAYS DES APPROBATIONS NETTES À PARTIR DES RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID (1975-2022)¹

(EN MILLIONS USD)	AGRICULTURE	ÉDUCATION	ÉNERGIE	SANTÉ	INDUSTRIE & MINES	TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	TRANSPORT	EAU, ASSAINISSEMENT ET SERVICES URBAINS	AUTRES ²	TOTAL
Afghanistan	10.0	0.0	17.7	0.0	0.0	0.0	114.2	0.0	0.0	142.0
Albanie	37.9	0.0	0.0	17.3	0.0	0.0	532.9	26.9	22.1	637.1
Algérie	50.5	0.0	153.9	0.0	64.2	0.0	31.4	156.1	5.4	461.5
Azerbaïdjan	112.7	0.0	497.0	19.3	0.0	0.0	45.5	264.9	10.8	950.2
Bahreïn	0.0	0.0	545.5	0.0	24.7	0.0	144.7	540.7	97.8	1,353.3
Bangladesh	152.9	91.9	806.8	132.3	199.5	104.0	105.3	160.8	7.2	1,760.6
Bénin	60.3	56.1	153.4	134.4	0.0	26.5	306.8	122.0	5.0	864.3
Brunei	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	6.2	6.2
Burkina-Faso	255.1	83.0	147.4	44.1	27.7	0.0	391.3	67.6	1.7	1,017.9
Cameroun	390.2	80.8	52.2	112.0	0.0	0.0	480.6	54.4	7.5	1,177.7
Tchad	123.4	51.4	47.9	72.1	3.8	0.0	528.6	50.8	16.4	894.4
Comores	1.0	0.0	0.0	20.0	1.8	0.0	7.6	0.0	0.0	30.4
Côte d'Ivoire	135.3	385.6	0.0	161.7	0.0	0.0	745.7	496.8	0.0	1,925.1
Djibouti	7.3	12.5	19.3	126.0	0.0	55.3	54.9	0.0	0.7	276.1
Égypte	48.8	25.0	1,819.6	43.8	94.1	0.0	25.6	50.7	79.5	2,187.0
Gabon	0.0	18.2	0.0	4.5	0.0	60.0	332.8	57.8	0.0	473.4
Gambie	73.2	34.5	48.6	11.5	28.0	27.3	69.4	9.9	1.9	304.3
Guinée	139.1	67.1	352.6	107.9	3.5	0.0	489.4	111.4	8.7	1,279.7
Guinée-Bissau	0.3	17.0	0.0	12.0	0.4	0.0	17.3	0.0	0.0	47.0
Guyana	0.0	0.0	34.6	0.0	0.0	0.0	200.0	0.0	0.0	234.6
Indonésie	1,019.3	1,039.1	374.6	609.8	40.7	11.3	597.1	100.0	204.4	3,996.2
Iran	524.3	55.6	606.9	166.7	319.4	0.0	75.3	1,095.7	26.7	2,870.6
Irak	22.0	17.0	0.0	20.5	5.5	0.0	0.0	0.0	0.0	65.0
Jordanie	205.4	66.2	214.5	192.8	187.1	23.8	172.8	7.8	28.5	1,098.9
Kazakhstan	143.0	0.0	0.0	11.5	0.0	9.0	315.6	9.5	140.0	628.5
Koweït	0.0	0.0	4.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	54.3	58.5
Kirghizstan	36.3	0.0	95.2	4.9	8.0	0.0	181.6	15.0	0.0	340.9
Liban	0.0	241.5	30.0	160.2	0.0	12.5	269.1	564.9	0.0	1,278.1
Libye	22.3	0.0	48.2	0.0	118.4	22.0	66.2	0.0	0.0	277.0
Malaisie	6.2	196.9	0.0	79.5	2.0	0.0	175.4	0.0	45.0	505.0
Maldives	8.8	0.0	0.0	39.2	0.0	0.0	62.3	37.1	13.7	160.9
Mali	315.2	17.4	323.0	32.9	38.7	0.0	193.5	114.3	0.0	1,035.1
Mauritanie	119.3	57.6	202.5	40.0	84.2	0.0	198.3	175.3	3.8	881.0
Maroc	255.5	5.1	1,026.6	43.2	32.8	16.0	809.2	430.0	30.9	2,649.3
Mozambique	37.6	25.6	309.5	39.4	0.0	0.0	30.7	0.0	0.0	442.7
Niger	132.2	76.3	146.9	56.7	7.8	8.0	171.0	19.4	6.3	624.7
Nigéria	246.8	96.3	30.9	133.2	0.0	50.0	166.6	146.0	7.8	877.5
Oman	9.1	134.0	252.9	10.5	142.4	0.0	596.4	938.9	0.0	2,084.2
Pakistan	32.0	88.5	1,158.0	544.0	177.3	0.0	482.5	4.9	100.7	2,588.1
Palestine	0.0	26.1	1.4	22.1	1.2	0.0	5.0	0.0	0.5	56.3
Qatar	0.0	4.5	0.0	49.1	29.3	0.0	0.0	225.0	0.0	307.9
Arabie saoudite	0.0	1.7	233.5	14.0	725.0	0.0	100.0	42.5	178.6	1,295.3
Sénégal	399.2	54.4	410.0	97.6	22.9	0.0	1,260.9	546.6	109.3	2,900.8
Sierra Leone	95.9	11.2	10.4	40.5	9.1	29.5	29.6	14.1	0.0	240.3
Somalie	0.0	2.0	0.5	0.0	0.0	0.0	7.5	3.0	5.2	18.2
Soudan	383.3	67.0	152.0	73.1	82.7	0.0	60.1	101.6	41.6	961.3
Suriname	0.0	41.1	41.3	43.5	0.0	0.0	20.5	0.0	0.0	146.4
Syrie	26.7	0.0	235.7	25.0	15.0	0.0	0.0	51.3	9.1	362.8
Tadjikistan	50.7	88.5	108.3	33.0	0.0	0.0	91.6	11.3	1.0	384.3
Togo	29.4	57.5	46.2	44.9	0.0	0.0	135.4	59.9	0.0	373.2
Tunisie	183.3	84.9	1,251.7	63.7	146.2	0.0	9.0	226.5	27.9	1,993.1
Türkiye	17.5	213.6	751.0	459.4	152.1	0.0	1,179.0	67.0	958.6	3,798.2
Turkménistan	0.0	5.3	350.0	25.6	0.0	288.1	503.2	0.0	0.0	1,172.1
E.A.U.	0.0	0.0	110.0	54.2	105.2	0.9	60.0	0.0	20.0	350.2
Ouganda	196.1	80.7	335.1	42.2	6.6	0.0	743.0	16.5	12.1	1,432.4
Ouzbékistan	905.6	107.0	307.1	392.5	20.0	0.0	454.7	92.9	75.0	2,354.8
Yémen	105.2	56.4	53.2	10.2	0.7	0.0	46.7	29.9	18.5	320.7
BID-57	7,126.4	3,942.1	13,917.2	4,694.2	2,928.1	744.3	13,893.7	7,317.4	2,390.2	56,953.6

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2022.

² Autres comprennent la finance, l'administration publique, l'immobilier, et les activités liées au commerce.

SOURCE: Recherche économique et Statistiques, IBID

ANNEXE 8A | APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID PAR PAYS ET SOURCE DE FINANCEMENT¹ (EN MILLIONS DI)

PAYS	APPROBATIONS NETTES SELON LA SOURCE DE FINANCEMENT EN 2022					PART DANS LES APPROBATIONS NETTES DEPUIS LA CRÉATION (%)
	RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID	SID	SIFC	AUTRES ²	TOTAL	
Afghanistan	0.0	0.0	0.0	0.7	0.7	0.1
Albanie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.4
Algérie	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	1.9
Azerbaïdjan	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.6
Bahreïn	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Bangladesh	0.0	52.6	962.5	0.7	1,015.8	14.0
Bénin	8.7	0.0	0.0	1.8	10.4	0.6
Brunei	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Burkina-Faso	11.4	0.0	372.5	8.3	392.2	2.3
Cameroun	90.1	11.3	126.3	0.0	227.6	1.6
Tchad	20.8	0.0	0.0	7.7	28.5	0.6
Comores	15.7	0.0	78.0	0.0	93.7	0.4
Côte d'Ivoire	227.9	23.6	41.4	0.0	292.9	1.4
Djibouti	10.7	0.0	169.1	0.1	179.8	1.0
Égypte	0.0	30.1	1,778.4	0.3	1,808.8	11.0
Gabon	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3
Gambie	4.5	0.0	27.1	0.4	31.9	0.6
Guinée	168.9	0.0	0.0	0.8	169.7	0.9
Guinée-Bissau	11.5	0.0	0.0	0.0	11.5	0.0
Guyana	154.4	0.0	0.0	0.0	154.4	0.2
Indonésie	235.6	0.0	36.1	0.0	271.7	3.7
Iran	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.5
Irak	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3
Jordanie	152.5	0.0	0.0	0.0	152.5	1.8
Kazakhstan	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.9
Koweït	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.6
Kirghizstan	37.9	0.0	0.0	0.2	38.2	0.3
Liban	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.9
Libye	0.0	0.0	0.0	0.3	0.3	0.5
Malaisie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.6
Maldives	6.5	0.0	420.0	1.3	427.9	1.2
Mali	0.6	18.8	0.0	0.7	20.0	1.2
Mauritanie	36.0	0.0	22.5	1.4	59.9	1.1
Maroc	12.0	0.0	0.0	0.4	12.4	4.0
Mozambique	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.3
Niger	0.7	0.0	0.0	1.5	2.2	0.6
Nigéria	0.0	33.8	41.3	0.2	75.3	1.1
Oman	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.3
Pakistan	73.4	0.0	211.1	0.9	285.5	8.9
Palestine	0.0	0.0	0.0	19.9	19.9	0.3
Qatar	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2
Arabie saoudite	0.0	22.5	0.0	0.0	22.5	3.1
Sénégal	275.1	19.9	235.1	1.1	531.2	2.9
Sierra Leone	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2
Somalie	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
Soudan	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	1.0
Suriname	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2
Syrie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.4
Tadjikistan	7.0	0.0	13.5	0.0	20.6	0.4
Togo	33.4	0.0	35.6	4.4	73.4	0.5
Tunisie	0.0	0.0	159.9	0.0	159.9	3.3
Türkiye	4.5	0.0	0.0	0.0	4.5	7.2
Turkménistan	0.0	0.0	48.8	0.1	49.0	0.7
E.A.U.	0.0	0.0	0.0	1.5	1.5	0.7
Ouganda	303.3	37.6	7.5	7.5	355.9	1.0
Ouzbékistan	381.4	137.4	140.5	0.0	659.3	2.0
Yémen	0.0	0.0	0.0	1.4	1.4	0.6
Pays non-membres	0.0	0.0	3.8	1.0	4.8	0.5
Projets régionaux	18.8	37.6	187.9	2.8	247.0	3.3
Approbations nettes	2,303.2	425.2	5,118.9	68.0	7,915.3	100

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2022.

² Autres comprend les approbations du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), du Système de financement des exportations (EFS), du Portefeuille des banques islamiques (IBP), des Fonds SID, du FSID, du Programme des opérations de financement des importations (ITFO), des Opérations d'assistance spéciale (SAO), des Fonds fiduciaires et du Fonds waqf.

SOURCE: Recherche économique et Statistiques, IBID



ANNEXE 8B | APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID PAR PAYS ET SOURCE DE FINANCEMENT¹ (EN MILLIONS USD)

PAYS	APPROBATIONS NETTES SELON LA SOURCE DE FINANCEMENT EN 2022					PART DANS LES APPROBATIONS NETTES DEPUIS LA CRÉATION (%)
	RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID	SID	SIFC	AUTRES ²	TOTAL	
Afghanistan	0.0	0.0	0.0	1.0	1.0	0.1
Albanie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.4
Algérie	0.0	0.0	0.0	0.3	0.3	1.8
Azerbaïdjan	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.7
Bahreïn	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Bangladesh	0.0	70.0	1,281.0	0.9	1,351.9	14.3
Bénin	12.0	0.0	0.0	2.4	14.4	0.6
Brunei	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Burkina-Faso	15.3	0.0	495.7	11.8	522.8	2.2
Cameroun	124.8	15.0	168.1	0.0	307.8	1.5
Tchad	28.9	0.0	0.0	10.2	39.1	0.6
Comores	20.0	0.0	103.8	0.0	123.8	0.4
Côte d'Ivoire	301.8	31.4	55.1	0.0	388.3	1.5
Djibouti	15.0	0.0	225.0	0.1	240.1	1.0
Égypte	0.0	40.0	2,366.8	0.4	2,407.2	10.9
Gabon	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3
Gambie	6.0	0.0	36.0	0.5	42.5	0.6
Guinée	228.2	0.0	0.0	1.0	229.3	0.9
Guinée-Bissau	15.8	0.0	0.0	0.0	15.8	0.0
Guyana	200.0	0.0	0.0	0.0	200.0	0.1
Indonésie	305.0	0.0	48.0	0.0	353.0	3.7
Iran	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.6
Irak	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3
Jordanie	200.0	0.0	0.0	0.0	200.0	1.7
Kazakhstan	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Koweït	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.6
Kirghizstan	50.0	0.0	0.0	0.3	50.3	0.3
Liban	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.9
Libye	0.0	0.0	0.0	0.3	0.3	0.4
Malaisie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.6
Maldives	8.8	0.0	559.0	1.8	569.6	1.2
Mali	0.8	25.0	0.0	0.9	26.7	1.2
Mauritanie	50.4	0.0	30.0	1.9	82.3	1.1
Maroc	20.4	0.0	0.0	0.6	21.0	4.0
Mozambique	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.3
Niger	1.0	0.0	0.0	1.9	2.9	0.6
Nigéria	0.0	45.0	55.0	0.3	100.3	1.1
Oman	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.2
Pakistan	100.0	0.0	281.0	1.2	382.2	8.7
Palestine	0.0	0.0	0.0	28.0	28.0	0.3
Qatar	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2
Arabie saoudite	0.0	30.0	0.0	0.0	30.0	3.2
Sénégal	359.4	26.5	312.8	1.5	700.2	2.9
Sierra Leone	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2
Somalie	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	0.1
Soudan	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	1.0
Suriname	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2
Syrie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3
Tadjikistan	9.5	0.0	18.0	0.0	27.5	0.4
Togo	43.8	0.0	47.4	5.9	97.1	0.5
Tunisie	0.0	0.0	212.8	0.0	212.8	3.3
Türkiye	5.9	0.0	0.0	0.0	5.9	7.1
Turkménistan	0.0	0.0	65.0	0.2	65.2	0.7
E.A.U.	0.0	0.0	0.0	2.0	2.0	0.7
Ouganda	395.0	50.0	10.0	10.1	465.1	1.0
Ouzbékistan	500.7	182.9	187.0	0.0	870.6	2.0
Yémen	0.0	0.0	0.0	2.0	2.0	0.6
Pays non-membres	0.0	0.0	5.0	1.4	6.4	0.6
Projets régionaux	25.0	50.0	250.0	3.8	328.8	3.3
Approbations nettes	3,043.4	565.8	6,812.5	93.1	10,514.9	100

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2022.

² Autres comprend les approbations du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), du Système de financement des exportations (EFS), du Portefeuille des banques islamiques (IBP), des Fonds SID, du FSID, du Programme des opérations de financement des importations (ITFO), des Opérations d'assistance spéciale (SAO), des Fonds fiduciaires et du Fonds waqf.

SOURCE: Recherche économique et Statistiques, IBID

ANNEXE 9 | OPÉRATIONS SELON LE MODE DE FINANCEMENT LE PLUS UTILISÉ (1975- 2022)¹

PAYS	FINANCEMENT DE PROJETS			OPÉRATIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE			FINANCEMENT DE COMMERCE			OPÉRATIONS D'ASSISTANCE SPÉCIALE			TOTAL GÉNÉRAL ²		
	NOMBRE	EN MILLIONS DI	EN MILLIONS USD	NOMBRE	EN MILLIONS DI	EN MILLIONS USD	NOMBRE	EN MILLIONS DI	EN MILLIONS USD	NOMBRE	EN MILLIONS DI	EN MILLIONS USD	NOMBRE	EN MILLIONS DI	EN MILLIONS USD
Afghanistan	82	484.2	699.6	56	56.1	81.7	24	144.2	189.8	18	10.0	11.5	180	694.5	982.6
Albanie	33	644.8	943.2	28	12.7	17.7	39	616.2	894.7	28	5.5	7.5	128	1,279.2	1,863.2
Algérie	40	1,505.0	2,084.2	8	1.2	1.7	2	3.7	5.0	2	0.4	0.5	52	1,510.2	2,091.4
Azerbaïdjan	95	1,928.7	2,834.6	35	22.6	31.5	296	8,653.5	11,926.1	12	10.3	13.9	438	10,615.1	14,806.1
Bahrein	26	84.7	116.8	128	248.8	350.2	3	4.0	6.0	44	42.8	49.5	201	380.3	522.6
Bangladesh	11	210.4	324.3	1	0.1	0.1	6	33.8	54.1	0	0.0	0.0	18	244.3	378.5
Bénin	94	1,240.5	1,840.5	45	4.2	6.0	308	2,485.4	3,686.7	3	0.2	0.3	450	3,730.3	5,533.5
Brunei	150	2,172.1	3,089.0	44	6.6	9.5	71	1,340.5	1,857.0	7	13.3	14.5	272	3,532.4	4,970.0
Burkina-Faso	47	211.7	309.3	24	8.4	12.0	4	18.1	26.0	4	2.6	3.5	79	240.8	350.8
Cameroun	5	14.7	18.2	18	8.7	13.0	4	35.9	46.2	56	32.7	48.0	83	92.1	125.4
Tchad	100	791.0	1,169.4	42	27.7	39.1	38	328.1	462.6	22	21.4	25.7	202	1,168.2	1,696.7
Comores	16	121.2	165.8	12	0.7	1.0	5	65.4	92.0	3	0.1	0.2	36	187.5	259.0
Côte d'Ivoire	29	293.7	407.2	20	8.1	11.8	27	135.1	169.3	14	3.2	4.5	90	440.1	592.8
Djibouti	40	296.0	429.8	26	4.2	6.1	21	163.8	235.0	7	0.9	1.2	94	464.8	672.1
Égypte	39	295.7	416.6	9	1.6	2.3	16	293.3	413.3	2	1.3	1.5	66	591.9	833.7
Gabon	71	1,410.1	2,052.8	25	4.7	6.9	180	2,535.7	3,507.1	4	3.2	4.2	280	3,953.7	5,571.0
Gambie	101	2,702.4	3,848.5	37	2.9	4.1	398	5,955.3	8,255.6	8	16.6	21.3	544	8,677.1	12,129.5
Guinée	13	810.2	1,172.1	7	1.0	1.5	5	62.5	85.0	1	0.2	0.3	26	873.9	1,258.9
Guinée-Bissau	26	312.0	437.2	21	9.4	13.6	35	494.0	706.9	0	0.0	0.0	82	815.4	1,157.7
Guyana	50	1,074.8	1,501.8	38	4.8	6.9	10	94.4	126.2	8	2.7	3.6	106	1,176.7	1,638.4
Indonésie	47	1,694.2	2,435.9	18	2.1	3.0	63	688.0	961.1	6	1.0	1.5	134	2,385.2	3,401.4
Iran	59	357.8	529.1	30	18.5	26.0	44	379.0	451.2	10	21.4	29.2	143	776.8	1,035.5
Irak	42	178.4	254.1	18	5.7	8.6	27	238.8	367.8	1,044	222.3	308.0	1,131	645.2	938.5
Jordanie	53	1,355.8	1,924.9	862	871.6	1,278.2	17	1,138.2	1,588.0	337	581.9	879.9	1,269	3,947.5	5,671.0
Kazakhstan	3,000	43,961.9	63,457.9	2,361	1,515.8	2,191.4	4,156	73,228.9	103,186.4	1,861	1,169.1	1,656.4	11,378	119,875.8	170,492.1
Koweït	3,639	53,686.4	77,391.4	2,583	1,779.3	2,578.8	4,374	75,061.0	105,720.5	2,079	1,273.3	1,805.0	12,675	131,800.0	187,495.6
Kirghizistan	39	285.4	422.3	22	4.1	6.3	7	28.0	40.0	7	1.7	2.4	75	319.1	470.9
Liban	61	932.5	1,333.9	11	1.0	1.5	9	152.1	212.1	19	7.4	10.6	100	1,093.0	1,558.2
Libye	16	229.3	326.0	12	3.1	4.4	15	320.1	419.9	6	3.4	4.9	49	556.0	755.2
Malaisie	31	394.0	563.6	25	1.9	2.7	85	261.6	361.4	5	8.5	11.4	146	666.0	939.2
Maldives	32	148.7	208.2	10	1.1	1.6	37	1,223.2	1,840.0	3	0.6	0.8	82	1,473.6	2,050.7
Mali	106	819.7	1,166.7	31	6.2	8.6	27	574.3	813.3	11	14.7	16.5	175	1,414.9	2,005.0
Mauritanie	96	659.6	978.9	48	6.9	9.5	32	636.7	915.2	7	9.5	11.1	183	1,312.7	1,914.8
Maroc	68	1,847.0	2,703.7	51	7.4	10.7	126	2,897.9	4,123.4	4	1.1	1.5	249	4,753.4	6,839.3
Mozambique	25	326.2	461.4	14	2.1	3.3	5	48.3	70.0	6	2.4	2.5	50	379.0	537.2
Niger	82	484.2	699.6	56	56.1	81.7	24	144.2	189.8	18	10.0	11.5	180	694.5	982.6
Nigéria	33	644.8	943.2	28	12.7	17.7	39	616.2	894.7	28	5.5	7.5	128	1,279.2	1,863.2
Oman	40	1,505.0	2,084.2	8	1.2	1.7	2	3.7	5.0	2	0.4	0.5	52	1,510.2	2,091.4
Pakistan	95	1,928.7	2,834.6	35	22.6	31.5	296	8,653.5	11,926.1	12	10.3	13.9	438	10,615.1	14,806.1
Palestine	26	84.7	116.8	128	248.8	350.2	3	4.0	6.0	44	42.8	49.5	201	380.3	522.6
Qatar	11	210.4	324.3	1	0.1	0.1	6	33.8	54.1	0	0.0	0.0	18	244.3	378.5
Arabie saoudite	94	1,240.5	1,840.5	45	4.2	6.0	308	2,485.4	3,686.7	3	0.2	0.3	450	3,730.3	5,533.5
Sénégal	150	2,172.1	3,089.0	44	6.6	9.5	71	1,340.5	1,857.0	7	13.3	14.5	272	3,532.4	4,970.0
Sierra Leone	47	211.7	309.3	24	8.4	12.0	4	18.1	26.0	4	2.6	3.5	79	240.8	350.8
Somalie	5	14.7	18.2	18	8.7	13.0	4	35.9	46.2	56	32.7	48.0	83	92.1	125.4
Soudan	100	791.0	1,169.4	42	27.7	39.1	38	328.1	462.6	22	21.4	25.7	202	1,168.2	1,696.7
Suriname	16	121.2	165.8	12	0.7	1.0	5	65.4	92.0	3	0.1	0.2	36	187.5	259.0
Syrie	29	293.7	407.2	20	8.1	11.8	27	135.1	169.3	14	3.2	4.5	90	440.1	592.8
Tadjikistan	40	296.0	429.8	26	4.2	6.1	21	163.8	235.0	7	0.9	1.2	94	464.8	672.1
Togo	39	295.7	416.6	9	1.6	2.3	16	293.3	413.3	2	1.3	1.5	66	591.9	833.7
Tunisie	71	1,410.1	2,052.8	25	4.7	6.9	180	2,535.7	3,507.1	4	3.2	4.2	280	3,953.7	5,571.0
Türkiye	101	2,702.4	3,848.5	37	2.9	4.1	398	5,955.3	8,255.6	8	16.6	21.3	544	8,677.1	12,129.5
Turkménistan	13	810.2	1,172.1	7	1.0	1.5	5	62.5	85.0	1	0.2	0.3	26	873.9	1,258.9
E.A.U.	26	312.0	437.2	21	9.4	13.6	35	494.0	706.9	0	0.0	0.0	82	815.4	1,157.7
Ouganda	50	1,074.8	1,501.8	38	4.8	6.9	10	94.4	126.2	8	2.7	3.6	106	1,176.7	1,638.4
Ouzbékistan	47	1,694.2	2,435.9	18	2.1	3.0	63	688.0	961.1	6	1.0	1.5	134	2,385.2	3,401.4
Yémen	59	357.8	529.1	30	18.5	26.0	44	379.0	451.2	10	21.4	29.2	143	776.8	1,035.5
Pays non-membres	42	178.4	254.1	18	5.7	8.6	27	238.8	367.8	1,044	222.3	308.0	1,131	645.2	938.5
Projets régionaux	53	1,355.8	1,924.9	862	871.6	1,278.2	17	1,138.2	1,588.0	337	581.9	879.9	1,269	3,947.5	5,671.0
Approbations nettes	3,000	43,961.9	63,457.9	2,361	1,515.8	2,191.4	4,156	73,228.9	103,186.4	1,861	1,169.1	1,656.4	11,378	119,875.8	170,492.1
Approbations brutes	3,639	53,686.4	77,391.4	2,583	1,779.3	2,578.8	4,374	75,061.0	105,720.5	2,079	1,273.3	1,805.0	12,675	131,800.0	187,495.6

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2022.

² Les chiffres ne comprennent pas les opérations annulées (sauf indication contraire) et portent sur le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), le Système de financement des exportations (EFS), le Portefeuille des banques islamiques (IBP), les Fonds SID, le FSID, le Programme des opérations de financement des importations (ITFO), les Opérations d'assistance spéciale (SAO), les Fonds fiduciaires et le Fonds waqf.

SOURCE: Recherche économique et Statistiques, IBID



ANNEXE 10A | APPROBATIONS SELON LA SOURCE ET LE MODE DE FINANCEMENT (1975- 2022)¹ (EN MILLIONS DI)

	2019	2020	2021	2022	TOTAL GÉNÉRAL ²
A. RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID					
Prêt	69.2	82.7	103.3	184.1	5,274.1
Fonds propres	12.3	18.5	7.0	23.3	1,341.9
Crédit-bail	69.2	150.2	70.9	312.4	7,677.2
Vente à tempérament	826.9	867.2	1,181.7	1,783.4	10,420.1
Lignes de financement combinées	0.0	0.0	0.0	0.0	238.6
Partage de bénéfices (moucharaka)	0.0	0.0	0.0	0.0	112.2
Istisna	152.5	61.3	38.4	0.0	14,375.3
Moudaraba	3.8	0.0	0.0	0.0	730.4
Assistance technique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total partiel	1,133.8	1,179.9	1,401.3	2,303.2	40,169.8
B. SID					
Fonds propres	13.8	9.4	11.1	0.0	978.6
Crédit-bail	0.0	6.9	0.0	58.6	545.8
Vente à tempérament	0.0	0.0	0.0	0.0	84.2
Istisna	47.0	5.6	0.0	0.0	76.1
Moudaraba	10.8	0.0	0.0	0.0	10.8
Commerce (mourabaha)	35.0	190.9	162.9	366.6	2,796.9
Total partiel	106.7	212.9	174.1	425.2	4,492.4
C. SIFC					
Mourabaha	4,176.0	3,236.6	4,590.4	5,118.9	47,072.0
D. AUTRES					
Fonds SID	0.0	0.0	0.0	0.0	674.5
FIBA	13.8	13.7	14.7	0.0	125.2
Autonomisation économique	0.0	0.7	1.1	0.0	1.8
STI	4.7	1.6	0.0	0.0	6.4
Opérations d'assistance spéciale	0.7	1.4	6.7	2.1	622.8
FSID	57.3	56.0	53.3	36.2	838.2
Fonds fiduciaires	100.3	80.6	65.7	22.7	2,185.2
Fonds waqf	9.7	8.6	6.3	7.0	545.0
Commerce avant-SIFC (EFS, IBP, ITFO)	0.0	0.0	0.0	0.0	23,142.4
Total partiel	186.5	162.7	148.0	68.0	28,141.6
Grand Total	5,603.0	4,792.0	6,313.7	7,915.3	119,875.8

E. OPÉRATIONS DE LA SIACE DURANT LES 5 DERNIERS EXERCICES ET TOTAL DES OPÉRATIONS DEPUIS SA CRÉATION (EN MILLIONS DI)

	2019	2020	2021	2022	Total général ²
Nouveaux engagements	3,272.9	2,676.2	2,242.7	3,009.5	39,634.3
Affaires assurées	7,856.6	6,846.2	7,000.2	8,748.4	67,135.6

RESSOURCES ET FINANCEMENTS DE LA BID (RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL), À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE (EN MILLIONS DI)

	2019	2020	2021	2022
Actif, total	23,573.9	24,421.9	26,026.7	27,057.6
Revenu, brut (mois amortissement idjara) ³	621.8	592.8	563.5	683.9
Revenu, net	140.4	116.2	106.9	173.1
Réserves générales	2,949.7	2,994.5	3,074.6	3,168.0
Réserve à juste valeur	325.7	279.0	382.3	328.5
Capital souscrit	50,225.3	50,260.5	50,260.5	55,256.7
Budget administratif approuvé*	159.3	154.4	149.6	148.8
Budget administratif effectif*	139.3	141.9	135.7	152.3

* y compris les fonds fiduciaires (El-Qods et El-Aqsa)

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2022.

² Approbations cumulées depuis la création en 1975.

³ Le revenu brut est ajusté par rapport à l'amortissement de sorte que les chiffres rapportés soient facilement rapprochés des états financiers vérifiés.

Les taux de change des différents exercices sont:

2019: 1 DI = 1,38283 USD

2020: 1 DI = 1,44027 USD

2021: 1 DI = 1,39959 USD

2022: 1 DI = 1,33084 USD

SOURCE: Recherche économique et Statistiques, IBID

ANNEXE 10B | APPROBATIONS SELON LA SOURCE ET LE MODE DE FINANCEMENT (1975- 2022)¹ (EN MILLIONS USD)

	2019	2020	2021	2022	TOTAL GÉNÉRAL ²
A. RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID					
Prêt	95.4	114.4	146.6	248.1	7,472.8
Fonds propres	17.0	26.6	9.8	30.9	1,954.6
Crédit-bail	95.7	220.0	100.6	405.0	11,162.5
Vente à tempérament	1,141.6	1,215.3	1,677.8	2,359.4	14,644.0
Lignes de financement combinées	0.0	0.0	0.0	0.0	344.3
Partage de bénéfices (moucharaka)	0.0	0.0	0.0	0.0	168.3
Istisna	219.4	81.6	51.4	0.0	21,219.4
Moudaraba	5.0	0.0	0.0	0.0	1,060.0
Assistance technique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Total partiel	1,574.1	1,657.9	1,986.2	3,043.4	58,026.1
B. SID					
Fonds propres	19.1	13.6	15.6	0.0	1,448.7
Crédit-bail	0.0	10.0	0.0	77.9	788.8
Vente à tempérament	0.0	0.0	0.0	0.0	125.2
Istisna	65.0	8.0	0.0	0.0	105.4
Moudaraba	15.0	0.0	0.0	0.0	15.0
Commerce (mourabaha)	48.4	275.0	228.0	487.9	3,945.5
Total partiel	147.5	306.6	243.6	565.8	6,428.5
C. SIFC					
Mourabaha	5,774.7	4,661.6	6,424.7	6,812.5	67,490.4
D. AUTRES					
Fonds SID	0.0	0.0	0.0	0.0	992.2
FIBA	19.1	18.9	21.0	0.0	182.4
Autonomisation économique	0.0	1.0	1.6	0.0	2.6
STI	6.5	2.3	0.0	0.0	8.8
Opérations d'assistance spéciale	1.0	1.9	9.7	2.7	830.0
FSID	79.2	78.2	75.4	49.2	1,207.8
Fonds fiduciaires	138.7	111.4	92.7	31.8	3,125.8
Fonds waqf	13.6	12.0	8.9	9.5	784.0
Commerce avant-SIFC (EFS, IBP, ITFO)	0.0	0.0	0.0	0.0	31,413.4
Total partiel	258.2	225.8	209.3	93.1	38,547.0
Total général	7,754.5	6,851.9	8,863.7	10,514.9	170,492.1
E. OPÉRATIONS DE LA SIACE DURANT LES 5 DERNIERS EXERCICES ET TOTAL DES OPÉRATIONS DEPUIS SA CRÉATION (EN MILLIONS USD)					
	2019	2020	2021	2022	Total général ²
Nouveaux engagements	4,525.8	3,854.5	3,138.9	4,005.1	57,054.7
Affaires assurées	10,864.3	9,860.4	9,797.4	11,642.7	94,952.2

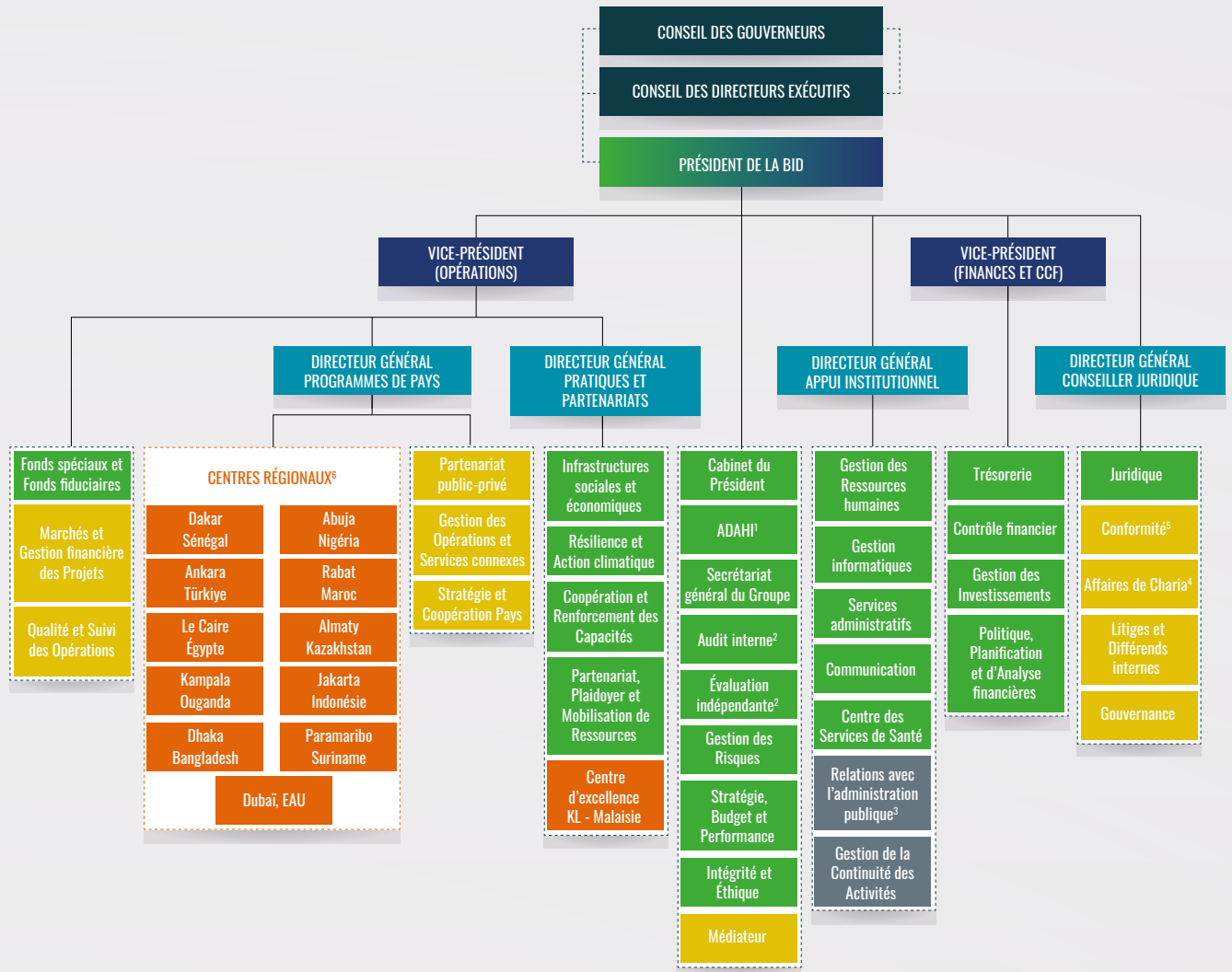
¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2022.

² Approbations cumulées depuis la création en 1975.

SOURCE: Recherche économique et Statistiques, IBID



ANNEXE 11 | ORGANIGRAMME DE LA BID



¹ Sous la supervision du directeur du Cabinet du Président

² Le département est fonctionnellement rattaché au Conseil des Directeurs exécutifs. Administrativement, il est rattaché au Président

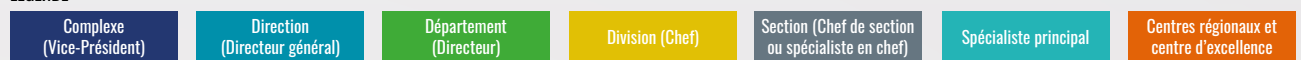
³ Le service est fonctionnellement rattaché au Président. Administrativement, il est rattaché au Directeur général de l'Appui institutionnel

⁴ La division est fonctionnellement rattachée au Conseil de Charia. Administrativement, elle est rattachée au Directeur général Conseiller juridique

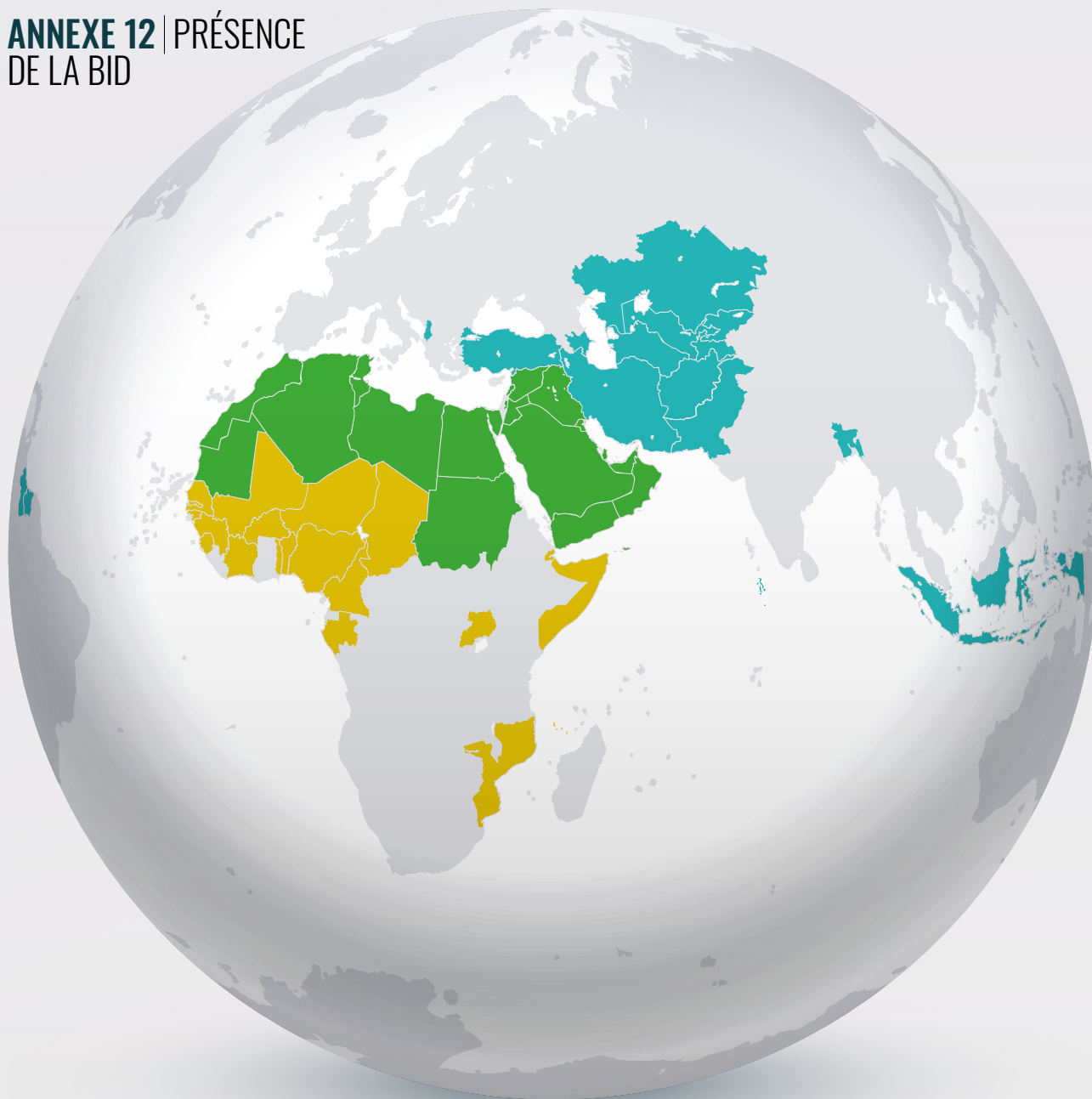
⁵ La division est fonctionnellement rattachée au Président. Administrativement, elle est rattachée au Directeur général Conseiller juridique

⁶ Les centres régionaux et le centre d'excellence sont gérés par des chefs de division, sauf décision contraire du Président.

LÉGENDE



ANNEXE 12 | PRÉSENCE DE LA BID



MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

- ALGÉRIE
- ARABIE SAOUDITE
- BAHRÉÏN
- E.A.U.
- ÉGYPTE
- IRAK
- JORDANIE
- KOWEÏT
- LIBAN
- LIBYE
- MAURITANIE
- MAROC
- OMAN
- PALESTINE
- QATAR
- SOUDAN
- SYRIE
- TUNISIE
- YÉMEN

ASIE, AMÉRIQUE LATINE ET EUROPE

- AFGHANISTAN
- ALBANIE
- AZERBAÏDJAN
- BANGLADESH
- BRUNEI DARUSSALAM
- GUYANA
- INDONÉSIE
- IRAN
- KAZAKHSTAN
- KIRGHIZSTAN
- MALAISIE
- MALDIVES
- OUZBÉKISTAN
- PAKISTAN
- SURINAME
- TADJIKISTAN
- TURKIYE
- TURKMÉNISTAN

AFRIQUE SUBSAHARIENNE (SSA)

- BÉNIN
- BURKINA-FASO
- CAMEROUN
- COMOROS
- CÔTE D'IVOIRE
- DJIBOUTI
- GABON
- GAMBIE
- GUINÉE
- GUINÉE-BISSAU
- MALI
- MOZAMBIQUE
- NIGER
- NIGÉRIA
- OUGANDA
- SÉNÉGAL
- SIERRA LEONE
- SOMALIE
- TCHAD
- TOGO

NOUS VISITER

Islamic Development Bank
8111 King Khaled St
Al Nuzlah Ymania
Unit 1 Jeddah 22332-2444
Kingdom of Saudi Arabia

☎ (+966-12) 6361400
📠 (+966-12) 6366871
✉ idbarchives@isdb.org
🌐 www.isdb.org

f [isdbgroup](#)
🐦 [isdb_group](#)
@ [isdb_stories](#)
in [company/islamic-development-bank](#)
▶ [IslamicDevelopmentBankGroup](#)

